DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE – N° 12501 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine – MARDI 9 AVRIL 1985

LES PROPOSITIONS DE M. GORBATCHEV

Le président Reagan accueille froidement le moratoire soviétique sur le déploiement des fusées

Un geste peu crédible

Les réactions occidentales aux initiatives de M. Gorbatchev sont empreintes du plus grand scepticisme. D'abord parce qu'un moratoire de six mois n'a guère de sens pour des programmes d'armements qui s'étalent sur dix ans et plus. Le précédent de mars 1982, lorsque Brejnev avait déjà annoncé un moratoire pourtant non limité dans le temps, sur les mêmes SS-20, incite encore plus à la prudence puisque Moscou avait continué, pendant des mois, d'installer des missiles sur les sites en cours de construction à l'époque.

Surtout, l'arsenal surabondant édifié par l'URSS en matière d'armements à moyenne portée ces dernières années fait apparaître comme de peu de poids toute mesure qui ne comporterait pas une réduction drastique.

L'URSS dispose aujourd'hui de plus de 400 SS-20 et de 120 engins SS-4 de la première génération : soit un total de 1 300 ogives nucléaires, au regard duquel apparaissent bien faibles aussi bien les quelque 120 Pershing et missiles de croisière actuellement déployés que les 576 têtes que comportera l'arsenal occidental à la fin du programme, en 1988 seulement.

En principe, l'arrêt des « contre-mesures » en cours dans le camp de l'Est depuis 1983 devrait apparaître comme une concession plus importante, puisque M. Gorbatchev les suspend, elles aussi, pour six mois, sans avoir la garantie d'un arrêt simultané du déploiement américain en Europe. Mais, là encore, le déséquilibre en matière d'engins à courte portée en réduit la signification.

En face des 180 missiles Pershing-1 et Lance de l'OTAN en Europe, l'URSS aligne 400 lanceurs de fusées Scud (en voie de remplacement par des SS-23, plus modernes, en RDA et en Tchécoslovaquie), 60 SS-12 et 375 engins Frog, les uns et les autres étant eux aussi remplacés par les nouveaux SS-22 et SS-21 respectivement. Les Américains eux-mêmes avaient, pour cette même raison, prêté peu d'attention jusqu'à présent à ces contre-mesures.

Plus significative, dans ces conditions, est la disponibilité manifestée par le nouveau maître du Kremlin non seulement pour une rencontre avec M. Reagan, mais encore pour une amélioration des relations en tous domaines avec l'autre superpuissance. Mis à part une attaque vive et attendue contre l'initiative de défense stratégique, M. Gorbatchev ne critique que modérément (beaucoup plus modérément que la presse soviétique en général ces derniers temps) la politique américaine, et juge « non seulement indispensable, mais aussi possible » la fin de l'« anomalie » que constitue la « confrontation » actuelle entre Moscou et Washington. On croit même retrouver un accent khrouchtchévien dans sa définition de la coexistence pacifique, laquelle implique que « chacun des systèmes prouve son avantage par la force de l'exemple et non par celle des armes ».

Mais il faudra beaucoup plus que ces moratoires peu crédibles pour convaincre les opinions que la nouvelle direction soviétique aurait renoncé aux tendances militaristes que ses devancières avaient manifestées.

Les Etats-Unis ont froidement accueilli les déclarations faites par M. Gorbatchev à la Pravda de ce lundi 8 avril, par lesquelles le secrétaire général du PC soviétique, d'une part, confirme son accord pour une rencontre avec M. Reagan, et, d'autre part, annonce la suspension jusqu'en novembre prochain du déploiement des SS-20 et des « contre-mesures » décidées par Moscou après le début du déploiement des missiles américains en Europe à la fin de 1983.

« Nous examinerons les propos du secrétaire général et leur donnerons la considération qu'ils méritent, *a dit M. Speakes, porte-parole de la Maison Blanche.* Mais, à première vue, la proposition de moratoire semble être une réactivation d'efforts soviétiques antérieurs visant à geler un avantage considérable. »

De notre correspondant

Washington. – De Californie, où M. Reagan est en vacances, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes, a indiqué que l'accord de principe pour un sommet était déjà acquis (*le Monde* du 3 avril), mais qu'aucun pas nouveau n'avait encore été fait vers la fixation d'une date et d'un lieu. A propos du moratoire annoncé par M. Gorbatchev, M. Speakes a fait valoir d'une part que l'URSS avait déjà fait dans le passé de telles promesses sans les respecter, d'autre part que ce « gel » consacrerait au profit de l'URSS un avantage *« de l'ordre de dix à un »*.

Les Etats-Unis n'ont déployé à ce jour en Europe que cent vingt-cinq missiles de croisière et Pershing-2 munis d'une seule tête nucléaire, alors que l'URSS a déjà mis en place quatre cent quatorze SS-20 munis de trois têtes et dirigés pour les deux tiers vers l'Europe occidentale et pour un tiers vers l'Asie.

« S'ils veulent un gel, c'est parfait », a donc estimé M. Speakes. Mais il a ajouté qu'il importait avant tout de parvenir à une *« réduction »* du niveau actuel des armes nucléaires offensives, au cours des négociations de Genève, dont le porte-parole a rappelé que les États-Unis respectaient le caractère *« confidentiel »*.

C'était là une manière pour la Maison Blanche de faire comprendre, sans le dire, qu'elle voyait dans les déclarations de M. Gorbatchev un pur effort de propagande visant les opinions publiques et les gouvernements occidentaux, notamment les Pays-Bas, qui doivent décider, d'ici novembre, s'ils acceptent ou non le déploiement sur leur territoire de quarante-huit missiles de croisière. On note à ce propos que le ministre néerlandais des affaires étrangères est attendu mardi à Moscou, où est arrivée aussi, dimanche, une importante délégation du Congrès américain, dirigée par M. « Tip » O'Neil, adversaire déclaré des programmes d'armement du président américain.

La date de l'entretien accordé par le secrétaire général à l'organe du comité central soviétique apparaît donc bien choisie par M. Gorbatchev, qui fait preuve ainsi de l'habileté qu'on lui prête généralement. Enfin, signalons que Moscou avait prévenu la Maison Blanche de cette initiative au cours des pourparlers de Genève.

BERNARD GUETTA.

(Lire, page 5, les déclarations de M. Gorbatchev.)

LA « RÉVOLUTION SOUDANAISE »

Les principaux dirigeants du régime déchu ont été arrêtés

Quarante-huit heures après le renversement du régime du maréchal Nemeiry par un coup d'Etat militaire, le calme régnait ce lundi matin 8 avril au Soudan où les principaux dirigeants du régime déchu ont été arrêtés.

Les télécommunications et les liaisons aériennes étant toujours interrompues, les informations parvenues indirectement de Khartoum et celles – les plus nombreuses – émanant de la capitale égyptienne indiquent que la vie normale reprend progressivement. Répondant à l'appel du chef des putschistes, le général Abdel Rahman Sewar El Dahab, les Soudanais se seraient remis au travail après quatre jours de grève générale.

La première proclamation des putschistes, samedi, annonçait des mesures démantelant le régime renversé : la suspension de la Constitution ; la proclamation de l'état d'urgence ; la destitution du président de la République, de ses collaborateurs, des ministres, des secrétaires d'Etat ; la dissolution de l'Union socialiste soudanaise (le parti unique), de l'Assemblée nationale et des assemblées régionales ; la suspension de leurs fonctions des gouverneurs et des préfets de province ; enfin, la nominations de militaires pour assumer provisoirement les fonctions des personnalités destituées.

On apprenait peu après que toutes les unités des forces armées s'étaient ralliées les unes après les autres au général Sewar El Dahab. Une vague d'arrestations déferlait aussitôt : les deux vice-présidents de la République, M. Joseph Lagu et le général Omar El Tayeb (le puissant responsable des services de sécurité), tous les membres du gouvernement et les chefs du parti unique ont été soit internés, soit mis en résidence surveillée. Parallèlement, quelque trois mille internés – environ quatre cents militants politiques de toutes tendances emprisonnés de longue date et deux mille six cents personnes appréhendées lors des récentes manifestations – ont été mis en liberté.

(Lire la suite page 4 ainsi que, page 3, le portrait du maréchal Nemeiry par JEAN GUEYRAS.)

LES INDÉPENDANTISTES DES DOM-TOM

Une stratégie commune

La Conférence des dernières colonies françaises réunie à la Guadeloupe depuis le vendredi 5 avril a terminé ses travaux dimanche.

L'« effet calédonien » a conduit les indépendantistes antillais, guyanais et réunionnais à élaborer une stratégie commune qui vise à déstabiliser le pouvoir métropolitain dans les départements et les territoires d'outre-mer.

De notre envoyé spécial

Pointe-à-Pitre. – La conférence indépendantiste réunie à la Guadeloupe depuis le 5 avril a célébré le dimanche de Pâques en terminant ses travaux par une cérémonie symbolique : *« L'enterrement du colonialisme français »*. Cette cérémonie, qualifiée d'« historique » par les dirigeants de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG) et leurs hôtes venus des autres départements et territoires d'outre-Mer, s'est déroulée au nord-est de la Grande-Terre, sur le territoire de la commune d'Anse-Bertrand, au pied du moulin de Bonne-Veine, l'un de ces vestiges qui jalonnent les plantations de canne à sucre et dont la présence évoque, dans la mémoire collective antillaise, la période esclavagiste.

Sur un terrain occupé et défriché depuis plusieurs mois par une soixantaine de paysans pauvres, quelques milliers de militants indépendantistes rassemblés au soleil ont applaudi quand les drapeaux des huit organisations participantes ont été hissés l'un après l'autre aux mâts dressés pour la circonstance à côté des ruines du moulin : *« Nous sommes venus enterrer le colonialisme à l'endroit même où il construisait sa richesse »*, a déclaré le secrétaire général de l'UPLG, M. Claude Makouke.

Cet enterrement d'un genre particulier a ensuite donné lieu à une joyeuse kermesse pascale, entrecoupée de messages politiques, pour rappeler à l'assistance la portée de la première *« Conférence des dernières colonies françaises »*.

Le premier enseignement de cette réunion réside dans un constat politique qui vaut pour l'ensemble de l'outre-mer français, à l'exception des archipels de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Wallis-et-Futuna, dont les particularismes n'offrent pas prise au séparatisme. Sous *« l'effet calédonien »*, les formations indépendantistes antillaise, guyanaise et réunionnaise s'accordent aujourd'hui sur une stratégie de déstabilisation du pouvoir métropolitain.

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 6 ainsi que l'article de notre envoyé spécial à La Réunion BERTRAND LE GENDRE.)

Le bafouillage économique

par PIERRE DROUIN

Agiter avant de s'en servir. Les flacons de la théorie économique n'ont jamais tant eu besoin de cette sorte d'étiquette. Sans un mélange – grossier ou subtil, peu importe – des ingrédients repérés jusqu'ici, il vaut mieux jeter le contenu.

« Ah ! Si nous avions un *nouveau* Keynes ! » se lamentent ceux qui cherchent désespérément des points d'appui. Comme si l'économie pouvait mieux que la philosophie ou la science sécréter des maîtres à penser. Si ces personnages ont disparu de la scène intellectuelle, ce n'est pas parce que la matière grise se fait rare, mais tout simplement parce que la réflexion globalisante n'est plus de saison.

Faut-il s'en plaindre ? Cela n'aurait guère de sens. Tout « coule » beaucoup plus vite aujourd'hui que du temps d'Héraclite. La loi n'arrive pas à rattraper les mœurs (qu'on pense aux nouveautés génétiques). Pourquoi la théorie économique aurait-elle plus de chance d'intégrer les variables de plus en plus complexes qui naissent sous nos yeux ? Le confort intellectuel n'est pas une fin en soi, non plus que les modèles savamment habillés, qui ne rendent compte que d'une réalité diffractée.

Si les mutations profondes que vivent nos sociétés avaient pour effet de donner une leçon d'humilité à ceux qui croyaient disposer d'une bonne politique économique au bout de leur baguette de sourcier, cela ne serait déjà pas si mal.

Lorsqu'on songe à ces experts du temps de Kennedy qui avaient cru trouver la pierre philosophale en mariant les politiques budgétaire et monétaire, selon un délicat réglage *(fine tuning)* qui devait définitivement sortir la pratique économique du Moyen Age, quelle désillusion !

Le monstre de la stagflation qui n'avait été répertorié par aucun manuel, a jeté la consternation parmi les bons auteurs qui n'imaginaient pas cette union contre nature entre la hausse des prix et la dépression des affaires.

L'idée que l'économie américaine était pratiquement invulnérable aux chocs d'origine externe a éclaté avec le relèvement des cours du pétrole. Avec Reagan, on a de nouveau cru posséder la recette d'une belle croissance sans larmes, c'est-à-dire sans inflation. Oubliant trop aisément les conditions exceptionnelles de fonctionnement de la patrie du dollar, on a considéré avec un grand respect M. Laffer et d'autres jeunes « économistes de l'offre ». Se rappelait-on qu'il y a... quatorze ans M. Robert Mundell, professeur à l'université Columbia, avait préconisé la même politique jugée alors hérétique : la politique monétaire doit viser à réduire l'inflation et la politique budgétaire à stimuler la croissance économique.

C'est exactement ce que M. Volcker pratique à la Federal Reserve en symbiose avec l'administration américaine. Mais le « truc » ne marche plus aussi bien. La croissance américaine faiblit et l'association des économistes américains prévoit une récession pour 1986 du fait des trois secteurs à hauts risques que sont le déficit budgétaire, la dégradation continuelle du commerce extérieur et le niveau élevé des taux d'intérêt.

Ce ne sont pas seulement les irruptions techniques et les modifications de comportement des agents économiques qui font bafouiller les théoriciens. L'émergence d'une économie mondiale rend de plus en plus difficilement maniables les modèles connus (1). On ne peut plus rendre seulement compte en effet, des échanges internationaux et des relations entre Etats; il faut maintenant intégrer les activités des firmes multinationales. Or l'opération n'est pas encore faite. Spécialement difficile, au reste, puisque l'espace de l'économique déborde de toutes parts celui du politique.

En attendant des théories nouvelles, si l'on présentait une meilleure synthèse des connaissances déjà acquises pour en retirer des techniques opératoires, cela ne serait déjà pas si mal. C'est ce que pense Stephen Marris (2), qui estime d'abord qu'il y a deux questions sans réponse : 1) il n'existe pas de solution définitive à l'inflation. On ne peut jamais savoir avec quelle rapidité les points marqués contre la hausse du coût de la vie seront perdus. Certes, il existe un rapport entre la croissance et l'inflation, tant à court qu'à moyen terme, mais il est de nature instable. Nous ne continuerons à apprendre que par approximations successives; 2) nous ignorons dans quelle mesure les forces sociales et politiques œuvrant au sein de sociétés démocratiques sont capables de porter atteinte à l'efficacité intrinsèque des économies de marché.

(Lire la suite page 15.)

(1) Lire l'article de Charles-Albert Michalet dans *Analyse financière* du deuxième trimestre 1984 (reproduit dans *Problèmes économiques* du 9 janvier 1985) et celui de Stephen Marris dans *Economie prospective internationale*, troisième trimestre 1984. Revue du CEPII, *la Documentation française*.

(2) *Economie prospective internationale*, revue du CEPII, troisième trimestre 1984, *la Documentation française*.

Le Monde

ÉCONOMIE

A la recherche de l'or

La chronique de Paul Fabra

Pages 7 à 9

LIRE

هكذا من الأصل

débats

NICARAGUA

Sous forme d'un placard publicitaire, le Monde *publiait le 21 mars un appel au Congrès des Etats-Unis pour renouveler l'aide accordée aux forces qui, au Nicaragua, s'opposent, au gouvernement sandiniste. Ce texte a soulevé de nombreuses réactions de nos lecteurs, dont celles d'Eduardo Manet et du pasteur Bosc, à qui nous avons offert nos colonnes dans* le Monde *du 29 mars. Robert Jaulin, signataire de cet appel, nous explique aujourd'hui ses raisons, et Georges Casalis, exposant la contrepartie, rend compte de ce qu'il a vu sur le terrain.*

Les vœux pieux ne suffisent pas

Les sandinistes veulent détruire l'identité indienne

par ROBERT JAULIN (*)

LE MONDE, dans son édition du jeudi 21 mars 1985, a publié un appel au Congrès des Etats-Unis d'Amérique, appel dont l'objet est le renouvellement de l'aide accordée aux forces qui, au Nicaragua, s'opposent au gouvernement sandiniste. Signataire de cet appel, je crois nécessaire d'expliciter les raisons et le sens qu'ont, à mes yeux, les arguments évoqués.

L'appellation de « contre-révolutionnaires » (« contras ») qui désigne les forces opposées aux sandinistes signifie simplement que ces dernières se disent « révolutionnaires ». Ce terme n'évoque plus, ici comme il en va souvent ailleurs, qu'un masque, une « religion » d'Etat. Les actions menées par le gouvernement sandiniste à l'égard des Indiens Miskitos relèvent de la tradition coloniale sous sa forme la plus violente, et ces actions ne sont pas des erreurs qu'il conviendrait d'isoler de la politique commise par ailleurs, elles en sont une illustration. Plus des deux tiers des Indiens Miskitos, Sumu et Rama — près de soixante-dix mille sur cent dix mille Indiens — ont dû fuir leur terre ou ont été parqués dans des camps de regroupement. La destruction des villages, les tortures, l'intimidation, la création d'un climat de peur et de misère sans précédent, ont été le fruit de la révolution.

Il n'y a jamais eu l'ombre d'une collaboration entre les Indiens et le gouvernement de l'ancien dictateur Somoza, il n'y avait pas l'ombre d'une alliance entre les Miskitos et les forces hostiles aux sandinistes, bien au contraire. Aucun argument stratégique, défensif, éthique, ne justifiait l'intervention sandiniste : celle-ci a eu pour fondement une volonté d'exploitation, de pouvoir et de destruction de l'identité indienne — destruction nommée intégration à la nation, — volonté de nature « coloniale », à laquelle un cathéchisme marxo-stalinien et des collaborations internationales redonnaient de l'éclat et de la vigueur.

Les tentatives de dialogue avec le gouvernement sandiniste ont toutes échoué ; les promesses n'ont jamais été tenues, et si des erreurs ont pu être reconnues, ce ne fut qu'afin d'endormir l'adversaire et de poursuivre l'action menée. Au reste, les propos tenus par les pouvoirs civils au Nicaragua sont de peu de poids, car le pouvoir réel est militaire (neuf commandants), et ce pouvoir est lui-même soumis à un encadrement international dont l'autorité est, dans le cadre des forces armées, fort grande.

Alliance

Deux armées indiennes se sont organisées et se battent pour la survie d'un peuple. Ces armées ont, dans le contexte de la lutte menée contre un régime totalitaire, un poids essentiel ; elles ne furent jamais et ne sont nullement l'émanation d'une puissance étrangère, en l'occurrence l'Amérique du Nord. De même, on ne peut suspecter d'être vendues aux Etats-Unis les forces (ARDE) organisées par d'anciens dirigeants sandinistes indignés, tel le plus fameux des commandants de la révolution, Eden Pastora, ou encore le commandant Chamora, Alfonso Rebelo. Ces forces se battent le dos au mur ; nous leur devons aide et le plus grand respect.

Enfin, le Front national de libération (FDN) réunit les forces libérales « traditionnelles » ; il ne s'agit nullement du regroupement des anciens collaborateurs du dictateur Somoza : ceux-ci ont disparu, se sont enfuis ou ont été récupérés par les pouvoirs sandinistes.

Sans doute ces trois forces sont-elles diverses, mais ce qui les réunit est bien plus qu'un ennemi commun. Elles ont fait alliance, et leurs représentants se sont retrouvés en novembre 1984 à Paris afin que cela se sache. On ne peut souhaiter que l'une d'entre elles soit aidée, à l'exclusion des autres.

L'aide que les unes et les autres peuvent recevoir et reçoivent occasionnellement vient, en sa presque totalité, directement ou indirectement des Etats-Unis. On peut le déplorer, mais il faut en prendre acte.

Le vieux discours de la dénonciation capitaliste manque ici de pertinence : les matières premières ou les bananes du Nicaragua sont, pour les Etats-Unis, de peu d'intérêt, de même que le marché réel ou potentiel que constitue ce petit pays. Doit-on imaginer, pour autant, que les Etats-Unis ont pour unique souci celui de la liberté ? La leur d'abord, celle des autres ensuite, ou par voie de conséquence. Sans doute l'appel qui leur a été adressé évoque-t-il cette liberté, mais il ne s'est agi là que de prendre au mot l'interlocuteur, c'est-à-dire le Congrès américain.

A la frontière d'une totalité déchirée

Le langage utilisé dans l'appel dont je suis signataire n'est évidemment pas le mien, mais qu'importe, car ce discours ne devrait-il pas être celui que l'Amérique du Nord prétend souvent tenir et devrait tenir ?

Les civilisations qui meublent la planète Terre forment un ensemble pluriel et non une totalité déchirée, un corps où la « gauche » s'oppose à la « droite » et prétend lui succéder. On ne peut sortir de l'auberge en choisissant l'un ou l'autre camp, et *a fortiori* en soutenant la « même chose » en bien pire. Les vœux pieux sont sans doute émouvants, ils ne suffisent pas ; c'est à la frontière de cette totalité déchirée qu'il faut souvent agir afin d'en sortir.

(*) Professeur à l'université Paris-VII.

Ne pas trahir la liberté !

La réalité, c'est la guerre globale imposée à un petit peuple

par GEORGES CASALIS (*)

APRÈS avoir superbement désigné l'URSS comme l'*« empire du mal absolu »*, reprenant à son compte, mais unilatéralement, les anathèmes que l'ayatollah Khomeiny déverse sur « les deux grands Satans », le président Reagan n'hésite pas à insulter les authentiques combattants de la liberté, dans le monde entier. Qu'on en juge : en l'espace de quelques jours, courant février, il a assimilé les bandes armées qui, depuis le Honduras et le Costa-Rica, font des raids éclairs ou des incursions durables à l'intérieur du Nicaragua, au Libérateur Simon Bolivar puis aux résistants français. Dans le premier des cas, il a soulevé, à travers toute l'Amérique latine, des vagues de protestations indignées. En Europe, comme à l'ordinaire, la réaction a été plus molle et, à lire certaines prises de position, il semble même que des oreilles complaisantes aient accueilli favorablement ces surprenants rapprochements historiques. M. Reagan est considéré comme « l'homme le plus puissant du monde » ; il n'est pas, pour autant, infaillible dans ses jugements sur l'histoire lointaine ou récente !

Il y a, certes, au Nicaragua, d'où je reviens, une forte opposition démocratique : le 4 novembre, 30,8 % des votants n'ont pas donné leurs voix au Front sandiniste de libération nationale, ce qui ne veut pas dire qu'ils aient choisi pour autant des partis opposés au processus révolutionnaire (le Parti populaire social-chrétien, notamment, avec ses 5,2 % de voix) ; 75,4 % des inscrits avaient voté ; 24,6 % s'étaient abstenus ; il y avait 4,6 % de votes nuls. Ces élections exemplaires par le calme de leur déroulement et l'entier respect des électeurs, auxquelles j'ai assisté au milieu de 500 observateurs étrangers et de 800 journalistes, n'en ont pas moins été immédiatement qualifiées par M. Reagan de « farce organisée par un régime de dictature marxiste-léniniste ». Curieuse faiblesse de ce « pouvoir totalitaire », qui organise une consultation où il ne recueille que 47,4 % des votes des électeurs inscrits (94 % des personnes ayant le droit de vote)... Au fait, par quelle proportion des inscrits de son pays M. Reagan a-t-il été réélu ?

Sacrifices

Il est faux de qualifier de « résistants » les quelque 10 000 hommes des groupes de mercenaires financés et armés par les États-Unis et encadrés par des officiers de l'ex-« garde nationale » du dictateur Anastasio Somoza-Bayle, renversé le 19 juillet 1979. J'en suis témoin : ce sont des assassins, dont les cibles privilégiées sont les crèches, les écoles, les dispensaires et coopératives agricoles... Leurs actions terroristes, viols, tortures, mutilations, tueries distillées avec raffinement, ne peuvent qu'indigner ceux, dont je suis, qui furent les combattants volontaires de la Résistance contre la barbarie nazie. Demander que le Congrès nord-américain leur accorde une aide accrue (1), c'est choisir le crime ; c'est appeler à la complicité meurtrière et non à la solidarité qui toujours veut la liberté et la vie.

(*) Théologien.

La réalité quotidienne au Nicaragua, c'est la guerre globale (c'est-à-dire économique, idéologique, religieuse et militaire) imposée à un petit peuple de trois millions de citoyens, à peine, par l'administration de Washington et par de larges secteurs des hiérarchies ecclésiastiques, chacune de ces instances à leur niveau de compétence et de responsabilité... Justifier cette offensive tous azimuts au nom des visées géopolitiques de l'URSS, c'est se laisser aveugler par une passion et une peur irraisonnées : ce qui oppose le Nicaragua aux Etats-Unis n'est pas de l'ordre du conflit Est-Ouest, mais bien des tentatives des peuples du tiers-monde qui s'efforcent d'échapper à l'exploitation et à l'oppression exercées à leur détriment par les pays riches du nord de la planète. Toute l'astuce — ficelle un peu grosse, décidément ! — de M. Reagan et de ses partisans consiste à masquer les relations désastreuses Nord-Sud en mettant toute la lumière sur l'affrontement des deux empires soviétique et nord-américain. Et la logique boiteuse de sa politique peut se résumer en un axiome : qui ne m'est pas inconditionnellement soumis et par moi réduit à l'impuissance est évidemment au service de « l'autre » et de son pouvoir démoniaque !

Durement, au prix d'énormes sacrifices en hommes (huit mille enfants, femmes, miliciens et militaires, de très nombreux civils, depuis le début de 1981) et de coûts économiques insensés, qui paralysent la reconstruction et le développement de l'instruction, de la médecine, de la production agricole et industrielle (40 % au moins du PNB consacrés à la guerre ; austérité rigoureuse dans tous les autres secteurs de la vie nationale), le Nicaragua fait face à l'impitoyable agression extérieure. Il est prêt à tout plutôt qu'à retomber sous la dictature inhumaine de ses tortionnaires d'antan, à plusieurs reprises mis et remis en selle, contre la volonté populaire, par leur redoutable voisin du Nord. Les cinquante mille « muchachos » et « muchachas » tombés dans la guerre contre Somoza ne doivent pas être morts en vain !

En vérité, la lutte des Nicaraguayens pour leur liberté, c'est celle de tous les peuples colonisés et dépendants du tiers-monde. C'est aussi la nôtre. Elle ne saurait être trahie sans que l'humanité tout entière soit atteinte au cœur de ses espoirs.

(1) *Le Monde* du 21 mars. Appel de l'Internationale de la résistance sous forme de placard publicitaire.

COURRIER DES LECTEURS

A propos de la résistance afghane

Sans revenir sur l'analyse bien discutable faite par Pierre Metge des raisons de l'invasion soviétique de l'Afghanistan, je ne peux pas laisser sans réponse son affirmation stupéfiante selon laquelle, du fait de l'absence d'unité structurelle de la résistance, *« les Soviétiques n'ont, qu'ils le veuillent ou non, d'autre issue que de poursuivre la guerre »* (*le Monde* du 23 mars).

1. La désunion de la résistance ne peut en aucun cas justifier, ni même expliquer la poursuite du conflit. Il n'est pas sûr d'ailleurs qu'elle constitue un handicap pour les modjaheddin qui, sans le concours d'une organisation unique, peuvent mieux s'adapter à la multiplicité des composantes de la société afghane.

2. Les Soviétiques n'ont jamais manifesté la moindre intention de négocier avec la résistance afghane. Si le cas se présentait, celle-ci, qui a su s'adapter de manière inattendue aux conditions de la guerre avec une « super-puissance », ne manquerait pas de trouver les solutions lui permettant de se présenter unie, comme elle l'a fait à la conférence islamique en 1984 à Casablanca.

3. En revanche, leur volonté de poursuivre la guerre à outrance ne prémunit guère les Soviétiques contre les désordres aux frontières, principale préoccupation du Kremlin selon Pierre Metge. Leur retrait assurerait bien mieux la non-hostilité des Afghans que le maintien par les Soviétiques des opérations militaires actuelles, dont un rapport récent de l'ONU vient de souligner la cruauté, à l'égard notamment des populations civiles.

4. Tous les résistants afghans, quelle que soit leur sensibilité, aspirent à la paix. Tous souscriraient sans réserve à un retrait soviétique qui poserait comme seule condition un *« accord de non-hostilité »* entre l'Afghanistan et l'URSS.

ETIENNE GILLE
(vice-président d'Amitié franco-afghane).

Enfin le week-end scolaire ?

Le ministre de l'éducation nationale a l'intention d'offrir aux écoles la possibilité de libérer les classes maternelles et primaires le samedi matin. Ce n'est pas la première fois que ce problème a été posé. Il n'a jamais pu être résolu par voie ministérielle. Espérons que cette fois le succès viendra.

Depuis une vingtaine d'années, chaque fois qu'un sondage a été fait sur un échantillon national représentatif, l'opinion s'est révélée divisée. Mais toujours la majorité des parents se sont prononcés pour le samedi libre non seulement dans l'enseignement primaire mais aussi dans l'enseignement secondaire. Les opinions favorables étaient majoritaires non seulement dans les familles ouvrières, non seulement chez les parents les plus jeunes, mais aussi parmi les plus âgés. Quant aux enfants et aux adolescents, n'en parlons pas... Ils n'ont jamais eu la parole dans ce genre de décision « pour leur bien » (...).

Aujourd'hui, le temps libre des soirées, des vacances ou du week-end est devenu *le* temps le plus long à partir de dix-huit ans, avec ou sans chômage. Ce temps social est devenu créateur de valeurs nouvelles qui changent les mœurs non seulement chez les adultes, mais aussi dans la jeunesse. Pourquoi refuser ce changement à cette dernière en lui refusant le week-end ? Fera-t-elle elle même la grève, la grève des enfants comme elle s'est produite déjà dans d'autres pays comme le Québec pour avoir plus de temps libre ? Tout cet absentéisme et ces fausses autorisations d'absence du samedi dans les écoles ne sont-ils pas déjà des signes inquiétants ?

JOFFRE DUMAZEDIER
(sociologue, auteur de Vers une civilisation du loisir ?).

L'ancien juge et l'ancien avocat

Un ancien juge, M. Sartzetakis, qui a su, en son temps, accuser l'intolérance, préside aujourd'hui une démocratie retrouvée.

Puisse cette leçon de l'histoire inspirer un ancien avocat afin qu'il défende, contre une intolérance retrouvée, la démocratie qu'il préside aujourd'hui.

CHRISTIAN JUNG
(professeur, Paris).

« Changez de lunettes »

Je voudrais répondre aux élèves de l'institution Sainte-Marie de Saint-Chamond (*le Monde* du 24 février). Ces jeunes gens et jeunes filles, ainsi qu'ils le disent eux-mêmes, veulent lancer « un cri de révolte devant l'indifférence des gens les uns pour les autres » et ils concluent : « C'est dur, trop dur de critiquer les gens... Surtout lorsqu'on ne les connaît pas en profondeur. »

Mais justement, pourquoi critiquer quand on ne sait pas ? Regardez autour de vous, ouvrez les yeux, changez de lunettes ! Comment se fait-il que je voie autour de moi des actes de solidarité et que ces jeunes n'en voient pas ? Serait-on plus ouverts, plus généreux à Clermont-Ferrand qu'à Saint-Chamond ?

Je vous donne quelques exemples pour vous redonner l'espoir.

J'ai souvent affaire, pour des raisons de santé, à un hôpital anticancéreux. Eh bien ! je vous assure que les gens de tous âges et de toutes conditions savent s'aider et se soutenir les uns les autres. Telle personne originaire du Cantal prospecte systématiquement toutes les chambres pour bavarder et remonter le moral à ses « compatriotes ». Une dame âgée de quatre-vingts ans a veillé toute une nuit sa compagne de chambre qu'elle jugeait mal en point. Dernièrement, une autre a déclenché toute une campagne pour trouver du sang d'un groupe rare, une affiche a été mise dans une grande école de la ville ; moins d'une heure après, l'hôpital avait plus de donneurs qu'il n'en fallait, etc.

Vous voulez un mot, un sourire, mais avez-vous essayé de le donner en premier, ce mot, ce sourire ?

YVONNE VALETTE
(Romagnat).

Mon pote...

Il y avait urgence, et *« Touche pas à mon pote »* est nécessaire, ici et maintenant, pour aller contre les appels cyniques des racistes.

Mais après avoir dit la solidarité, il faudra dire le droit de tous à un statut politique dans la République, et porter le badge civique : *« ... Et demain tu votes, mon pote ! »*.

GÉRARD MONNIER
(Aix-en-Provence).

LU

« LES HOMMES DE LA FRATERNITÉ » (tome V) de Michel Clévenot

L'an mil en trente séquences

MICHEL CLÉVENOT tient ses promesses : chaque année, deux ou trois siècles viennent s'ajouter au grand œuvre. Nous en sommes au tome V de ce vaste dessein : raconter une histoire vivante, concrète, attrayante de la chrétienté en braquant l'attention du lecteur sur un nombre limité d'événements significatifs examinés à la loupe, souvent peu connus mais d'autant plus suggestifs. Seulement, pour choisir ces faits et les approfondir, quelle érudition ! Une science déconcertante servie par un style de conteur, presque de journaliste. Qui connaît encore le moine Syméon, ses hymnes, ses admirables prières ? *« Le soleil chauffe délicieusement le petit monastère de Saint-Mamas, près de Constantinople. Assis sur un banc, le dos calé contre le mur de pierres sèches, l'abbé Syméon médite. »* Après cela, vous n'oublierez plus ce saint François du dixième siècle, qui avait eu l'audace de prendre l'Évangile au pied de la lettre. On sait que cela se paie très cher...

Vous découvrirez, mais cette fois au fond de la Saxe, une moniale dramaturge, Roswitha, ou encore les poèmes mystiques du camaldule-cardinal Pierre Damien, tant d'autres... et même les soufis arabes : un bref chapitre nous dit l'essentiel sur Al Hallaj, si bien introduit chez nous par Louis Massignon. Car Clévenot embrasse tout, sait tout, de l'Espagne musulmane (le siècle d'or de Cordoue) à l'Arménie (saint Grégoire de Narek, vous connaissez ?), de la Bulgarie (création de l'écriture cyrillique) au Danemark, où fermentent les Normands...

Comment mieux connaître l'Europe (la crasse, le sous-développement) qu'en lisant le journal d'un ambassadeur juif arabe, Ibn Yakoub, et la vie de cour à Byzance qu'en lisant la relation d'un envoyé de l'empereur germanique, le Lombard Liutprand ?

S'instruire en s'amusant, rencontrer des gens qui semblent très loin mais qui nous sont pathétiquement proches, comme cette Allemande de Montpellier, épouse d'un comte de Toulouse, Dhuoda, qui nous a laissé un petit manuel de conseils pour son fils aîné. Mais en même temps comprendre en clair les méandres de l'argument ontologique de saint Anselme...

Que vous soyez cultivés ou barbares, historiens ou ignorants, lisez ce livre : il nourrit, il éclaire, il donne à rire, à s'indigner, à aimer. Vous sentirez vivre en vous un passé lointain et vous ne l'oublierez plus. Et puis, pour les jeunes, quelle magistrale pédagogie !

JEAN ONIMUS.

★ Michel Clévenot, *Quand Dieu était un monarque féodal*, 290 p., Nathan 1985, 75 F.

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Corédacteur en chef : Claude Sales.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX[e]

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	644 F	915 F	1 150 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	674 F	1 309 F	1 913 F	2 480 F
ÉTRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	386 F	734 F	1 050 F	1 330 F
II. — SUISSE, TUNISIE	491 F	944 F	1 365 F	1 750 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 335 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 60 dr. ; Irlande, 65 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 500 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 8,00 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

LA SITUATION AU SOUDAN APRÈS LE COUP D'ÉTAT MILITAIRE

La longue fuite en avant du maréchal Nemeiry

Dans la longue lutte qu'il a menée pendant près de seize ans pour assurer sa survie politique, le président Gaafar Nemeiry n'a pas cessé de changer de visage. Choisi le 25 mai 1969 par un groupe d'officiers nationalistes, nassériens et communistes, pour présider la junte militaire qui venait de prendre le pouvoir, celui qui fut à l'époque l'espoir de toute une nation est devenu progressivement un homme contesté, voire détesté. Abandonnant les positions «anti-impérialistes et panarabes» proches de celles du président Nasser dont il avait été le disciple enthousiaste, il s'est rapproché graduellement de l'Afrique modérée, des pays arabes conservateurs et de l'Occident, empruntant ainsi une voie qu'il avait condamnée avec véhémence en 1969.

Le président Nemeiry s'était ainsi acquis la haine du colonel Kadhafi, qui, après avoir été un de ses plus fidèles alliés, a tenté à plusieurs reprises de déstabiliser le régime de Khartoum. La «menace libyenne» a cependant été intentionnellement grossie et utilisée par Nemeiry comme un moyen commode pour justifier les échecs de son régime et inciter les Occidentaux, et en particulier les Etats-Unis, à l'aider face à de multiples difficultés intérieures. Au fil des ans, celles-ci se sont aggravées, le président-maréchal refusant d'écouter les conseils de ses compagnons les plus proches. A la faveur d'épurations et de remaniements successifs, il fit le vide autour de lui, régnant et gouvernant en s'appuyant sur une coterie de ministres et de conseillers dociles totalement inefficaces qu'il nommait et démettait au gré des circonstances. Convaincu de détenir la vérité, le président Nemeiry ne supportait pas les critiques. Tous ceux qui, au sein de son entourage, avaient pris quelque poids dans la vie politique du pays et dans l'armée furent impitoyablement écartés, exilés, renvoyés dans leur campagne natale, ou promus à des postes honorifiques.

Nemeiry n'a pas su, en particulier, résoudre les graves problèmes économiques auxquels son pays se trouve confronté à la suite de l'effondrement des grands et ambitieux projets de développement du début des années 70. Pour éviter la banqueroute de l'Etat, il a été finalement contraint de passer sous les Fourches Caudines du Fonds monétaire international en prenant des mesures d'austérité drastiques où a sombré sa popularité. La stagnation de l'économie soudanaise a du même coup compromis l'acquis essentiel de son régime qui avait été l'accord d'Addis-Abeba du 26 février 1972 qui avait mis fin à dix-sept années de guerre civile entre le Nord musulman et le Sud animiste et chrétien, demeuré, malgré toutes les promesses de Khartoum, dans un état de sous-développement chronique.

Qui plus est, pour tenter d'éteindre les flammes renaissantes d'un nouveau mouvement insurrectionnel, Nemeiry ordonnait la redivision du Sud en trois provinces distinctes avec le vain espoir de morceller l'opposition des «Sudistes». En fait, il n'a réussi qu'à remplacer la guérilla, exarcerbée en septembre 1983 par sa maladroite décision d'appliquer la loi islamique «à la lettre» aux Soudanais du Nord comme du Sud, dans le but apparent de gagner l'appui des milieux intégristes musulmans de plus en plus réticents à soutenir un régime assiégé de tous les côtés.

Un coup d'Etat d'« officiers libres »

Certains attribuent cependant le prosélytisme islamique de Nemeiry à ses origines familiales. Né à Omdurman en 1930, dans une famille modeste, il avait été en effet élevé sous l'influence de son grand-père qui était muezzin. Ce n'est que par la suite, lorsqu'en 1950 il entre à l'Ecole militaire de Khartoum, qu'il commence à se familiariser avec les idées du nationalisme arabe et les théories marxistes, en contact avec les militaires dont un nombre non négligeable professaient des sentiments pro-nassériens ou communistes. Lorsque deux ans plus tard éclate le coup de tonnerre de la révolution égyptienne, le jeune Nemeiry songe à imiter l'exemple de ses aînés du Caire en se lançant dans l'action politique au sein de l'armée. Ses activités secrètes sont d'abord dirigées contre l'occupant britannique jusqu'à l'indépendance (1956) puis contre la dictature imposée par le général Abboud en 1958.

Impliqué dans plusieurs tentatives de coup d'Etat, il est exclu de l'armée en 1959. Réintégré en 1961, il est affecté à des postes hors de la capitale au Soudan du Sud, où il participe aux opérations anti-guérilla. De retour à Khartoum, il est arrêté sous l'accusation d'avoir formé une organisation clandestine d'« officiers libres ». Libéré quelques mois plus tard, il est de nouveau emprisonné en novembre 1964 pour avoir participé au mouvement populaire qui devait aboutir au renversement du régime Abboud.

A partir de cette date, les « officiers libres » soudanais, dont le colonel Nemeiry est l'une des principales figures, commencent à préparer leur propre prise du pouvoir. Le régime « pseudo-démocratique » qui s'est substitué à celui du général Abboud ne les satisfait pas. Soupçonné de menées subversives, Nemeiry est arrêté pour la troisième fois fin 1966 pour les besoins d'une enquête sur un putsch manqué. Il est désigné par la suite au poste de commandant de la place de Chendi, protégeant la capitale, poste qu'il occupera jusqu'au coup d'Etat militaire du 25 mai 1969.

Le coup d'Etat, qui porte au pouvoir une coalition d'officiers nationalistes et progressistes, ne rencontre pratiquement pas de résistance : Khartoum tombe comme un fruit mûr entre les mains de quelques unités qui viennent d'Omdurman et du camp d'El Chagara. Aussitôt, le colonel Nemeiry, qui jouit de la confiance des huit autres membres d'un Conseil de commandement de la révolution qu'il préside, se proclame commandant en chef de l'armée avec le grade de général, et charge un civil, M. Babakr Awadallah, un juriste réputé pour son intégrité, de former un gouvernement de vingt et une personnes dont plusieurs sont membres ou sympathisants du Parti communiste soudanais.

Installé au pouvoir, le général Nemeiry ne dissimule guère ses options affirmant qu'il veut faire de la nouvelle République démocratique du Soudan *« un phare du socialisme sur notre continent »*. Il s'en prend aux sectes musulmanes qui *« ont voulu faire de la religion l'opium du peuple »* et qui étaient sur le point de *« promulguer une nouvelle Constitution faisant de l'islam la religion de l'Etat »*.

Cependant, l'alliance conclue au lendemain du 25 mai 1969 entre le général Nemeiry et les officiers progressistes fait long feu. Dès juillet 1970, le chef de l'Etat affirme qu'il ne se fait aucune illusion sur les communistes *« qui collaborent avec nous pour mieux nous dévorer »*. Ces derniers critiquent pour leur part leurs partenaires nationalistes, des *« nassériens attardés »* qui veulent transposer le système instauré en Egypte en 1952 au Soudan où les conditions sont différentes. En octobre 1969, le président Nemeiry, qui avait déjà renforcé sa mainmise sur l'appareil de l'Etat, cumule les fonctions de chef de la junte avec celles de président du conseil, remplaçant à ce poste M. Babakr Awadallah jugé *« trop complaisant »* à l'égard des communistes. Les divers complots organisés par la droite – le chef de l'Etat avançait en 1969 le chiffre de dix tentatives dirigées contre le nouveau régime en l'espace de six mois – devaient contribuer néanmoins à retarder l'épreuve de force inévitable avec ses alliés communistes.

Ces deux forces coopèrent une fois de plus fin mars 1970 pour faire face à la rébellion des partisans de l'imam El Hadi Abdel Rahman El Mahdi, chef spirituel de la puissante secte des Ansars. Mais la querelle rebondit à nouveau une semaine après l'écrasement des Ansars, réfugiés dans l'île d'Aba. Le secrétaire général du Parti communiste, M. Abdel Khalek Mahjoub, est expulsé et s'exile au Caire, mais est autorisé à regagner Khartoum en juillet grâce à l'intervention du président Nasser.

Rien n'est cependant réglé et, en février 1971, Nemeiry lance une véritable déclaration de guerre contre les communistes en proclament publiquement son intention de détruire le *« prétendu Parti communiste »* qu'il accuse *« de saboter l'économie du pays et de saper l'unité nationale »*.

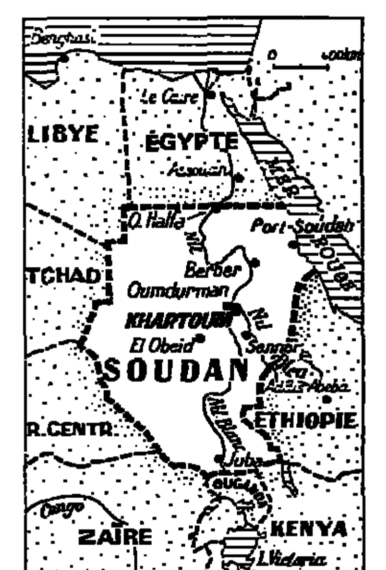
Devançant Nemeiry, une junte militaire, dirigée par le commandant Hachem El Atta destitué quelques mois auparavant de toutes ses fonctions civiles et militaires en raison de ses sympathies communistes, prend le pouvoir à Khartoum le 19 juillet 1971. Arrêté par les putschistes, le général Nemeiry reprend le pouvoir quarante-huit heures plus tard, grâce à l'aide du président Sadate et du colonel Kadhafi, qui avaient conclu en avril avec le Soudan le pacte de Benghazi, une sorte de «sainte alliance» contre le péril communiste.

La Commune de Khartoum

Nemeiry fait aussitôt exécuter une vingtaine de membres ou sympathisants du Parti communsite dont quelques un avaient été ses compagnons d'armes les plus proches, malgré le fait que ces derniers l'avaient épargné lorsqu'il avait été leur prisonnier durant les trois jours de l'éphémère Commune de Karthoum. Il pousse la cruauté jusqu'à se faire photographier en train de prendre le café avec les condamnés à mort, dont Abdel Khalek Mahjoub, le secrétaire général du Parti communiste, avant de les envoyer au suplice.

Rien ne semble alors devoir s'opposer aux projets du président Nemeiry devenu le maître incontesté du Soudan. En septembre 1971, il se fait plébisciter président de la République, dissout le Conseil de la révolution et fait ratifier par le congrès de l'Union socialiste, qui fait figure de parti unique, la Constitution permanente qui consacre sa prééminence au sein du régime. Il épure l'armée de tous les éléments « suspects » y compris certains officiers socialistes et nassériens. Tout en maintenant les formes d'organisation calquées sur le modèle nassérien, il rejette désormais son idéologie «unioniste et anti-impérialiste». Prenant ses distances à l'égard du panarabisme, il renonce à adhérer à l'Union des Républiques arabes (Egypte, Libye et Syrie) dont il avait pourtant contribué à lancer l'idée fin 1970, gèle les relations avec Moscou et les pays du bloc socialiste et se rapproche de l'Occident, en particulier des Etats-Unis avec lesquels il rétablit en juillet 1972 les relations diplomatiques.

L'ouverture sur le monde occidental lui permet de mettre fin à la «guerre oubliée» qui, depuis près de dix-sept ans, opposait les populations noires animistes ou chrétiennes du Sud au Nord musulman. L'accord d'Addis-Abeba du 26 février 1972 renforce les assises de son régime en supprimant un abcès de fixation dans le Sud. Les problèmes intérieurs demeurent cependant. Encouragés par l'élimination des communistes, les sectes politico-religieuses des Ansars et des Khatmias et les Frères musulmans commencent à relever la tête. Deux nouvelles tentatives de coup d'Etat en septembre 1975 et en juillet 1976 montrent la fragilité du régime. Se sentant menacé, le président Nemeiry signe le 15 juillet 1976 avec le président Sadate un pacte de défense commune pour vingt ans. Le 17, l'Arabie saoudite, l'Egypte et le Soudan décident de coopérer dans le domaine militaire et de la sécurité, donnant ainsi une consécration officielle à la « sainte alliance » ébauchée au lendemain du putsch avorté de juillet 1970. La Libye, qui cependant avait été à l'origine des tentatives de coup d'Etat de septembre et de juillet, ne fait plus partie du nouveau pacte et est désormais considérée à Khartoum comme le principal adversaire du président Nemeiry et la source de tous les maux et malheurs du Soudan.



Ryad, qui a remplacé Tripoli dans le rôle d'allié privilégié du régime de Khartoum, devient désormais le grand bailleur de fonds du Soudan en butte à de graves difficultés économiques. Elle a également son mot à dire en ce qui concerne la politique intérieure soudanaise et incite le chef de l'Etat à se réconcilier avec M. Sadek El Mahdi, chef du parti Oumma et de la puissante secte musulmane des Ansars, en vue de renforcer le caractère « arabo-musulman » du Soudan. La *« réconciliation nationale »* souhaitée par Ryad est ébauchée en juillet 1977 au cours d'une rencontre secrète à Port-Soudan entre le président Nemeiry et M. Sadek El Mahdi. Mais elle demeure inachevée, le Front national soudanais qui regroupe les partis d'opposition de droite estimant que les *« méthodes personnelles et autocratiques »* du chef de l'Etat rendent illusoire tout dialogue. Seuls les Frères musulmans accordent au régime un appui conditionnel avec le secret espoir d'« islamiser » le pays.

Les rapports entre le président Nemeiry qui s'est octoyé en mai 1979 le titre de «maréchal» et les chefs de l'armée se détériorent. Ceux-ci se plaignent du comportement de l'Union socialiste qui s'est montrée totalement incapable d'empêcher l'extension de l'agitation sociale provoquée par les mesures d'austérité dictées par le FMI. Le 26 janvier 1982, le président Nemeiry dissout la direction du parti unique et destitue son secrétaire général, numéro deux du régime, le général Abdel Magid Khalil, qui est en même temps le commandant en chef des forces armées et le premier vice-président de la République. Il avait refusé de tirer sur les étudiants qui protestaient contre l'augmentation du prix du sucre et d'autres denrées essentielles. En fait, le général Khalil et certains des plus proches collaborateurs, limogés en même temps que lui, ont surtout « envisagé » la «démission forcée» du président au cours d'une séance plénière du parti unique.

L'imam des Soudanais

Le fragile équilibre politique que Nemeiry tente de maintenir contre vents et marées, est une fois de plus menacé fin 1982 par l'agitation des lycéens, résultat d'une dégradation de la situation économique, sociale et politique qui s'accélère au fil des mois : les « Sudistes » notamment se plaignent du sous-développement chronique de leur région et du fait que les promesses faites au lendemain de l'accord d'Addis-Abeba n'ont pas été respectées. Toutes les données pour une nouvelle guerre civile sont réunies, avec l'apparition au début de 1983 des premières unités rebelles dans le Sud. Pour tenter de briser le mouvement insurrectionnel qui commence à faire tache d'huile, le président Nemeiry décide fin juin 1983 de diviser le Sud en trois régions indépendantes, violant ainsi l'une des clauses essentielles de l'accord d'Addis-Abeba qui prévoyait une région du Sud autonome et unie. Cette mesure maladroite contribue à aggraver le mécontentement dans les provinces méridionales, alimentant ainsi la rébellion. En proclamant, le 29 septembre 1983, la mise en œuvre d'une nouvelle législation islamique fondée sur le principe de l'« œil pour l'œil », le président Nemeiry jette l'huile sur le feu et donne au problème du Sud un aspect religieux qui vient ainsi s'ajouter au lourd contentieux politique et économique déjà existant entre Khartoum et les autonomistes du Sud.

Engagé dans une « fuite en avant » éperdue, le chef de l'Etat soudanais multiplie les mesures d'« islamisation » forcée et ne voit pas qu'il est en train de perdre le sud contrôlé de plus en plus par les maquisards du colonel Garang. Il est surtout pressé de devenir l'« imam des Soudanais », c'est-à-dire le chef politique et religieux du Soudan. Mais l'Assemblée nationale, pourtant réputée pour sa docilité à l'égard du chef de l'Etat, refuse d'amender la Constitution de 1973 afin de la rendre conforme à la loi islamique. Devant ce coup de semonce inattendu, le président Nemeiry renonce à son rêve de se proclamer l'imam des Soudanais en septembre 1984 à l'occasion du premier anniversaire de la mise en application de la *charia*. Il s'aperçoit, un peu tardivement, qu'il fait fausse route et commence à assouplir sa politique. Il met fin à l'état d'urgence, se déclare prêt à revenir sur sa décision de diviser le Sud en trois régions, libère M. Sadek El Mahdi, chef de la secte des Ansars. Sous la pression des Etats-Unis et de l'Egypte, il décide au début de janvier 1985 de mettre un terme au amputations prétendument « coraniques » qui ont causé un tort irréparable à l'image de marque de son régime. La dernière victime de ses abus « religieux » sera Mahmoud Mohamed Taha, le chef des Frères républicains, apôtre de la non-violence et partisan d'un « islam à visage humain », qui est pendu à la mi-janvier sur la place publique.

C'est également à la demande de Washington et du Caire que le Maréchal Nemeiry met fin à son alliance avec les Frères mulsulmans, ces derniers constituant son seul appui dans la rue. Il est désormais tragiquement seul. Il croit cependant pouvoir compter encore sur le soutien des militaires qu'il a souvent humiliés et qui ne partagent pas tous sa politique de guerre dans le Sud. Avant de partir pour Washington, où il espère peut-être regagner la confiance des Américains en faisant valoir que tous ses adversaires sont manipulés par les Frères musulmans, les communistes et le colonel Kadhafi, il nomme le plus loyal de ses officiers, le général Sewar el Dahab, aux postes de commandant en chef de l'armée et de ministre de la défense, qu'il assumait personnellement, sachant toute l'importance que ces fonctions revêtent dans une société militarisée. Une mesure qui lui sera fatale.

A-t-il commis une erreur d'appréciation ou bien, miné par la maladie, a-t-il, par lassitude, baissé sa garde devant les énormes défis auxquels fait face le Soudan ?

JEAN GUEYRAS.

Le général Sewar El Dahab : un officier discret issu d'une confrérie pro-égyptienne

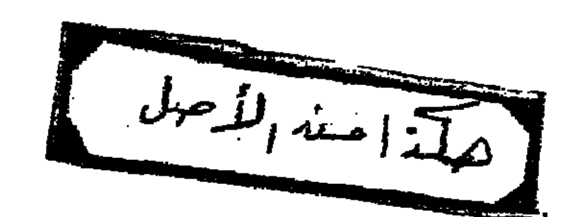
Le général Abdel Rahman Sewar El Dahab, qui vient de prendre le pouvoir à Khartoum, est un militaire de carrière que l'on croyait dépourvu de toute ambition politique. C'est d'ailleurs vraisemblablement pour cette raison que l'ancien président Nemeiry s'était dessaisi en sa faveur lors du remaniement ministériel du 16 mars dernier, de son portefeuille de la défense et l'avait promu commandant en chef de l'armée, poste qui était également détenu par l'ancien chef de l'Etat.

Officier discret, voire secret, le général Sewar El Dahab (en arabe : « bracelet d'or »), était auparavant commandant en chef adjoint des forces armées et avait dirigé à ce titre à la fin de l'année 1984 les opérations militaires dans le sud du pays, contre les maquisards du colonel John Garang, le chef de l'Armée populaire pour la libération du Soudan (APLS), branche armée du Mouvement populaire pour la libération du Soudan (MPLS).

Le nouvel homme fort du Soudan appartient à la confrérie politico-religieuse des Khatmias, traditionnellement proche de l'Egypte et opposée aux Frères musulmans. La secte des Khatmias a partagé la domination du système politique soudanais jusqu'en 1969 avec sa rivale, la secte des Ansars de Sadek El Madhi, fondée à la fin du dix-neuvième siècle dans un sursaut de nationalisme. Les deux sectes avaient été écartées du pouvoir par l'ancien président Nemeiry, mais elles ont conservé une grande influence sur la société, notamment dans le Darfour et le Kordofan à l'ouest du pays.

L'appartenance du général Sewar El Dahab, à la secte des Khatmias semble être l'une des raisons pour lesquelles Le Caire ne s'est nullement inquiété du *« coup d'Etat en blanc »* de Khartoum. Cette attitude a été d'ailleurs confortée par l'une des premières déclarations du général Dahab, qui a affirmé que l'Egypte et le Soudan étaient liés *« par le sang dans une destinée commune »*.

[Né en 1934 à Omdourman, Sewar El Dahab était entré à l'âge de vingt ans à l'académie militaire de Khartoum qu'il avait quittée quatre ans plus tard avec le titre de sous-lieutenant. Par la suite, le jeune Dahab perfectionnait son éducation militaire en Grande-Bretagne et en Jordanie, avant d'être nommé, pour une courte période, attaché militaire en Ouganda. Il a également servi dans la force de police du Qatar comme colonel et a été promu au rang de général de brigade dans l'armée du Qatar. En 1975, il regagne le Soudan où il dirige l'intendance des forces armées soudanaises. Il est ensuite nommé commandant en chef du sud, puis responsable des opérations dans le nord. Le maréchal Nemeiry lui avait demandé en 1982 de devenir le chef de son état-major, mais il avait décliné cet offre en invoquant des raisons de santé. Depuis, il avait été promu commandant en chef adjoint des forces armées.]



AFRIQUE

LA SITUATION AU SOUDAN

Les principaux dirigeants du régime déchu ont été arrêtés

(Suite de la première page.)

On ignore toutefois si la mesure a été prise de leur propre chef par les nouvelles autorités ou imposée par les manifestants qui, selon certaines informations, auraient pris d'assaut les prisons de la capitale. Quoi qu'il en soit, le général Dahab a décrété dès dimanche le démantèlement de l'appareil de sécurité de l'Etat, qui comprenait quelque vingt mille agents, et la confiscation de ses biens.

Dès l'annonce du coup d'Etat samedi, des dizaines de milliers de Soudanais avaient envahi les rues de Karthoum pour manifester leur joie. Ils ont arraché et brûlé l'emblème aux couleurs nationales du régime déchu, ainsi que les portraits du maréchal Nemeiry. Les manifestants scandaient des slogans en faveur de l'instauration de la démocratie, de la libération de tous les détenus politiques, de la rupture des relations diplomatiques avec les Etats-Unis, de l'extradition de l'ancien président Nemeiry, actuellement au Caire, afin qu'il soit jugé. La foule scandait encore : *« Le peuple a faim. Nous sommes pour la révolution. Les balles ne nous font pas peur. Un million de martyrs pour une nouvelle époque. »*

Tandis que les membres des professions libérales reprenaient le travail dimanche, divers syndicats ont distribué des tracts dans les rues de la capitale dans lesquels ils appellent la population à poursuivre la grève jusqu'à l'obtention de l'assurance que les revendications populaires seraient satisfaites.

Lundi matin, le général Dahab n'avait toujours pas constitué de gouvernement mais, selon un dirigeant communiste résidant en Grande-Bretagne, M. Ezzeddine Ali Amer, des conversations étaient en cours entre le chef de la conjuration victorieuse et les représentants des diverses formations de l'opposition. Dans divers communiqués publiés ce week-end, le général Dahab a cependant esquissé les grandes orientations du nouveau régime. Celui-ci n'a pas l'intention de *« confisquer les droits politiques du peuple soudanais »* et *« remettra le pouvoir au peuple »* dans le cadre d'un système pluraliste fondé sur des élections libres. Aucune date cependant n'est fixée pour le retour aux urnes. Une *« période transitoire »* serait mise à profit pour *« l'établissement d'organisations démocratiques et un climat de neutralité politique qui garantirait des élections libres et impartiales »*.

Les nouveaux dirigeants annoncent également la rédaction d'une *« charte d'action nationale »* fondée sur les principes suivants : *« indépendance totale, préservation de l'unité nationale, indépendance de la magistrature, liberté d'expression, respect des droits fondamentaux de l'individu, liberté du culte... »*. Evoquant la rébellion qui sévit dans les provinces méridionales, les nouveaux dirigeants *« rejettent l'effusion de sang entre frères »* et se prononcent pour *« un dialogue direct, fondé sur l'égalité des droits et des devoirs »*.

En matière de politique étrangère, la junte s'engage à respecter tous les engagements du Soudan tout en promettant *« d'œuvrer au rétablissement des relations entre le Soudan et certains pays, notamment les Etats voisins... »* sur la base d'une politique non alignée. Ainsi seraient désignées, selon certains observateurs, l'Union soviétique, la Libye et l'Ethiopie, avec lesquelles les relations étaient tendues à la veille du coup d'Etat.

Prudence soviétique

Tant les Etats-Unis que l'Union soviétique observent une grande prudence dans leurs appréciations du nouveau régime. L'agence Tass a annoncé le coup d'Etat sans commentaire, mais avec une satisfaction à peine déguisée devant la chute du gouvernement du maréchal Nemeiry. Le département d'Etat américain a commencé par déclarer que *« la politique des Etats-Unis à l'égard du Soudan n'a pas changé »*. Mais, à la suite d'un entretien entre le général Dahab et le chargé d'affaires américain à Khartoum, on assurait à Washington que *« les Etats-Unis partagent pleinement le désir* [du nouveau pouvoir] *d'entretenir des relations solides avec le Soudan »*. Le général Dahab avait exprimé sa *« reconnaissance pour l'assistance que les Etats-Unis ont fournie au Soudan ces dernières années »*. Le chargé d'affaires américain a, pour sa part, assuré son interlocuteur que l'*« aide américaine au Soudan, en matière d'alimentation et dans d'autres domaines, continuerait »*. Le gouvernement britannique s'est déclaré *« encouragé »* par l'évolution de la conjoncture soudanaise.

Les pays arabes, quasi unanimes, officiellement ou par le truchement de la presse officieuse, ont accueilli avec grande satisfaction le renversement du maréchal Nemeiry. La Libye a été la première à reconnaître le nouveau régime tout en précisant qu'elle n'avait nullement contribué à la *« révolution »*. Cependant le colonel Kadhafi espère mieux. Il a déclaré samedi : *« Nous voulons que demain ou après-demain soient des jours de tristesse non seulement pour le valet Nemeiry, mais aussi pour le traître Hosni Moubarak* [le président égyptien], *l'arrogant Reagan, l'impérialisme, les ennemis des Arabes et de l'Islam... »*

Quant à la Syrie, l'alliée de la Libye, elle a affirmé que *« tous ceux qui lient leur destin à celui de l'impérialisme américain et au sionisme subiront le même sort que Nemeiry, Anouar El-Sadate* [l'ancien président égyptien assassiné en 1981] *ou le chah d'Iran »*.

Le roi Fahd d'Arabie saoudite a été le premier chef d'Etat arabe à adresser un message personnel félicitant le général Dahab et souhaitant aux nouveaux dirigeants *« succès et réussite »*. Le Koweït, le Quatar, les Émirats arabes unis se sont empressés d'en faire autant. La République islamique d'Iran estime pour sa part que la chute du maréchal Nemeiry constitue *« un grand pas vers la victoire de la nation musulmane »*. — *(AFP, Reuter, AP, UPI).*

Le président Moubarak : nos relations avec le nouveau régime sont « très bonnes »

De notre correspondant

Le Caire. — Le président Moubarak a affirmé, le dimanche 7 avril, que les relations entre les responsables égyptiens et le nouveau pouvoir au Soudan étaient *« très bonnes »*. *« Nous avons été en contact permanent avec le nouveau régime soudanais dès l'annonce du premier communiqué »* (prise du pouvoir par les militaires et destitution de Nemeiry), a ajouté le raïs dans une déclaration à la presse.

Les responsables du Caire avaient été informés du coup d'Etat samedi, quelques minutes avant l'arrivée du maréchal Nemeiry de Washington, pour ce qui devait être *« une courte escale à l'aéroport du Caire, avant de regagner Khartoum »*. Le président Moubarak s'est personnellement évertué à convaincre le chef de l'Etat renversé de ne pas tenter de regagner le Soudan *« pour redresser la situation »*. L'ancien président, qui escomptait vraisemblablement un engagement égyptien à ses côtés, a dû déchanter. M. Moubarak, qui avait dû être rassuré par le fait que le chef du coup d'Etat n'était ni prosoviétique ni proche du colonel Kadhafi, a voulu éviter tout incident susceptible d'être perçu comme *« hostile »* par le nouveau régime.

M. Moubarak a toutefois précisé que le maréchal Nemeiry, résidant actuellement au palais présidentiel de Tahra, au Caire, pourra continuer à séjourner en Egypte, *« au même titre que les nombreux amis soudanais ou étrangers qui sont nos hôtes »*.

Dans ses déclarations de dimanche, le chef de l'Etat égyptien a affirmé que son pays considérait que *« ce qui a lieu au Soudan est une affaire purement intérieure ne relevant que du peuple soudanais »*. *« Nous soutenons tout gouvernement choisi par le peuple soudanais et nous refusons de nous ingérer dans les affaires intérieures de Khartoum »*, a-t-il ajouté. Il a toutefois appelé le nouveau régime *« à la vigilance, afin de parer à toute intervention étrangère »*. Pour les responsables du Caire, la Libye constitue un danger potentiel à ce niveau. Dès samedi, le premier ministre égyptien, le général Kamal Hassan Ali, avait adressé une mise en garde à Tripoli, en affirmant que Le Caire *« ne tolérera pas une ingérance étrangère directe ou indirecte dans les affaires du Soudan, qui constitue la profondeur stratégique de l'Egypte »*.

Samedi, les autorités égyptiennes auraient, selon certaines sources, renforcé le dispositif militaire près de la frontière soudanaise *« afin de parer à toute éventualité »*. L'Egypte et le Soudan sont liés depuis 1976 par un pacte de défense commune, et au moins une trentaine de militaires égyptiens se trouvent à Khartoum où ils supervisent le système de défense antiaérienne de la capitale.

Malgré le soutien officiel accordé par Le Caire au nouveau régime de Khartoum, certains responsables égyptiens laissent percer, en privé, une certaine préoccupation. Des tracts signés *« officiers libres »* ont en effet circulé au Soudan, quelques jours avant le coup d'Etat. D'aucuns se demandent si le chef des putschistes, le général Sewar el Dahab, ne sert pas de « couverture » à une tendance plus radicale, comme le général Mohamed Neguib le fit pour Nasser quand les « officiers libres » égyptiens renversèrent le roi Farouk en 1952.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

Afrique du Sud

LE GRAND PÈLERINAGE DE L'ÉGLISE DE SION

Quand le président Pieter Botha est qualifié d'« homme de paix et d'amour »

De notre envoyé spécial

Moria. — Les « bons Noirs » existent, et M. Pieter Botha les a rencontrés. Cela s'est passé dimanche 7 avril dans un coin tranquille et plutôt conservateur du Transvaal du Nord, la cité sainte de Moria, à une quarantaine de kilomètres de Pietersburg, lieu de pèlerinage annuel des adeptes de l'Eglise de Sion (Zion Christian Church, ZCC), un petit village adossé à la montagne et dominé par une immense étoile blanche dessinée au sol. Destination pascale de milliers de Noirs venus d'Afrique du Sud et des Etats environnants. Au dire de tous, le plus grand rassemblement chrétien d'Afrique en ce jour de Pâques, une concurrence ouverte à l'Europe et à Rome. La presse a annoncé allégrement le chiffre de un à deux millions de pèlerins. La réalité est plus proche du demi-million. Une belle assemblée tout de même pour le pape de ces lieux, l'évêque Barnabas Lekgan Yane, qui, âgé de trente ans, règne sur quatre millions de fidèles en Afrique du Sud. Une Eglise, qui, depuis ses origines, est dirigée de père en fils par la même famille. Le grand-père Engenas a rompu en 1910 avec l'Eglise d'Ecosse, après *« des visions venues directement du ciel »*. Il a donc décidé de fonder sa propre Eglise, qui, au cours de ce week-end pascal, a fêté ses soixante-quinze années d'existence.

Une belle occasion pour inviter pour la première fois le premier personnage de l'Etat et lui faire allégeance. L'évêque a décerné une récompense, celle de la *« liberté de Moria »* à cet *« homme de paix et d'amour »*. Le président de la République, M. Pieter Botha, est arrivé en hélicoptère, en compagnie de son épouse, pour apporter sa bénédiction à ce bon peuple, tranquille, discipliné et respectueux.

L'évêque Barnabas Lekgan Yane est sorti de sa villa pour aller accueillir l'illustre visiteur. Invisible dans une splendide Cadillac noire six portes aux vitres fumées, il a traversé la foule précédé de la fanfare et de ses gardes qui portent kilt en souvenir de l'Eglise d'Ecosse. Une foule bigarrée mais sage applaudissait à son passage. Les hommes en uniforme de toile kaki, chaussures blanches et casquettes noires pour les troupes de base, en costume vert pour la hiérarchie et les prêtres. Les femmes en vêtement jaune clair pour les plus agés et en bleu azur pour les jeunes. Tous portent, épinglée sur leur poitrine, l'étoile de David argentée sur fond d'étoffe verte, signe de ralliement de l'Eglise de Sion. Le noir, couleur de la mort et de la maladie, est banni de cette religion, synchrétisme de plusieurs autres sur fond de croyances africaines.

L'arrivée du chef de l'Etat dans la Mecque du sionisme fut saluée par des applaudissements courtois. Pas d'exubérance ni de danses ni de chants pour celui qui, à peine devenu premier ministre, avait, en 1970, osé se rendre à Soweto. Une foule acquise, bienveillante, pour qui l'autorité est d'essence divine, et qui était manifestement fière d'accueillir un maître incontesté. C'est d'ailleurs ce que leur a dit M. Botha : *« Il n'y a d'autorité que de Dieu. Il n'y a que ceux qui se conduisent mal qui ont à craindre quelque chose des dirigeants. Faites ce qui est bien et vous recevrez l'approbation du chef. Il est le serviteur de Dieu pour ce qui est bien. »*

« Vous respectez la loi »

Le président de la République, arborant un œillet jaune à la boutonnière, a fustigé les « messagers de la terreur » et les « forces des ténèbres », ceux « qui viennent de loin avec un esprit malin pour tuer ou blesser des innocents. Nous ne devons pas leur permettre de brûler nos maisons et détruire nos biens ». Au début de son allocution, les applaudissements saluaient chacune des phrases du discours prononcé en anglais, bien que la plus grande partie de la foule ne parle pas cette langue mais uniquement la sienne et l'afrikaans. Le message n'est donc pas véritablement passé, d'autant que des haut-parleurs défaillants ont estompé une bonne partie de l'allocution, ce qui a contribué à espacer les applaudissements et à diminuer leur intensité.

« Vous respectez la loi, l'ordre et l'autorité », leur a dit M. Botha. *« Je suis venu vous dire que nous le voyons, et nous vous respectons pour cela. Par le passé, nous ne nous sommes pas véritablement parlé. Regroupons-nous et parlons ensemble, comme nous le faisons maintenant. Par le passé, nous nous sommes pas véritablement écoutés. Commençons à nous écouter comme nous le faisons maintenant. Aucune communauté ne peut être l'unique vainqueur. Nous devons gagner ensemble ou nous serons tous perdants... Là où les éléphants se battent, l'herbe ne repousse pas. »*

Plus que jamais, le chef de l'Etat a fait référence à Dieu et aux principes chrétiens qui guident son action *« protectrice de la liberté, de la foi et de l'adoration »*. *« L'Afrique du Sud n'est pas parfaite*, a-t-il reconnu. *En tant qu'être humain, nous ne le sommes pas non plus, mais, comme chrétiens nous avons une responsabilité, et nous devons tous l'assumer »*.

Le président de la République a offert à l'évêque Lekgan Yane une bible en afrikaans, et ce dernier a fait remettre par sa fille un bouquet de fleurs à Mme Elize Botha, qui a serré l'enfant dans ses bras. Cette fête de la fraternité entre Noirs et Blancs s'est poursuivie autour d'une bonne table, avant que l'évêque, à son tour, ne délivre à l'assistance son message de paix : *« Que Dieu vous bénisse et vous guide dans la tâche difficile de gouverner notre cher pays. »*

Après quatre jours de prières, de chants et de recueillement, le pèlerinage de Moria doit prendre fin lundi soir. Les quelque deux mille autobus, les camions et les voitures particulières vont reconduire dans leurs *town ships*, les fidèles d'une Eglise réputée pour son conservatisme et sa soumission à la loi. Les fidèles doivent observer des règles de vie strictes. Toute personne pénétrant à Moria doit s'abstenir de fumer, de boire de l'alcool et de se maquiller. La viande de porc est considérée comme impure. Le « jean » et les médicaments, y compris l'aspirine, sont prohibés. Les sorciers sont là pour déceler toutes les maladies et les soigner. Pour Sion, l'avenir meilleur est dans l'autre monde. Alors, comme l'a déclaré le prophète Isaiah Shembe : *« Les Blancs seront refoulés des portes du paradis, car personne ne peut gouverner deux fois. »*

MICHEL BOLE-RICHARD.

● *La moitié des habitants de Crossroads acceptent d'être relogés.* — Près de cinquante mille habitants du camp de squatters de Crossroads (près du Cap), où dix-huit personnes ont été tuées en février par la police lors de manifestations de résidents qui craignaient d'être évacués par force, ont accepté d'être relogés dans le camp de Khayelitsha, situé à une vingtaine de kilomètres plus au nord, a indiqué, samedi 6 avril, la presse sud-africaine. — *(AFP.)*

● *L'UDF va intensifier ses actions de désobéissance civile.* — Le Front démocratique uni (UDF) a décidé de lancer des actions ordonnées pour protester contre le système de l'apartheid, et de renforcer ses relations avec les syndicats, a annoncé, samedi 6 avril, le porte-parole de l'UDF, à l'issue du premier congrès annuel de ce mouvement. D'autre part, cinq personnes sont mortes au cours du week-end, à la suite des émeutes qui se sont produites dans plusieurs cités noires *(AFP, AP, Reuter.)*

Tunisie

L'UGTT ne participera pas aux élections municipales

De notre correspondant

Tunis. — Le conseil général de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), réuni du mardi 2 au jeudi 4 avril à Tunis, a décidé que la centrale s'abstiendra de prendre part aux élections municipales du 12 mai, que ce soit en présentant des listes ou en participant à celle patronnée par le Parti socialiste destourien (1).

C'est la première fois depuis l'indépendance que l'UGTT ne figurera pas sur les listes électorales du Parti destourien. Les quelque six cents délégués syndicaux ont, en revanche, recommandé que, à l'avenir, l'UGTT soit présente avec ses propres candidats dans toutes les consultations électorales, c'est-à-dire à partir de novembre 1986 lors des élections législatives.

Ainsi, non seulement la centrale syndicale confirme son autonomie, mais prend encore plus de distance à l'égard du pouvoir en envisageant d'ores et déjà d'entrer directement en compétition avec ses représentants dans dix-huit mois. C'est, expliquent les dirigeants syndicaux, parce que la situation sociale actuelle *« requiert toute son attention et mobilise toutes ses énergies »* que l'UGTT a choisi de demeurer en dehors des élections du mois prochain.

Le conseil national de la centrale a, d'autre part, accepté la proposition gouvernementale de poursuivre les négociations salariales au sein d'une commission tripartite (*le Monde* du 3 avril), mais en réaffirmant qu'elles devraient être exclusivement fondées sur la hausse du coût de la vie.

Les conversations s'annoncent donc particulièrement difficiles, d'autant plus que l'UGTT a confirmé les diverses grèves sectorielles et régionales déjà programmées et a, en outre, décidé le principe d'une grève générale dans la fonction publique, ce qui constituerait une première. Déjà, vendredi 5 avril, le trafic aérien a subi des perturbations.

MICHEL DEURÉ.

(1) Il se confirme, à ce propos, que les trois partis d'opposition légaux : Mouvement des démocrates socialistes, Parti communiste et Parti de l'unité populaire, ainsi que le Mouvement de la tendance islamique, ont décidé de ne pas participer à la consultation. Leur position doit être rendue publique et commentée au cours d'une conférence de presse commune prévue pour le 9 avril.

Ethiopie

QUATRE-VINGT-DIX OFFICIERS AURAIENT ÉTÉ ARRÊTÉS

Quatre-vingt-dix officiers — essentiellement des capitaines et des commandants — suspects d'avoir fomenté un complot contre le chef de l'Etat éthiopien, le colonel Menguistu, — ont été arrêtés, rapporte le journal britannique *The Sunday Times*, qui cite des sources dignes de foi à Addis-Abeba. Ces arrestations, effectuées le 26 mars par des agents de la Sûreté, organisme que commande directement M. Menguistu, ont eu lieu à Addis-Abeba. *« L'épuration de l'armée était demandée dans une note politique ultra-secrète signée du ministre de la justice, M. Amde-Mikael et jointe à un projet de nouvelle Constitution »*, écrit *The Sunday Times*, qui assure avoir obtenu des exemplaires de ces deux documents. Le document politique réclame une intensification du travail d'éducation politique au sein des forces armées et signale que *« l'antisoviétisme se répand dans les villes et dans la brousse »*. Les principales caractéristiques du projet de Constitution, qui pourrait avoir force de loi en mai prochain, sont le parti unique, un chef d'Etat « omnipotent », un système de surveillance généralisée pour débusquer les *« contre-révolutionnaires »* et *« contrôler la vie des masses »*, l'abolition de toute propriété privée et un renforcement de l'alliance avec l'URSS.

A TRAVERS LE MONDE

Chine

● ACCORD SUR DES VENTES D'ARMES ENTRE L'ITALIE ET LA CHINE. — M. Spadolini, ministre italien de la défense, et son homologue chinois, M. Zhang Aiping, ont signé, dimanche 7 avril, à Pékin, un mémorandum sur la coopération militaire prévoyant que Rome vendra des armes et formera des techniciens. Il s'agit du premier accord de ce type conclu par Pékin avec un pays occidental. Selon M. Spadolini, la Chine serait intéressée par l'achat de systèmes radars, d'avions de transport et de chasseurs, de torpilleurs, d'hélicoptères, de mines, ainsi que de différents systèmes électroniques. L'Italie se propose de demander un assouplissement des règles du COCOM envers la Chine lors de la prochaine réunion de cet organisme en juin. Le COCOM est le Comité de coordination des pays occidentaux sur le contrôle des exportations vers les pays communistes. — *(AFP.)*

Grèce

● RÉVISION DE LA CONSTITUTION. — Le projet de révision de la Constitution présenté par le gouvernement socialiste de M. Papandréou et qui vise à réduire les pouvoirs du président de la République, a été adopté par le Parlement en première lecture samedi 6 avril. Il a recueilli 182 voix, soit le plein des voix de gauche à l'Assemblée. Un deuxième vote doit avoir lieu le 6 mai. Pour être définitivement adopté, le projet devra encore être adopté à deux reprises à intervalle d'un mois par la prochaine Assemblée, issue des élections qui devraient avoir lieu début juin. — *(AFP.)*

Mozambique

● NOMINATION DU PREMIER AMBASSADEUR A PARIS. — Le gouvernement de Maputo a annoncé, samedi 6 avril, la nomination de son premier ambassadeur à Paris, M. Isaac Murargy, un diplomate de carrière qui avait jusqu'ici la responsabilité du département des affaires juridiques et consulaires au ministère des affaires étrangères : le Mozambique aura désormais quatre ambassades en Occident : Portugal, Belgique et Communauté européenne, États-Unis et France. — *(AFP.)*

Tchad

● M. HISSÈNE HABRÉ EFFECTUE UNE NOUVELLE TOURNÉE DANS LE SUD. — Le président tchadien a quitté N'Djamena, dimanche matin 7 avril, à destination de Bongor, chef-lieu du Mayo-Kebbi, pour une seconde tournée dans le sud du Tchad. Il doit se rendre ensuite à Laï (Tandjile) et à Am-Timan, dans le Salamat, au nord du Moyen-Chari. Au cours de sa première tournée dans le Sud, du 9 au 16 mars dernier, M. Habré avait visité Sahr (Moyen-Chari), Doba (Logone oriental) et Moundou (Logone occidental). — *(AFP.)*

DIPLOMATIE

LA VISITE DE M. FABIUS A SÉOUL

« Tous les nuages ont été dissipés »

déclare le chef du gouvernement sud-coréen

Séoul. – A l'issue d'une première journée de discussions politiques à Séoul, les relations franco-sud-coréennes paraissent s'être normalisées. C'est ce qu'on affirme aussi bien du côté sud-coréen que du côté français, à la suite des entretiens que M. Fabius a eus, ce lundi 8 avril, avec le premier ministre, M. Lho Shin Yong, et le président Chun Doo Wan. Ce tête-à-tête, qui paraît avoir levé d'emblée tous les malentendus. A l'issue de cette rencontre, le premier ministre sud-coréen a en effet assuré que *« tous les nuages ont été dissipés »*.

Ces nuages étaient nombreux depuis le mois de décembre, lorsque les Français avaient rehaussé le statut de la délégation commerciale nord-coréenne en France sans même prévenir Séoul.

De notre envoyé spécial

Dans l'entourage de M. Fabius, les propos du premier ministre sud-coréen ont été confirmés et les entretiens ont été qualifiés d'*« étape importante »*. On ajoute que *« la confiance a été rétablie »* entre les deux parties et que *« le climat politique des rencontres est maintenant excellent »*, cela devant avoir des *« prolongements immédiats »*. Ces *« prolongements »* devraient être de deux ordres : diplomatique d'abord, puisque M. Fabius a remis à ses interlocuteurs une lettre de M. Mitterrand invitant le président Chun à se rendre en visite en France ; commercial ensuite, puisque la « bavure » du mois de décembre avait entraîné le gel des négociations sur plusieurs contrats (ventes d'Airbus, d'usines de traitement des eaux, d'installations de gaz, de centrales nucléaires, etc.).

La visite de M. Fabius doit se terminer mardi. La journée sera consacrée à la visite de plusieurs usines et à un déjeuner offert en son honneur par la Fédération des industries coréennes. Le premier ministre doit regagner Paris mercredi matin à l'aube pour participer au traditionnel conseil des ministres. Lundi, outre ces entretiens politiques, il avait commencé la journée en déposant une gerbe au cimetière national coréen ; l'après-midi, il s'était rendu au complexe sportif de Séoul, qui doit abriter les Jeux olympiques de 1988.

JACQUES AMALRIC.

Des relations longtemps difficiles

Tokyo. – Les autorités sud-coréennes jugent enfin dissipé le malaise qui avait suivi le changement d'appellation de la mission nord-coréenne à Paris, devenue *« délégation générale »*. Ce geste avait provoqué le report de la visite du ministre français du redéploiement industriel et du commerce extérieur, prévue à Séoul en janvier dernier, et avait aussi conduit les Sud-Coréens à suspendre certaines négociations en cours, notamment pour le renouvellement des Airbus de la Korean Air, une station d'épuration (Degremont), une unité de production d'oxygène (Air liquide) et un projet de Sofregaz. A la même époque, Alsthom perdait un contrat de centrale thermique. On fait remarquer, de source française, que certains contrats et engagements industriels (tel celui de la billetterie du métro de Séoul obtenu par CGA/Alcatel) n'avaient pas été affectés.

Depuis l'élection du président Mitterrand, quelques semaines après un voyage en Corée du Nord en sa qualité de premier secrétaire du PS, les relations franco-coréennes (qui venaient d'être renforcées par une visite de M. François-Poncet et par un accord sur la fourniture de deux centrales nucléaires) ont régulièrement connu des hauts et des bas. Les socialistes français, marqués par leurs sympathies politiques, parfois mal informés des réalités sud-coréennes et méfiants, à

De notre correspondant

juste titre, envers un régime militaire qui venait de prendre brutalement le pouvoir et de démanteler les partis, avaient d'abord paru ignorer Séoul. A la tribune de l'assemblée M. Cheysson justifiait le principe d'une normalisation avec Pyongyang.

Un vaste potentiel

Puis, en 1982, entre Pékin et Delhi, M. Cheysson se rendit à Séoul. L'Elysée et le Quai d'Orsay ambitionnaient alors de jouer un rôle non seulement dans le règlement du conflit indochinois mais aussi dans celui qui divise la péninsule coréenne depuis plus de trente ans. Les impératifs économiques commençaient, par ailleurs, à se faire sentir. Le marché nippon restant trop impénétrable, on rêvait d'implantation en Corée du Sud, ce « nouveau Japon ». La visite s'annonçait difficile, elle fut plutôt réussie. A ceci près que M. Cheysson y révéla l'intention du président Mitterrand de visiter Séoul l'année suivante. Car aucune suite n'étant donnée par Paris à cette initiative, les relations subirent bientôt de nouvelles tensions. Des contrats furent perdus, des projets oubliés.

On en est là. Avec en plus cette constatation que la situation géopolitique demeure bloquée, malgré l'ébauche d'un dialogue péninsulaire Nord-Sud amorcée vers la fin de l'année dernière et qui devrait reprendre bientôt. La France est peut-être le pays qui a les meilleurs rapports avec les deux parties. Elle peut s'en féliciter, mais c'est sur les problèmes bilatéraux que porte surtout la visite. M. Fabius a l'avantage de n'être pas un nouveau venu. Ministre de l'industrie, il s'est rendu à Séoul en décembre 1983. Dans un pays où le contact et le suivi comptent beaucoup, ce n'est pas négligeable.

Les propos apaisants de M. Fabius constituent le « geste amical » attendu par les Sud-Coréens et donc la condition nécessaire et suffisante d'une relance des relations économiques. Le reste du contentieux : construction d'un hôtel par les Français dans la capitale nord-coréenne, rumeurs (démenties) concernant des projets d'escale d'Air France à Pyongyang, apparaît secondaire.

Or, dans le domaine économique, le potentiel est grand. La Corée du Sud, avec sa croissance record, l'ouverture de son marché, la modernisation de son appareil productif et sa montée en force dans des secteurs industriels hier monopolisés par les grands pays industrialisés (automobile, appareillage électrique, électronique grand public, machine-outil, chantiers navals, aciéries) peut offrir aux Français des marchés exceptionnels. Les Coréens ont tout à gagner, du point de vue de la formation, des équipements, de la diversification commerciale, des transferts de technologies et, éventuellement, des achats d'armements, à une coopération renforcée avec la France.

R.-P. PARINGAUX.

ASIE

Cambodge

Les Vietnamiens se sont emparés de l'une des dernières bases des nationalistes

Correspondance

Bangkok. – A l'aube du dimanche de Pâques, des soldats vietnamiens appartenant à la 9e division se sont rendus maîtres, en quelques heures, de la presque totalité de la base nationaliste de Prey-Chan (Nong-Chan), défendue par les hommes du commandant Chea Chhut. L'un des derniers camps encore contrôlés par le Front national de libération du peuple khmer est ainsi tombé.

Ce n'est une surprise pour personne. Depuis une dizaine de jours, militaires thaïlandais et porte-parole du FNLPK annonçaient une attaque qui allait, selon les mots d'un diplomate occidental, *« permettre aux troupes de Hanoï de terminer le travail commencé à la mi-novembre »*.

C'est le 18 novembre dernier que les forces vietnamiennes ont lancé leur première grande attaque de la saison sèche, précisément contre la base de Nong-Chan. Ils n'étaient cependant jamais parvenus à occuper complètement le camp, et quelques semaines plus tard les nationalistes retrouvaient le contrôle d'une bonne partie de leur domaine. Point de départ de fréquentes incursions de la résistance vers l'intérieur du Cambodge, Prey-Chan était également un centre important de marché noir et de contrebande. On y venait même de Phnom-Penh pour y trouver les produits manufacturés en échange de viande et surtout de poisson, particulièrement abondant au Cambodge.

L'attaque de dimanche a été menée par un régiment d'infanterie. La participation de chars T-54 n'est pas encore certaine, mais plusieurs véhicules blindés ont été signalés dans la région. Le FNLPK avait décidé de ne pas défendre la base à tout prix. Il s'est contenté de mener un combat de retardement. Les nationalistes n'auraient perdu que cinq hommes, tandis qu'une vingtaine de blessés étaient conduits à l'hôpital de Khao-I-Dang. La population civile, qui est regroupée à quelques kilomètres de la base militaire, n'a jusqu'à présent pas été touchée par la bataille.

La prochaine attaque vietnamienne pourrait viser la base de Rythisen (Nong-Samet), située à une dizaine de kilomètres au nord de Prey-Chan. Depuis le 25 décembre 1984, soldats vietnamiens et troupes nationalistes s'y trouvent face à face, aucun des adversaires ne contrôlant la totalité de ce qui fut autrefois le plus vaste des camps du FNLPK. La population civile – près de soixante mille personnes – vit actuellement en sécurité à Bang-Poo, à côté de Khao-I-Dang.

Si la prise de Prey-Chan est sans grande signification militaire, elle va permettre à Hanoï d'affirmer que, désormais, le FNLPK ne contrôle plus aucune « zone libérée » le long de la frontière khméro-thaïlandaise.

JACQUES BEKAERT.

● *Transformation des camps de rééducation en fermes d'Etat ?* – Un dirigeant vietnamien de premier plan, M. Le Duc Tho, négociateur des accords de Paris qui ont mis fin à la guerre entre Hanoï et Washington, a préconisé, samedi 6 avril, dans une interview à l'AFP, la transformation des camps de rééducation où sont internés d'anciens officiers et fonctionnaires du régime sudiste en « fermes d'Etat ». M. Tho s'est d'autre part prononcé contre le départ de ces prisonniers, estimés à environ sept mille, vers les Etats-Unis. Ces propos semblent revenir sur des positions antérieures de Hanoï favorables à une telle émigration. Washington avait accepté, en principe, d'accueillir les anciens détenus.

● *Le secrétaire général de l'ONU à Téhéran.* – Le chef de l'Etat iranien, l'hodjatoleslam Ali Hhamenei, au cours d'un entretien, le dimanche 7 avril, avec le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, arrivé quelques heures plus tôt dans la capitale, a notamment déclaré, selon Radio-Téhéran : *« Ne pensez-vous pas qu'en ne condamnant pas l'« agression »* [irakienne] *les Nations unies ont failli à une de leurs importantes missions ? Pensez-vous que nous aurions récupéré un seul pouce de notre territoire si nous avions écouté les avis du Conseil de sécurité ? »*

Le pilonnage, vendredi dans la nuit et samedi matin, de six villes d'Iran avec neuf missiles a provoqué la mort d'au moins cent treize personnes et en a blessé plus de soixante-quatorze, selon des bilans partiels de la presse iranienne.

A titre de riposte, l'aviation iranienne a lancé un raid, samedi matin, contre une localité du nord-est de l'Irak, Ranya, à 35 kilomètres de la frontière. – *(AFP.)*

EUROPE

LA SUSPENSION PAR L'URSS DU DÉPLOIEMENT DES SS-20

« Notre décision à la fin du moratoire dépendra de l'attitude des Etats-Unis »

déclare M. Gorbatchev

Moscou. – M. Gorbatchev a le sens des relations publiques, au moins autant que M. Reagan. Le nouveau secrétaire général vient en effet de se livrer, après un peu moins d'un mois d'exercice du pouvoir, à une superbe opération de propagande destinée à le présenter à l'opinion internationale comme un conciliateur prêt aux compromis les plus audacieux pour arrêter la course aux armements.

Dans un entretien que publie ce lundi 8 avril la *Pravda*, M. Gorbatchev affirme qu'il est acquis au principe d'une rencontre avec le président Reagan. Il annonce, d'autre part, avec quelque solennité, un moratoire unilatéral immédiat valable jusqu'en novembre prochain sur le déploiement des SS-20 braqués contre l'Europe occidentale. Il propose enfin que l'URSS et les Etats-Unis suspendent essais et recherches en matière d'armes spatiales et « gèlent » leurs arsenaux nucléaires respectifs à leur niveau actuel.

« L'Union soviétique introduit dès aujourd'hui, je veux le souligner, un moratoire sur le déploiement des ses missiles de portée moyenne, indique M. Gorbatchev. *Elle suspend la réalisation des autres contre-mesures en Europe. Ce moratoire est valable jusqu'en novembre prochain. La décision que nous prendrons après cette date dépendra de ceci : les Etats-Unis suivront-ils oui ou non notre exemple et arrêteront-ils le déploiement de leurs missiles de moyenne portée en Europe ? »*

M. Gorbatchev sait parfaitement que les Etats-Unis ne sont intéressés, dans cet éventail de propositions, que par l'idée d'un sommet. La Maison Blanche n'est pas prête à renoncer à la « guerre des étoiles » et ne s'est pas battue avec tant d'opiniâtreté pour obtenir du Congrès les crédits destinés au missile intercontinental MX pour y renoncer maintenant. La même remarque vaut pour les Pershing-2 et les missiles de croisière. Il faudrait sans doute que le moratoire unilatéral sur les SS-20 se prolonge bien au-delà du délai fixé pour ébranler la détermination de M. Reagan d'appliquer intégralement la décision prise par l'OTAN en décembre 1979.

De notre correspondant

Quand on propose publiquement à un partenaire des solutions dont on sait qu'il les juge inacceptables, c'est que l'on ne s'adresse pas à lui mais à la galerie. Le « règne » de M. Gorbatchev commence donc dans l'arène internationale, et malgré le pragmatisme tant vanté du nouveau dirigeant soviétique, par un recours à la traditionnelle « diplomatie du mégaphone ». Il y a des pesanteurs dans l'attitude soviétique face au reste du monde que la « jeunesse » du secrétaire général ne lève pas – quand bien même il en aurait eu l'intention, ce qui n'est nullement prouvé.

Calmer les craintes à l'Est

Le secrétaire général s'engage aussi à suspendre jusqu'en novembre non seulement toute nouvelle installation de SS-20, mais aussi de *« missiles tactiques opérationnels de portée accrue »* (SS-22, qui peuvent atteindre des cibles à 1000 kilomètres). Ces derniers avaient commencé à être déployés en décembre 1983 en Tchécoslovaquie et en RDA au titre des « contre-mesures » décidées par Andropov après l'arrivée des premiers Pershing-2 en RFA. Le « second volet » de ce moratoire aura donc accessoirement pour effet de calmer les craintes discrètement exprimées par les Tchèques et les Allemands de l'Est, peu soucieux de se retrouver au cœur d'une éventuelle bataille nucléaire en Europe. Le pacifisme n'est pas l'apanage excusif des pays occidentaux et connaît un développement souterrain bien que difficile à apprécier dans le glacis européen de l'URSS.

Les propositions de M. Gorbatchev sur la non-militarisation de l'espace et les armes nucléaires à longue portée semblent également relever du « mégaphone » et non du tapis vert de Genève. *« Nous proposons que l'Union soviétique et les Etats-Unis établissent pour toute la période des négociations un moratoire sur la création, y compris les travaux de recherche, les essais et le déploiement des armes spatiales et qu'ils gèlent leurs armements stratégiques »*, déclare le secrétaire général. Les deux demandes ne sont pas sur le même plan. Le moratoire sur les armes spatiales, en particulier sur les recherches, est plus important aux yeux des Soviétiques que le « gel » des armes nucléaires stratégiques, thème jadis privilégié des pacifistes américains. M. Tip O'Nel, le « speaker » démocrate de la Chambre des représentants, arrivé dimanche à Moscou et qui pourrait être reçu mercredi par M. Gorbatchev, aura l'occasion de vérifier le degré d'intérêt de ses interlocuteurs soviétiques pour ce vieux projet de « gel » qui ressort des cartons.

A propos des relations soviéto-américaines, M. Gorbatchev reste plutôt évasif : *« Il y a des choses qui insufflent de l'espoir, mais d'autres, voire beaucoup d'autres, qui inspirent toujours de l'inquiétude (...). Il y a quelques changements dans quelques domaines, mais ils ne sont pas importants. En gros, les relations restent tendues »*, remarque-t-il. Ces réflexions tempèrent quelque peu l'élément nouveau qu'est l'acceptation de principe d'un sommet. *« La question d'une rencontre a été évoquée dans notre correspondance avec le président Reagan. Une attitude positive a été exprimée de part et d'autre pour que cette rencontre ait lieu. La date fera l'objet d'une concertation ultérieure »*, précise M. Gorbatchev.

Le nouveau dirigeant soviétique s'avance donc sans précipitation sur la voie d'un sommemt. Celui-ci pourrait avoir lieu en septembre aux Etats-Unis, à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies. M. Victor Afanassiev, rédacteur en chef de la *Pravda*, avait fait récemment cette confidence à des journalistes japonais. M. Afanassiev, qu'on dit proche de M. Gorbatchev, est d'ailleurs, peut-être, ce *« rédacteur »* non identifié de la *Pravda* qui s'est *« entretenu »* avec le secrétaire général.

DOMINIQUE DHOMBRES.

UNE CAMPAGNE DU BUREAU POLITIQUE

« Bannir l'ivrognerie de la société »

Moscou. – Le bureau politique vient d'adopter une série de mesures *« pour intensifier la lutte contre l'ivrognerie et l'alcoolisme et les bannir de la société* [soviétique] *»*, indique un communiqué publié le 5 avril par la *Pravda*. l'objectif n'est guère nouveau, mais c'est la première fois que l'instance suprême du parti – siège du véritable pouvoir en URSS – se penche publiquement sur cette question et annonce que des *« décisions concrètes »* ont été prises.

Le ton du communiqué est solennel et laisse présager une longue campagne ; bien que le bureau politique ne les détaille pas, on peut s'imaginer assez facilement les nouvelles mesures : renforcement des contrôles, surtout sur les lieux de travail, accroissement du prix de certaines boissons alcoolisées, jugées plus pernicieuses que d'autres, éventuellement développement des moyens médicaux ou paramédicaux tels que ces « stations de dessoûlage » qui existent dans tout le pays.

Dans un discours prononcé en octobre dernier devant le comité central du Kazakhstan, le premier secrétaire de cette république asiatique, M. Dinmouhamed Kounaev relevait que les lycéens affluaient désormais par centaines dans ces « stations » (tout comme leurs professeurs d'ailleurs), un comble pour une république de tradition musulmane, où l'alcoolisme ne semblait pas aussi développé que dans la vieille Russie.

Partie intégrante du système

Andropov avait, au début de son mandat, lancé une campagne assez vive contre l'ivrognerie et son corollaire, l'absentéisme. Les résultats immédiats avaient été spectaculaires, la productivité remontant en quelques mois, puis on était revenu aux bonnes vieilles habitudes...

Malgré les déclarations d'intention du bureau politique et la volonté personnelle de M. Gorbatchev, l'évidence s'impose : l'alcool fait partie intégrante du système soviétique. Pour qui se promène un samedi soir parmi les immenses blocs d'habitation de la banlieue de Moscou, le spectacle est édifiant : il est difficile de trouver un citoyen sobre ; en outre, l'ivrogne suscite ici la compassion ou le rire, mais jamais le reproche.

Un article paru le 13 mars 1984 dans *Russie soviétique* présentait un tableau de la consommation d'alcool à travers le monde : la France venait largement en tête avec 16,9 litres d'alcool pur par habitant et par an,

De notre correspondant

l'URSS ne se classait que sixième avec 8,5 litres, avant les Etats-Unis (8,2 litres). On peut mettre toutefois en doute ce classement ; ce sont là en effet des chiffres officiels...

La réalité, c'est que partout de petits alambics clandestins produisent un tord-boyaux, qu'on nomme le *samogon*, à partir de sucre, de fruits de rebut, de confitures en conserves ou... de n'importe quoi. A chaque fête entre amis, on commence par boire la vodka achetée au magasin d'Etat, mais il y en a rarement assez pour étancher la soif des convives ; on passe ensuite aux divers vins ou « bordeaux » concoctés par des entreprises, voire certains kolkhozes, en toute légalité, même si le raisin y entre pour une faible part. Et, aux petites heures de la matinée, le maître de maison sort généralement son tord-boyaux, celui qu'il a distillé lui-même dans sa salle de bains ou qu'un de ses amis lui a apporté. Il y a des *samogon* redoutables qui peuvent envoyer un consommateur fragile directement à l'hôpital. Personne encore en URSS n'a été véritablement inquiété parce qu'il avait du *samogon* chez lui. Cette tolérance est-elle sur le point de disparaître ? On peut en douter, tant le phénomène est répandu.

Les deux auteurs de l'article de *Russie soviétique* s'inquiétaient de l'augmentation de la consommation de vin et de bière, remarquant à juste titre : *« Chez nous, on boit du vin et de la bière, non pas au lieu de, mais avec la vodka. »* Ils ajoutaient que *« les boissons alcoolisées représentent près du tiers du commerce des produits alimentaires en URSS »*. Ils constataient enfin – ce qui fait planer un doute sur l'efficacité des mesures prises par le bureau politique – que l'augmentation du prix de la vodka en 1979 avait provoqué un accroissement de la production clandestine.

Un rapport contesté

Un rapport confidentiel de l'Académie des sciences, dont l'authenticité a été contestée par des officiels soviétiques, estimait l'an dernier qu'un Soviétique sur six naissait débile ou atteint d'une tare héréditaire en raison de l'alcoolisme. Selon ce document rédigé par la section sibérienne de l'Académie, il y avait en 1980 quelque *« quarante millions d'alcooliques recensés en URSS, c'est-à-dire ayant fait l'objet au moins une fois d'un procès-verbal pour « ivresse sur la voie publique ». « Cette folie de la boisson a pour résultat une dégénérescence progressive de la nation, en particulier de la nation russe. » « C'est la plus grande tragédie de notre histoire millénaire »*, commentaient les auteurs de ce document.

La consommation individuelle de vodka serait passée, selon ce rapport, de moins de 5 litres par an en 1952 à 30 litres en 1983. Le taux de mortalité se serait accru en conséquence pour atteindre 10,4 pour 1000 en 1980 (contre 7,1 litres pour 1000 en 1960).

Même si ces chiffres sont exagérés, les auteurs du rapport ayant sans doute voulu « secouer » l'indifférence des responsables du pays, voire peser sur leur attitude en faisant circuler ce document parmi les correspondants occidentaux, les conclusions situent bien l'ampleur du problème. Ce texte, bien qu'essentiellement diffusé par l'Académie, est d'ailleurs peut-être en partie à l'origine de la campagne que vient de lancer le bureau politique.

D. Dh.

RFA

UN OPPOSANT LIBYEN ASSASSINÉ A BONN

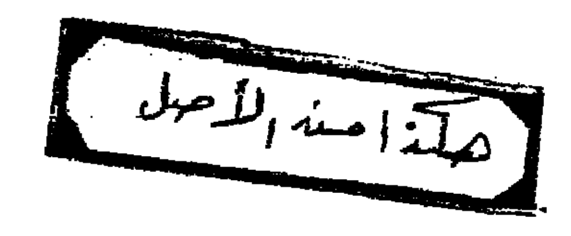
(De notre correspondant.)

Bonn. – Un exilé libyen, Gebril Denali, a été tué, samedi 6 avril, au cœur de la zone commerçante et piétonnière de Bonn par un de ses compatriotes, qui a été arrêté. Deux passants ont été blessés, dont une femme, grièvement atteinte.

L'assassin, Fatabi T., vingt-neuf ans, a avoué dimanche avoir agi pour des raisons politiques. Connu comme opposant au régime libyen, Gebril Denali se sentait menacé et avait fait part récemment de ses craintes aux autorités allemandes. Selon le quotidien de Bonn, *General Anzeiger* de samedi, son domicile avait été perquisitionné par la police, à la suite d'une plainte déposée par la représentation libyenne, qui l'accusait de vouloir enlever le chargé d'affaires.

La communauté libyenne en RFA fait l'objet depuis plusieurs années du harcèlement de Tripoli. Un exilé avait déjà été assassiné à Bonn en mai 1980. Trois ans plus tard, deux Libyens avaient été arrêtés pour avoir enlevé un de leurs compatriotes et l'avoir torturé en novembre 1982 à la résidence du représentant de Libye. Les deux hommes avaient finalement été expulsés de RFA en échange de la libération de huit Allemands de l'Ouest retenus en otage à Tripoli.

H. B.



politique

LA SITUATION DANS LES DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Une métropolitaine tuée sur la côte est

Une enseignante métropolitaine a été tuée lundi soir 8 avril près de Houailou, sur la côte est de la Nouvelle-Calédonie, à la suite d'un jet de pierres en direction de sa voiture.

Depuis vendredi, de nombreuses agressions à coups de pierres avaient été commises dans cette région. Trois personnes avaient été blessées dimanche. Dans l'après-midi du lundi, une opération de gendarmerie avait été menée dans la tribu de Coula (commune de Houailou). Quatre cents gendarmes mobiles et quatre hélicoptères y avaient pris part. Il s'agissait d'interpeler les auteurs de jet de pierres. Cette opération avait été conduite avec l'accord des autorités coutumières, qui semblent avoitr facilité l'accès de la tribu aux gendarmes.

Les activités de la mine de nickel de Thio, sur la côte est, interrompues pendant quatre mois et reprises le 1er avril sous réserve d'un accord entre le personnel mélanésien et la SLN (Société Le Nickel), doivent retrouver un niveau normal mardi, la SLN et les ouvriers canaques étant parvenus, à un accord sur les revendications de ces derniers.

Les bagarres entre Mélanésiens aux îles Belep, au nord de la Nouvelle-Calédonie, ont fait, le 6 avril, deux blessés, qui ont dû être évacués en avion, samedi, sur Nouméa. L'un des blessés est le receveur de la poste, victime d'un affrontement avec des militants du FLNKS. Les îles Belep, habitées par huit cents Mélanésiens et une infirmière européenne, avaient déjà connu, il y a six ans, des conflits entre clans, qui avaient fait un mort

Une cinquantaine d'anciens parachutistes et d'anciens combattants d'Afrique du Nord ont organisé un « pique-nique », dimanche, devant la villa de M. Edgard Pisani, délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, à Clans, dans l'arrière pays niçois. M. Pisani était absent. Les manifestants, qui répondaient à l'appel du Comité d'action patriotique pour la Nouvelle-Calédonie, souhaitaient remettre au délégué du gouvernement une motion exigeant que ce territoire *« jouisse de tous les bienfaits de la République française »*.

Caldochie Coca-Cola

De notre correspondant

La Foa. – La bannière étoilée flotte sur Ouano. Sur les douze kilomètres de piste poussiéreuse qui traversent la propriété Paladini, s'étire un long cortège formé par les voitures des partisans *« Calédonie américaine »*. Ils seront six mille. Pour ce premier rassemblement de l'Association des amis des Etats-Unis, les caldoches n'ont pas mégoté sur les américanismes. Les plus convaincus sont venus dans une jeep datant de la dernière guerre ou dans une Chevrolet clinquante de chromes astiqués. Les broussards ont sorti le stetson de John Wayne. Le Coca-Cola coule à flots. Cette joyeuse fête baigne dans une ambiance sonore à base de *country music* des derniers tubes venus du Pacifique et d'accents caldoches savoureux, mélange d'intonations helvétiques et pieds-noirs nasillardes. A cela près on se croirait dans une fête agricole du Middle West.

A l'entrée de la propriété Paladini, un panneau avertit : *« Propriété privée, défense absolue de circuler hors de la route, de chasser, toucher, couper, prendre quoi que ce soit sous peine des tribunaux. »* C'est signé René et Florendo Paladini, propriétaires de ces mille hectares en friche, des Calédoniens d'origine italienne nostalgiques de l'époque où l'on matait les Canaques.

Les Paladini ont ouvert leurs barbelés l'espace d'une journée à la Caldochie américanophile.

Sur une estrade de bois s'agite un animateur apparemment indifférent à la chaleur étouffante. Il harangue la foule, car c'est le moment de la remise du prix au *stockman* – il est à la steppe calédonienne ce que le cow-boy est à l'Arizona – le plus rapide de l'Ouest (de la Grande Terre s'entend, car de l'autre côté de la chaîne, sur la côte est, il n'y a point de plaine). Hurlant dans son micro, l'animateur s'adresse à la jeune fille qui vient de remettre le trophée Coca-Cola au gagnant. Histoire de rester dans le ton, il lui pose quelques questions sur les Etats-Unis. On commence par quelque chose de pas très difficile. *« Quel est le nom du président des Etats-Unis ?* demande le Sabatier des antipodes.

– *Ben, heu...*

Visiblement, aucun souvenir d'un cow-boy pourtant célèbre.

– *Et celui de son prédécesseur ? »,* hasarde l'animateur. Pas de réminiscence non plus pour cette jeune fille au corsage en vinyle et au short coupé dans un drapeau américain de l'illustre planteur de cacahuètes. Nombreuses difficultés aussi pour lui faire sortir le nom de Carl Lewis, le grand vainqueur des Jeux olympiques. On s'estime heureux malgré tout, elle n'est pas allée jusqu'à attribuer à Christophe Colomb la découverte de la Nouvelle-Calédonie, comme une célèbre *miss* locale. Une *miss* Calédonie justement, en voilà une transportée en hélicoptère depuis Nouméa. Celle-ci est du cru 1984, élue lors de la foire agricole de Bourail. Elle s'appelle Nathalie Jones, un nom dont la consonance s'accorde parfaitement aux circonstances. Elle est venue présider du haut de son mètre quatre-vingts l'élection de miss America qui doit clore la manifestation.

Cow-boys et Indiens

Dans la bicoque en tôle qui jouxte le podium, on fait le bilan. Les cinq cents adhésions enregistrées dans la journée ont permis à l'Association des amis des Etats-Unis de dépasser les dix mille adhérents qu'elle revendiquait jusqu'alors. M. Roger Ludeau, président de l'association, se déclare le premier surpris par l'expansion de son mouvement qui siège dans un modeste local attenant à son magasin de pièces détachées de La Foa. En mai 1984, lorsque M. Ludeau crée son amicale, ils sont moins d'une vingtaine. En septembre de la même année, ils sont deux cent cinquante-sept adhérents, deux mille six cents en février 1985 et aujourd'hui, dit-il, presque quatre fois plus.

M. Ludeau n'est jamais allé aux Etats-Unis. Né sur le territoire, il n'était pas là entre 1942 et 1945 période où stationnaient en Nouvelle-Calédonie trois cent mille soldats américains (soit plus du triple de la population du moment). *« A l'époque,* clame-t-il avec indignation, *on se battait pour une France qui aujourd'hui nous rejette. Alors maintenant on se bat pour devenir Américains... »*

Dans sa retraite de Hienghene, s'il a regardé à la télévision le compte-rendu du rassemblement de dimanche, M. Jean-Marie Tjibaou, le chef de file des indépendantistes, a dû se rappeler la phrase qu'il avait prononcée au sujet des admirateurs de la grande et forte Amérique : *« Ils aiment Reagan parce que c'est un cow-boy. Les cow-boys tuent les Indiens. Et nous sommes les Indiens. »*

FRÉDÉRIC FILLOUX.

A LA RÉUNION

La guerre des Vergès et des Virapoullé

De notre envoyé spécial

Saint-Denis-de-la-Réunion. – Au premier coup d'œil, le débat politique réunionnais se résume à une guerre de clans entre deux familles dont les chamailleries ressemblent à un interminable combat de boxe. Perdu dans l'océan Indien, le ring n'est qu'un gros caillou, mais les coups tombent dru, parfois même les coups bas comme chez les professionnels aguerris.

Voici les combattants retournés dans leur coin après le match des cantonales. A gauche, dans les cordes, encore groggy, Paul Vergès, secrétaire général du Parti communiste réunionnais (PCR) et ses deux fils, Vincent et Pierre. A droite, Louis Virapoullé et son frère Jean-Paul (UDF), vainqueur par KO, c'est-à-dire au premier tour, de Paul et de Vincent Vergès.

Résumer ainsi la vie politique réunionnaise, c'est la simplifier mais non la caricaturer car la guerre des Vergès et des Virapoullé reflète assez fidèlement la situation de l'île, le recul d'un PCR trahi, estime-t-il, par le gouvernement socialiste et la victoire des départementalistes partisans de liens étroits avec la métropole, une victoire en forme de « ouf ! » de soulagement.

Bien sûr, il existe d'autres combattants. Un RPR qui a encore du punch bien que son champion Michel Debré n'exerce plus la même attraction sur les foules, et un PS aujourd'hui exsangue faute de s'être rangé dans l'un des deux camps obligés, celui des autonomistes ou des « intégrationnistes ».

Triomphe à contre-courant

Autonomiste à géométrie variable, le PCR ne souffre pas de ce voisinage. Il n'a jamais fait qu'une bouchée du PS. Le vrai problème du PCR, si l'on en croit Paul Vergès, c'est le revirement du gouvernement socialiste qui, après avoir fait miroiter aux Réunionnais la possibilité d'une intégration à la métropole sans assimilation, n'a pas tenu ses promesses. Il y eut cette décision d'écorner les bourses scolaires (la préfecture dut, à cette occasion, faire sortir les CRS de la rue) et, surtout, ce renoncement au projet d'assemblée unique qui aurait fait du pâle conseil régional un mini-Parlement réunionnais.

Jusque-là, le PCR avait espéré, au point de revendiquer l'étiquette de premier parti de la majorité présidentielle. *« A la Réunion,* convient Paul Vergès, *l'état de grâce n'a pas duré six mois, mais trois ans. »* Plus dure fut la chute. Après un triomphe, à contre-courant de la métropole, aux élections municipales de 1983, le déclin s'amorça.

Sans doute le PCR s'en remettra-t-il. Recueillant bon an mal an un tiers des voix, sa situation n'est pas comparable à celle du PCF. Il n'empêche qu'il lui faut aujourd'hui rebondir. Douché par son flirt avec le gouvernement, il cherche à remonter le pas en canalisant de nouveau les mécontentements. C'est là un terrain connu de lui, sans mauvaises surprises, encore que la grève générale organisée le 28 mars par la CGT réunionnaise n'ait connu qu'un médiocre succès.

Politiquement, le PCR rumine sa déception et se cherche. L'heure est venue d'une réorientation dont la direction n'apparaît pas clairement et, sans doute, pour Paul Vergès, de penser à sa succession.

Jumeau de Jacques Vergès, l'avocat de Klaus Barbie, le secrétaire général du PCR vient d'avoir soixante ans. Sa succession n'est pas ouverte, mais on a du mal à imaginer le Parti communiste réunionnais, sinon dirigé par un Vergès, du moins sans les Vergès. Le père de Paul, Raymond Vergès, agronome, ingénieur, médecin des pauvres, journaliste et député, n'était pas communiste. Son socialisme était plutôt celui d'un Jaurès, mais il présida en novembre 1947 la première conférence fédérale du PCF à la Réunion (le PCR autonome n'existe que depuis 1959). C'est cette conférence, qui forte de *« l'enseignement du grand Staline »*, décida de *« constituer des cellules dans toutes les localités et quartiers de l'île »*.

Les années passant, le docteur Raymond Vergès, décédé en 1957, a aujourd'hui des petits-fils que Paul, le fils, s'efforce de lancer dans la politique. Ils sont à rude école, n'ayant essuyé jusqu'ici que des défaites électorales. Agé de trente ans, Vincent est journaliste à *Témoignages*, le quotidien du PCR. Pierre, le cadet, dirige à vingt-sept ans, et par la grâce de son père, le syndicat qui regroupe six des sept municipalités communistes de l'île.

« Parrain »

Certains militants du PCR renâclent en sourdine à la constitution d'une dynastie des Vergès, encore que, à en croire Paul, les « camarades » n'aient rien trouvé à redire aux candidatures de ses fils dans des circonscriptions réputées difficiles. Moins charitable, la droite de l'île prédit que Vincent et Pierre *« auront du mal à maintenir le nom »*. Et il est vrai qu'ils n'ont pas la stature de leur père et n'auront jamais auprès du petit peuple réunionnais l'aura de leur grand-père. C'est peut-être là le drame du secrétaire général du PCR qui puise dans sa filiation avec celui qu'il appelle « le docteur Vergès », une légitimité que personne ne reconnaît pour l'instant à ses enfants.

Sans les Virapoullé, les Vergès existeraient sans doute politiquement. Mais sans les Vergès, les Virapoullé n'occuperaient pas la place qui est la leur aujourd'hui à la Réunion. C'est surtout vrai de Louis Virapoullé, cinquante ans, élu sénateur en 1974 avec le soutien, au second tour, des communistes, soutien qui lui fut accordé après qu'il eut donné son feu vert en catimini et en rechignant à une déclaration favorable à l'autodétermination de l'île. Son seul et unique mérite politique depuis lors est d'avoir fait oublier ce faux pas profitable en donnant à croire aux Réunionnais qu'il avait pris au palais du Luxembourg la tête de la croisade contre le projet d'assemblée unique, un fait d'armes qui lui valut une réélection confortable en 1983.

Malgré son front dégarni et sa crinière de jais, son air placide et son éloquence ronflante, Louis n'existerait pas politiquement sans Jean-Paul, son cadet de neuf ans, un battant celui-là. Officiellement conseiller de gestion et d'économie rurale, Jean-Paul est surtout un animal politique. Aujourd'hui conseiller régional, maire de Saint-André, premier vice-président du conseil général, il se voyait il n'y a pas si longtemps député, en 1986, dans la première circonscription, celle de Michel Debré, un crime de lèse-majesté. Loin de lui l'idée de déboulonner l'ancien premier ministre de son piédestral réunionnais car *« même à soixante-treize ans, il peut encore rendre des services »*, mais avant l'annonce de la réforme de scrutin il voyait bien celui-ci candidat sur une liste nationale à la proportionnelle.

Pressé, il mène avec flair et détermination sa carrière et celle de son frère qu'il appelle « parrain » ce que Louis est réellement. Cette fébrilité ne lui vaut pas que des partisans. Elle lui attire plutôt des crocs-en-jambe de prétendus amis dont il s'est jusqu'ici bien tiré. *« Un jeune coq »*, glisse aimablement Auguste Legros, président (RPR) du conseil général et suppléant de Michel Debré. Quant à l'accusation, lancée mezza voce par les adversaires de droite et de gauche de jouer sur les particularismes de la communauté tamoule dont il est issu, voire sur de prétendues aspirations autonomistes de cette communauté, pour se faire réélire, il la balaie d'un revers de la main. *« Départementaliste à 100 % »*, il n'a qu'un pays, *« La France, pas l'Inde »*, qu'un objectif : *« Sortir les enfants des cases au sol de terre battue pour en faire des ingénieurs »*. Ce qui est vrai cependant, c'est que les Tamouls, très nombreux à Saint-André (ils sont à peu près 25 % dans l'île) ne votent plus autant pour le PCR. *« J'en ai fait,* déclare-t-il fièrement, *des départementalistes. »*

Jean-Paul doit son succès contre Vincent Vergès aux élections municipales partielles de 1984 à sa fibre populiste et à des méthodes qu'il a *« piquées »*, explique-t-il, aux communistes : quadrillage systématique des quartiers, constitutions de « cellules » par bloc d'immeuble et assemblées de discussion. Sa plus grande satisfaction est de se faire remettre par les militants communistes qu'il réussit ainsi à convaincre leur carte du PCR qu'il brandit comme un trophée. *« Un joli succès, hein, parrain ? »*

Pugilat

L'UDF n'est pour Jean-Paul qu'une étiquette commode. Les mauvaises langues prétendent que sans son frère et lui elle n'aurait plus d'existence, à la Réunion, ce qui presque exact. Il est vrai que, occupé à satisfaire ses propres ambitions, Jean-Paul n'a guère le temps de faire du prosélytisme. Il lui suffit de se poser en seul vrai adversaire et en vainqueur des Vergès, un gros morceau.

Après le match des municipales, celui des cantonales a confirmé cette victoire de manière indiscutable. Sans doute Paul et Vincent Vergès commirent-ils l'erreur de venir chercher Louis et Jean-Paul Virapoullé dans leurs cantons de Saint-André. Cela ne pouvait que valoriser exagérément ces derniers. Mais le docteur Raymond Vergès fut maire de la ville et c'est là, contre Paul Vergès, aux cantonales de 1969 que Jean-Paul Virapoullé remporta, à vingt-six ans, son premier succès politique. Comment imaginer ailleurs le pugilat entre les Vergès et les Virapoullé.

Car pugilat il y a. Les lois d'amnistie, les articles sur la diffamation, la prudence et le manque de place empêchent d'entrer dans les détails des recours et des plaintes pour fraude électorale que les Vergès ont déposés depuis plus de quinze ans contre les Virapoullé et les condamnations qui ont parfois suivi, sans parler des plaintes pour divers motifs des Virapoullé contre les Vergès.

Il y a là de quoi occuper à peu près à plein temps une chambre correctionnelle et un tribunal administratif en période pré et post-électorale. Ainsi le veulent les mœurs politiques locales qui se sont pourtant assagies depuis quelques années, sans pour cela retirer à cette guerre de clans son cachet authentiquement réunionnais.

BERTRAND LE GENDRE.

Une stratégie commune

(Suite de la première page.)

La *« déclaration de politique générale »* adoptée à l'unanimité par les participants s'inspire d'une ligne maximaliste postulant que *« le suffrage universel n'est qu'un leurre et un alibi en système colonial »*. Le gouvernement de gauche, qui invite depuis 1981 les indépendantistes à s'exprimer dans la légalité des urnes, se voit donc opposer un refus catégorique.

Pour stéréotypés qu'ils soient, les termes de cette déclaration ne sont pas moins révélateurs de l'agressivité de leurs auteurs. L'Etat français y est accusé d'*« occupation militaire permanente »*, d'*« utilisation systématique de forces militaires à des tâches de basse police, occasionnant des exactions et des répressions sanglantes avec le concours de milices locales »*, de pratiquer à l'encontre des populations *« une forme de génocide »*, d'*« étouffer les cultures spécifiques afin de saper la base de la prise de conscience patriotique »*, etc.

Concrètement, la conférence a décidé de mettre en place, sans doute à Paris, un *« secrétariat de liaison et d'information »*. Ce secrétariat permanent entreprendre très vite de saisir le comité de décolonisation de l'ONU pour demander que les DOM-TOM soient inscrits *« sur la liste des pays à décoloniser »*. Il demandera aussi aux organisations internationales d'envoyer dans les départements et territoires d'outre-mer des *« commissions d'enquête »*.

Les indépendantistes antillais et guyanais se rejoignent également pour souligner – c'est le deuxième enseignement de la conférence – que l'idée d'indépendance a déjà fait assez de chemin dans leur esprit pour se traduire aujourd'hui par une autre certitude : sans indépendance économique, il ne peut y avoir d'authentique indépendance politique. Partisans du non-alignement, leurs experts font le choix d'un développement économique *« autocentré et intégré »*. Il ne s'agit pas, disent-ils, de préconiser l'autarcie, mais de repenser les échanges des anciennes colonies avec l'extérieur. Le modèle qu'ils retiennent consiste essentiellement en un projet d'autonomie alimentaire, pour chacun des DOM-TOM, qui serait fondé sur *« la soumission de l'industrie à l'agriculture »*.

Enfin, cette conférence a confirmé – troisième enseignement – que de tous les mouvements nationalistes de l'outre-mer français le courant guadeloupéen est actuellement celui qui est le plus avancé dans sa démarche. Au nom de l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe, principale organisatrice de la réunion, M. Roland Thesauros a exposé quelle société les indépendantistes guadeloupéens pourraient organiser s'ils parvenaient un jour à leurs fins. Il s'agirait par exemple d'élire en Guadeloupe, au suffrage universel direct une assemblée populaire nationale qui formerait un gouvernement chargé de diriger le pays en appliquant les décisions de l'assemblée. Dans le système judiciaire, il conviendrait d'assurer une meilleure participation du peuple à la justice en nommant des *« médiateurs locaux »* chargés de *« régler à l'amiable les litiges simples »*. Dans la vie politique, il faudrait de *« garantir la libre existence des partis politiques, à l'exception des partis rattachés à un parti politique français ou à un autre pays étranger ou luttant pour le retour à la tutelle coloniale française »*.

Les hommes politiques *« ayant agi jusqu'au bout pour maintenir le peuple sous le joug colonial français seraient privés de leurs droits civiques »*. Dans la vie syndicale, le droit de grève et de manifestation serait *« garanti et protégé »*, ainsi que *« la libre existence des organisations syndicales »* à l'exception *« des filiales de syndicats français ou d'autres pays »*, etc.

A la fin de cette conférence, les nationalistes gaudeloupéens apparaissent confortés dans leur ambition de partager, avec les indépendantistes canaques, le leadership d'un front indépendantiste en voie d'esquisse.

ALAIN ROLLAT.

Propos et débats

M. Seguin : un « certain courage »

Invité de l'émission de TF 1, « Midi-Presse », dimanche 7 avril, M. Philippe Seguin, député RPR des Vosges, a estimé que la démission de M. Michel Rocard relève d'« un certain courage ». Toutefois, il a rappelé que M. Rocard avait fait campagne en faveur des 110 propositions de M. Mitterrand, qui prévoyaient la proportionnelle. Evoquant la succession de M. Rocard au ministère de l'agriculture, M. Seguin a déclaré : « A la limite, c'est M. Le Pen qui aurait dû le remplacer. La défection de M. Rocard est très largement compensée par l'appui sans réserve qu'apporte M. Le Pen à M. Mitterrand ». Approuvant la position de M. Raymond Barre, qui soutiendra en 1988 les candidats qui s'engageront à rétablir le scrutin majoritaire, le député des Vosges a souhaité que l'accord RPR et UDF prévoie un tel engagement ainsi que le refus de toute combinaison avec le PS et le Front national.

M. Poniatowski : la pêche en eau trouble

Pour M. Michel Poniatowski, « une proportionnelle intégrale départementale en morcelant les forces politiques, en favorisant les marginaux, les groupuscules et l'extrême droite, fournit [à M. Mitterrand] les meilleurs moyens de pêcher en eau trouble ».

Dans une interview au Journal du Dimanche, daté du 7 avril, l'ancien ministre évoque également l'immigration. Selon lui, « nous laissons s'organiser sous nos yeux de véritables petites Palestines à domicile » et, ajoute-t-il, avec « un million d'Algériens » en plus, il y aurait du « kadhafisme » et du « khomeinisme » en France. Quant au Front national, M. Poniatowski distingue entre une « aile d'extrême droite fascisante » et qui « doit être combattue dans ses principes », et une droite « classique (...) enrichie par des éléments venant du RPR et un peu de l'UDF ». « Selon que le Front national basculera d'un côté ou de l'autre, [il sera] adversaire à combattre carrément ou simple concurrent. »

M. Schwartzenberg : un scrutin de dégel

M. Roger-Gérard Schwartzenberg, secrétaire d'Etat aux universités, qui participait, dimanche 7 avril au « Grand Jury RTL-le Monde », a expliqué que la proportionnelle « peut avoir la vertu d'être un scrutin de dégel ». Estimant qu'un « électorat central » fera la décision en 1986, le président d'honneur du MRG a affirmé que cet électorat « entre une gauche devenue réformiste et une droite qui prend le grand virage de la radicalisation [choisira] la tendance moderniste ».

Selon M. Schwartzenberg, l'aile centriste de l'UDF pourrait avec la proportionnelle « retrouver davantage d'autonomie dans son comportement électoral ». A propos de la démission de M. Michel Rocard, il s'est déclaré étonné. « Je pense que c'est dommage [et] regrettable. », a-t-il poursuivi, avant d'ajouter : « L'essentiel pour la majorité dans cette période difficile, c'est (...) le rassemblement de toutes ses forces, de tous ceux qui peuvent incarner son action et la servir (...). Cette considération-là doit (...) primer sur telle ou telle divergence qui peut exister par ailleurs sur tel ou tel sujet. »

Le Monde
ECONOMIE

MATIERES PREMIERES

A LA RECHERCHE DE L'OR

Magie jaune

TOUJOURS plus bas : il faut sans cesse descendre davantage dans les profondeurs de la Terre pour trouver les *reefs*, ces veines de 2 à 3 centimètres de large qui, en Afrique du Sud, contiennent des paillettes d'or. Record : plus de 4 000 mètres sous la surface du sol, la hauteur des Grandes Jorasses. Une plongée à 65 kilomètres à l'heure.

L'or se gagne à la sueur du front des mineurs noirs, accroupis, agenouillés, recroquevillés au fond des failles. La chaleur, refroidie, atteint 34 °C, et la pression de la roche est comparable à celle qui est relevée à 10 000 mètres sous la mer. Deux morts par jour dans les cinquante-cinq mines sud-africaines, qui assurent près de la moitié de la production mondiale de métal jaune. Cent ans d'exploitation.

***

VAAL REEFS, sur le plateau, au sud-ouest de Johannesburg, un des plus importants gisements de la planète. Van Cleef, sur une place, au cœur de Paris, une des plus célèbres joailleries. Le contraste est brutal entre les trente mille travailleurs des ténèbres et les amateurs internationaux de bijoux.

La fièvre de l'or persiste depuis des temps immémoriaux. Au début des années 80, elle s'est emparée à nouveau du Canada, où le Hemlo a succédé au Yukon des orpailleurs. Dix mille sociétés détiennent des propriétés aurifères ; mais il n'y a que quarante-quatre mines en fonctionnement. Elle a saisi le Brésil, où, en Amazonie, les déshérités du Nord-Est cherchent fortune en creusant une terre souvent détrempée.

La contrebande est florissante dans ce pays, qui en fut, au dix-huitième siècle, le principal producteur, comme en Inde, où des chaloupes venues du Golfe transportent des « biscuits » d'or en dessous de cargaisons de dattes. Les Indiens détiendraient, surtout sous forme de bagues, bracelets et colliers, plus de 5 000 tonnes d'or. Pour leur part, les Français en thésauriseraient 4 000 tonnes.

***

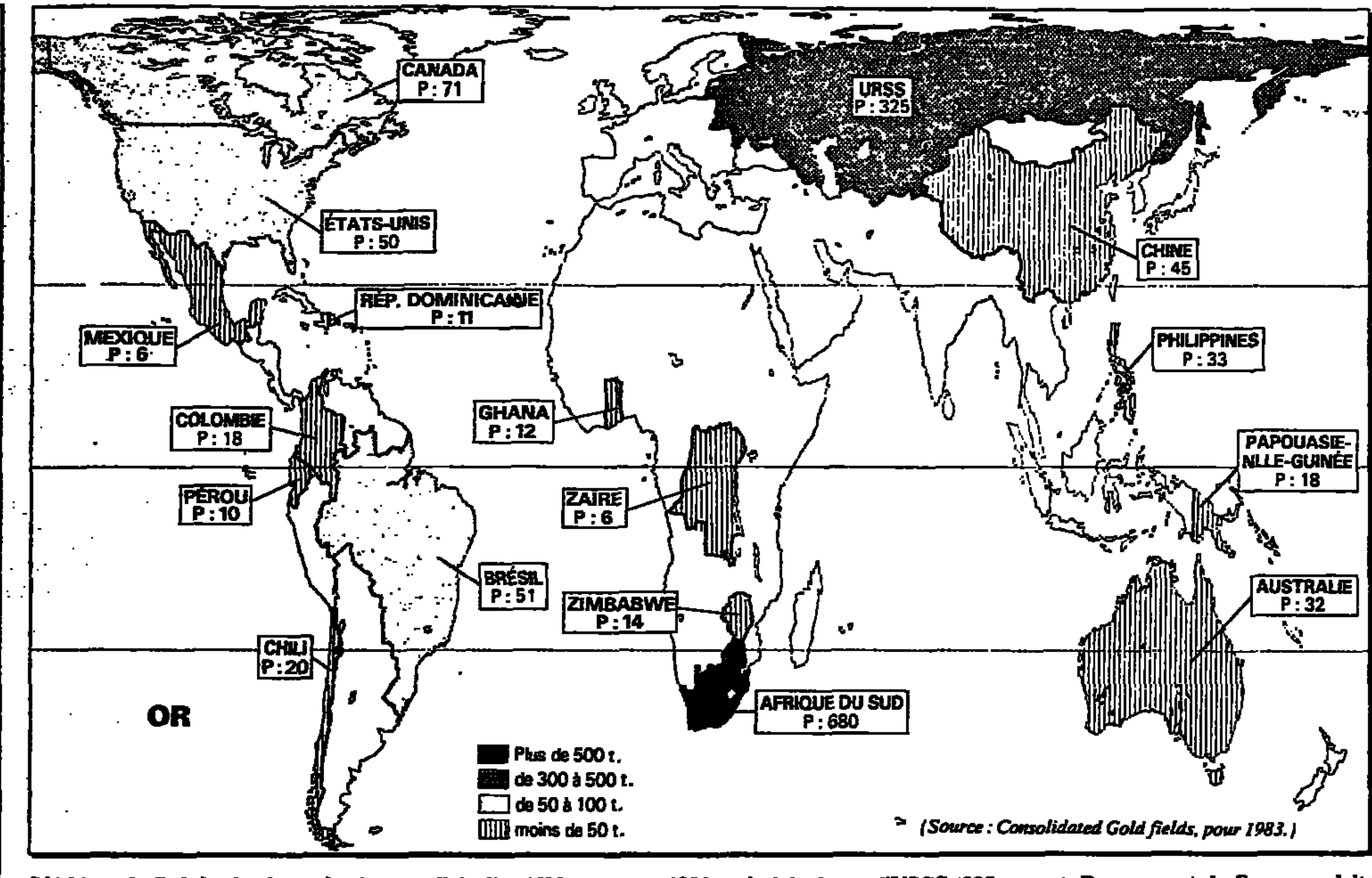
MAGIE jaune. Avec ses qualités particulières — il est inaltérable, malléable, ductile (1 gramme peut s'étirer sur 3 kilomètres), — l'or est apparu comme le plus parfait des métaux, et il fut un des premiers à être utilisé il y a six ou sept mille ans. Sa luminosité et sa pureté en firent un métal sacré, symbole du Soleil.

Aussi l'attrait de l'or a-t-il toujours été irrésistible. Les aventuriers du monde entier sont partis à sa recherche, lors des grandes ruées du dix-neuvième siècle, en Californie, en Australie, au Transvaal et au Klondike. Ni le désert ni les glaces n'ont arrêté leur quête — souvent vaine (les pépites sont très rares) — de richesses.

L'or est aussi lié au pouvoir. En Lydie, autrefois, le roi Crésus établit son influence sur les sables de la rivière Pactole. Les Egyptiens s'en servirent dans leurs rites funéraires, tandis qu'il tint un grand rôle dans les civilisations aztèque et inca.

Les alchimistes tentèrent pendant des siècles de trouver la pierre philosophale capable de transmuer les métaux en or. Plus prosaïquement, le métal précieux a facilité le commerce et cette *« relique barbare »*, dont parlait John Maynard Keynes, a servi d'étalon dans les relations monétaires internationales.

MICHEL BOYER.



L'Afrique du Sud domine la production mondiale d'or (680 tonnes en 1983), très loin devant l'URSS (325 tonnes). Pour sa part, la France exploite les deux seules mines d'or d'Europe occidentale, à Salsigne dans l'Aude (1,7 tonne en 1983) et au Bourneix dans la Haute-Vienne (0,5 tonne).

La fortune de l'Afrique du Sud

L'OR synonyme d'Afrique du Sud : 43 % du métal produit dans le monde au cours des quatre-vingt-dix-neuf dernières années l'ont été dans ce pays, qui en est le premier producteur et le premier exportateur, tout en possédant 60 % des réserves terrestres. Depuis 1886, année de la découverte, la part sud-africaine dans la production de l'or n'a cessé de croître, passant de 0,8 % en 1887 à 63 % du monde non communiste actuellement.

En un siècle, l'or a assuré la fortune du pays, prenant une place de plus en plus grande dans l'économie nationale. Après une constante progression jusqu'en 1970, où le record de 1 000 tonnes est établi, la production n'a depuis cessé de baisser, enregistrant toutefois un petit redressement ces dernières années. De quoi remplir quelques coffres. Les quelque 20 000 tonnes encore enfouies dans le sous-sol selon les estimations permettent d'assurer une production de 700 tonnes en moyenne pendant trente ans, même si l'extraction coûte de plus en plus cher.

Il faut descendre toujours plus bas. Les mines d'or d'Afrique du Sud sont les plus profondes du monde — 4 000 mètres et plus. Des territoires où l'espèce humaine n'avait jamais pénétré et où maintenant elle travaille pour s'emparer du précieux métal. A quel prix ? Au fil des ans, il faut de plus en plus extraire de minerai pour lui faire ensuite rendre le trésor qu'il renferme, solidement aggloméré au quartz.

Plus de 100 millions de tonnes de cailloux ont été sorties des entrailles de la terre en 1984 pour pouvoir récupérer de l'or (mais aussi de l'uranium qui lui est souvent associé) : 8 à 10 grammes par tonne en général, mais une moyenne nationale de 6,44. C'est peu apparemment, mais cela reste rentable.

Les coûts de production ne cessent de progresser, mais les bénéfices demeurent substantiels au fur et à mesure que la quête de l'or avance. Aussi, en dépit de la chute de l'or sur le marché mondial (300 dollars l'once en moyenne, alors qu'il avait passé la barre des 800 dollars en 1980), seize mines ont-elles entrepris de coûteux programmes d'investissement. Même si dans les années à venir, selon les prévisions, la part de l'Afrique du Sud diminuera dans la production mondiale, ce pays restera encore pour longtemps le numéro un.

Sur le rand

Le filon n'est pas près d'être tari et personne ne supposait, il y a un siècle, que sur ces terres arides, plates et balayées par le vent du Witwatersrand (crête des eaux blanches), à près de 2 000 mètres d'altitude, il y avait, cachée au cœur de la terre, une telle richesse. C'est en 1886 qu'un prospecteur du nom de George Harrison découvrit à la ferme de Landglaagte, à proximité de Johannesburg, une pierre contenant de l'or. Ainsi débuta la ruée, et une ville naquit qui, aujourd'hui, est la capitale économique et financière du pays, la ville de l'or.

Le bassin aurifère est constitué par un arc de 480 kilomètres de long, à cheval sur la frontière entre le Transvaal et l'Etat libre d'Orange. Le Reef, tel est le nom donné à cette veine qui court sous la Vaal-River. Sept principales zones d'exploitation, 55 mines — 21 modestes, 34 autres plus importantes, — que se partagent six grands groupes industriels, dont le trust Anglo-American Corporation, qui extraient la roche contenant les fines particules d'or, le plus souvent invisibles à l'œil nu.

Dur travail. A 1 000 mètres sous terre, la pression de la roche est équivalente à celle relevée à 2 700 mètres sous la mer. A 3 600 mètres, c'est comme si on avait 10 000 mètres d'eau au-dessus de la tête. Travail dangereux, qui, chaque année, coûte la vie à six cents mineurs. Les chutes de rochers sont la principale cause des accidents mortels. Travail inhumain, en raison de l'étroitesse de la veine, qui ne permet pas d'y accéder à l'aide de machines. La température peut atteindre 60 degrés. Elle est réduite au moyen d'air pompé à la surface, puis ventilé. On utilise même de la glace. L'installation de refroidissement de la mine de President Steyn consomme autant d'électricité que la ville de Kimberley (150 000 habitants). Le degré d'humidité atteint presque la saturation.

La production d'une once d'or (31,1 grammes) nécessite l'extraction de 3,3 tonnes de minerai, trente-neuf heures de travail, 5 400 litres d'eau, 572 kWh, 12 mètres cubes d'air comprimé. Une production qui est très chère, mais qui rapporte énormément d'argent. Après le coulage, les lingots sont entreposés à la Reserve Bank, puis vendus à travers le monde. La majeure partie est destinée à la joaillerie, et 16 % sert à fabriquer les célèbres krugerrands, dont la pureté est de 22 carats.

Chaque jour, 190 lingots de 12,5 kilogrammes sortent de la raffinerie, soit environ 2 400 kilos. L'Etat en bénéficie pour une large part, en prélevant 20 % sur les résultats (10 milliards de rands en 1984) des producteurs, soit 13 % du produit national brut. Le métal précieux représente en valeur 45 % des exportations du pays, les trois quarts des ventes de minéraux.

Principal moteur économique, l'or est pour l'essentiel le produit du travail des Noirs : 462 000 d'entre eux sont employés dans les mines d'or et seulement 47 000 Blancs, soit au total 70 % des mineurs sud-africains (717 000). Pourtant, la masse salariale des Noirs n'est que d'un tiers supérieure à celle de ceux qui les dirigent, les Blancs. Le salaire de base pour un débutant est de 166 rands (900 francs) par mois et la moyenne se situe à 355 rands (1 900 francs), ce qui marque de forts écarts selon les mines.

De l'argent qui, pour une très grande part, est envoyé dans les homelands ou les Etats voisins d'où viennent les travailleurs noirs, et qui servent de réservoirs de main-d'œuvre : 80 % de ces travailleurs de l'or n'ont pas la nationalité sud-africaine, qu'ils viennent du Bophuthatswana (140 000), du Transkei (130 000) ou du Lesotho (95 000) ; 80 % également d'entre eux descendent sous terre et rentrent chaque soir dans les chambres communes qui servent de « reposoirs » (hostels) à ces déracinés. Longtemps exploités, ils ne bénéficient que très peu des retombées de ce qui, en un siècle, a contribué pour une bonne part à faire de l'Afrique du Sud une puissance régionale.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Dans les profondeurs de la Terre

L'OR mérite-t-il sa place? Sa rareté et ses propriétés n'entrent pas seules en ligne de compte. Il existe d'autres facteurs, que la visite d'une mine fait apparaître : l'importance de l'infrastructure nécessaire à son extraction et surtout la quantité de sueur que cela nécessite. Une sueur qui ne coûte pas très cher d'ailleurs et qui rapporte énormément d'argent.

L'Anglo-American Corporation, l'immense trust sud-africain, exploite douze des trente-quatre plus grands «sièges». Vaal Reefs est l'un d'eux. Neuf puits, à deux heures de route au sud-ouest de Johannesburg, dans cette fameuse ceinture dorée, à cheval sur la rivière Vaal. Expression on ne peut plus appropriée, puisque cet arc ressemble tout à fait à un fer à cheval.

Il y a 2400 millions d'années que l'or charrié par les rivières s'est déposé sur les 50000 kilomètres carrés de ce qui était autrefois une mer. Des petites strates, plus ou moins larges, plus ou moins profondes, aujourd'hui prisonnières de la roche et qu'il faut délivrer au prix d'un effort gigantesque. Ces strates s'appellent ici des *reefs*.

Les puits sont disséminés sur une étendue plate, monotone, un peu triste. Le puits numéro 4 ne diffère pas des autres.

Le silence s'impose de lui-même

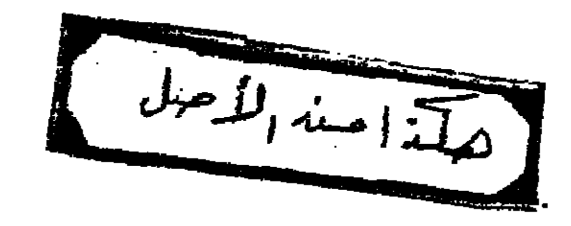
Au milieu des terrils et de tout l'environnement industriel, un parallélépipède de béton auquel sont accrochés les monte-charges qui, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, véhiculent travailleurs et minerai. Mouvement perpétuel crachant par ce trou des hommes épuisés et, le prix de cette fatigue, des montagnes d'or. 82 tonnes en 1984. Vaal Reefs est le troisième producteur au monde, après l'URSS et l'Afrique du Sud dans son entier. Plus du dixième de la production nationale.

Casqués, bottés, la descente commence. Une plongée de quelques minutes dans les entrailles de la terre, et la cote de 6600 pieds — un peu plus de 2000 mètres — est atteinte. Pas même le temps d'un petit pincement au cœur, mais le silence s'impose de lui-même, comme si l'écoute du monde intérieur avait déjà commencé.

Ce n'est que le début de ce voyage des profondeurs. Arrivés dans une sorte de crypte, un petit train électrique vous emmène dans un dédale de tunnels vers l'un des quatorze points d'extraction. L'enfer plutôt que Disneyland. L'or est loin, très loin, souvent à plus d'un kilomètre, quelquefois deux, au bout du labyrinthe. Mis bout à bout, les tunnels de Vaal Reefs permettraient de se rendre de Johannesburg au Cap sans voir la lumière, soit une distance de 1 500 kilomètres. On en creuse une centaine de kilomètres chaque année.

M. B.-R.

(*Lire la suite page 8.*)



A la recherche de l'or

Les nouveaux Klondike

GUY HEBERT est un homme d'affaires avisé... et qui tient ses promesses, même les plus farfelues. En 1982, ce jeune géologue québécois – il a alors trente-deux ans – a besoin d'argent pour poursuivre des travaux de forage en Abitibi, au nord-ouest du Québec, où il espère trouver de l'or. Il crée une société en commandite pour laquelle il demande des participations de 1 100 dollars (environ 8 000 francs). En contrepartie, il s'engage, à condition de trouver de l'or en quantité commercialisable, à remettre deux onces d'or aux investisseurs. Quelques mois plus tard, ces derniers reçoivent effectivement leur première once d'or, suivie, en mars 1984, d'une deuxième.

Depuis ce coup de poker, Guy Hebert est un homme respecté dans les milieux financiers de Montréal et de Toronto auprès desquels il a obtenu 30 millions de dollars pour financer les activités de sa compagnie minière, Ressources Aiguebelle, dont le siège se trouve à Rouyn-Noranda, en Abitibi. En 1984, la mine de Dest-Or, qui lui a permis de gagner son pari, a produit plus de 40 000 onces d'or, dont 6 000 ont été distribuées aux commanditaires. Le chiffre d'affaires de Ressources Aiguebelle est passé de 1 million de dollars la première année à 24 millions.

La société a construit un concentrateur qui peut traiter 1 000 tonnes de minerai par jour. Cette nouvelle installation a permis de réduire le coût de production d'une once d'or de 300 à 225 dollars, mettant ainsi Ressources Aiguebelle à l'abri de la baisse des cours de l'or sur le marché international (environ 300 dollars américains l'once, soit 400 dollars canadiens) et à peu près au même niveau que les mines d'Afrique du Sud.

Tous les chercheurs d'or n'ont pas autant de chance et de flair que Guy Hebert. Selon un hebdomadaire de Toronto, *The Financial Post*, dix mille sociétés détiennent des « propriétés aurifères » au Canada. Mais il n'y a que quarante-quatre mines d'or actuellement exploitées dans le pays. On estime que 95 % des filons découverts ne sont pas exploitables, car les coûts de production dépasseraient de loin le cours de l'or. Plusieurs mines en activité fonctionnent à perte, avec des coûts qui sont au-dessus de 400 dollars l'once.

Fermeture

La plupart des sociétés minières, dont certaines sont entrées en production au début des années 80 au moment où le cours de l'or dépassait 800 dollars l'once, comptent sur une reprise de la demande du métal jaune. Elles préfèrent perdre de l'argent temporairement plutôt que d'assumer les coûts très élevés d'une fermeture des installations suivie d'une reprise de la production.

Certaines sociétés ont dû malgré tout se résoudre à fermer des mines. C'est le cas de Pamour Porpucine Mines qui a, en juillet 1984, licencié quatre cent quatre-vingts employés dans deux mines de la région de Timmins, en Ontario. La production d'une once d'or lui revenait à plus de 500 dollars. Au Québec, qui produit à lui seul environ 40 % de l'or canadien, plusieurs sociétés ont ralenti leurs activités au cours des derniers mois, sans pour autant fermer définitivement des mines.

Pour se protéger contre la baisse du cours de l'or, les sociétés minières tentent de vendre le maximum de leur production sur les marchés à terme – qui sont nettement plus favorables – ou de compenser leurs pertes par l'acquisition de mines d'or plus rentables. En fait, les difficultés de certains producteurs d'or, qui avaient ouvert plusieurs mines dans l'euphorie provoquée par la montée spectaculaire du cours du métal en 1980, sont largement compensées par le succès des sociétés propriétaires de filons aurifères très prometteurs.

Une très grande partie de l'immense territoire canadien n'a pas encore été étudiée par les prospecteurs d'or. Depuis la grande époque du Klondike qui attira au tournant du siècle des milliers de chercheurs d'or dans le territoire septentrional du Yukon, les géologues ont découvert de nouveaux Eldorado, provoquant à chaque fois d'importants déplacements de population et beaucoup de laissés-pour-compte. Le Yukon, où l'or se fait de plus en plus rare, a été remplacé par l'Abitibi et par la région de Hemlo, au nord du lac Supérieur, en Ontario.

Depuis cinquante ans, la faille géologique Cadillac, qui traverse l'Abitibi d'est en ouest jusqu'à l'Ontario, fait vivre de nombreuses villes minières, comme Val-d'Or, Rouyn-Noranda, Malartic, Barraute et quelques autres, qui doivent leur existence à la centaine de dépôts aurifères découverts dans la région au cours des soixante dernières années. Il reste encore à explorer les failles secondaires transversales, comme la faille Dest-Or où Ressources Aiguebelle a ouvert une mine.

La région de Casa-Berardi, près de la frontière avec l'Ontario, attire depuis peu l'attention de nombreuses compagnies minières, y compris des Etats-Unis (Getty Minerals et Amoco en particulier), qui suivent de près les travaux de forage de la société canadienne Inco. Selon un dirigeant de cette entreprise, il y aurait *« énormément d'or »* à cet endroit. Ces nouvelles découvertes pourraient permettre au Québec de retrouver son niveau de production des années 50 (environ 36 tonnes par an, soit 10 tonnes de plus qu'aujourd'hui). Déjà, l'or est redevenu en 1984 le premier produit minier en valeur au Québec (450 millions de dollars) devant le fer et le cuivre.

En Ontario, la découverte des fabuleux gisements de Hemlo en 1981 a provoqué une nouvelle ruée vers l'or dans la région du lac Supérieur. Environ deux cents sociétés minières ont acheté des concessions dans cette région revendiquée par les Indiens Ojibway qui exigent des compensations.

Les réserves d'or de Hemlo sont évaluées à 20 millions d'onces, soit huit fois la production annuelle du Canada, ce qui représente 9 milliards de dollars au cours actuel de l'or. L'exploitation des filons qui doit commencera en 1985, devrait permettre au Canada de maintenir sa position de troisième producteur mondial qui est actuellement menacée par la montée fulgurante du Brésil.

BERTRAND DE LA GRANGE.



Orpailleurs, d'après une gravure ancienne (L'or, *Cahiers du Crédit suisse*, n° 66).

Dans les profondeurs de la Terre

(Suite de la page 7.)

Après le train, des petites chaises pour descendre, encore et toujours. La chaleur augmente, les boyaux se rétrécissent, la lumière artificielle est plus chiche. Le contremaître attend, toujours un Blanc, en application du *job reservation*. C'est à cet endroit, sur des bancs alignés le long des parois suintantes d'eau, que les consignes de travail et de sécurité sont données à une cinquantaine de mineurs noirs qui se relaient jour et nuit pour extraire des tréfonds le quartz renfermant l'or, mais aussi de l'uranium (dont 2000 tonnes sont produites chaque année à Vaal Reefs).

6750 pieds sous terre, direction nord-ouest. Chaque mineur prend sa ration de « movit », une poudre jaune clair, sucrée, bourrée de vitamines et de protéines qui, mélangée à de l'eau, constituera pendant huit heures aliment et boisson. Petits, minces, sans un gramme de graisse, les mineurs s'en vont accomplir la tâche assignée. Au fur et à mesure de la progression, l'espace diminue, le tunnel devient boyau, puis faille. Le soutènement métallique et les parois grillagées du début ont fait place à des soupentes encombrées de rochers et de piles d'étais en bois. De chaque côté, de larges fissures horizontales par lesquelles on a suivi, jusqu'à ce que ce ne soit plus possible ou pas assez rentable, la veine aurifère. La pression a écrasé le bois et dans quelques mois les deux parois se seront rejointes.

Ce n'est que recroquevillé que l'on atteint enfin dans un déluge de sueur le fond du trou, la face de taille, le lieu de la bataille contre le roc. Assis, accroupis, les genoux recouverts d'une protection de caoutchouc, le front ceint d'un morceau de toile qui dépasse du casque, les mineurs sont à l'œuvre par 34° C, dans la pétarade des marteaux-piqueurs. Ils percent et percent encore des trous dans une portion de quartz délimitée à la peinture rouge sur une paroi gris-noir qui fait à peine 1 mètre de hauteur. Au milieu de cette face, un filet plus foncé de 2 à 3 centimètres de large qui court le long de la paroi, c'est le *reef*, la fameuse veine qui renferme en son sein les paillettes convoitées.

A part les mineurs, seuls atteignent ce cul-de-sac abyssal : le bois des étais, l'air comprimé et l'eau des marteaux-piqueurs, ainsi que la dynamite. Après chaque explosion, une fois écoulé un délai de quatre heures, commencent l'extraction et l'évacuation du minerai. Tout est emmené vers la surface, y compris la poussière que l'on a méticuleusement récupérée, parce que, paraît-il, elle contient une grande quantité d'or. La proportion totale n'est cependant pas énorme, la moyenne étant de 8 grammes par tonne de matériaux.

Lingots

Chaque année, près de 10 millions de tonnes de quartz sont hissées jusqu'à la surface avant d'être traitées notamment au moyen d'une solution à base de cyanure qui permet de séparer l'or du carbone. Puis c'est au tour de l'uranium d'être extrait, avant que la vile roche n'aille grossir les terrils environnants. Un travail de récupération qui nécessite d'importantes installations industrielles, avant que le métal en fusion ne vienne caresser les parois du moule à lingots. Des lingots que ceux d'en bas ne verront jamais, eux qui se contentent, si l'on peut dire, de lutter contre la matière.

« C'est excitant, souligne le directeur général de la mine, M. R.G. Williams, *de se battre contre la nature. »* Peut-être, mais quelle épreuve de batailler huit heures durant, ruisselant de sueur et d'eau, toujours à la merci d'un éboulement, la source d'accidents la plus fréquente. Les mines d'or d'Afrique du Sud, parce que très profondes, sont souvent les plus meurtrières du monde. Les victimes en sont les travailleurs migrants venus des *homelands* qui, après avoir signé un contrat, découvrent au bout de quelques semaines un univers dont ils n'avaient pas la moindre idée. Le *fanakalo*, une sorte d'espéranto rudimentaire des mines, composé à partir de six langues, leur sert de moyen de communication.

Quarante-deux mille mineurs noirs travaillent à Vaal Reefs, dont trente mille au fond. Leurs salaires varient en fonction de leurs qualifications ; mais pour celui qui s'échine contre la matière, la moyenne est de 600 à 700 rands par mois, plus un maximum de 200 rands quand la rentabilité est bonne (soit, au plus, de 4000 à 5000 F). Leur journée achevée, ils rentrent dans ce que l'on appelle les « hostels », des baraquements pour célibataires souvent sordides.

A Vaal Reefs, les responsables de l'Anglo-American nous ont montré celui du puits numéro 9. Un ensemble moderne, tout neuf, la preuve que la société sait récompenser le prix de la sueur. Six mille hommes logent dans ces bâtiments somme toute réussis. Une usine à dormir et à bouffer où l'entassement n'est plus de règle. Les cantines sont toujours ouvertes. Une cuisine gigantesque fonctionne en permanence, déversant des tonnes de nourriture par des canalisations à l'intérieur de charrettes tractées jusqu'au réfectoire. Là, elle est distribuée à même un plateau en plastique pour reconstituer la force de travail de cette main-d'œuvre qui a fait la fortune de l'Afrique du Sud.

M. B.-R.

Cote – 4 000

LES mines sud-africaines ont établi des records en tout genre. La plus grande profondeur avec la cote – 4 265 mètres au puits de Western Deep Levels ; les ascenseurs les plus rapides faisant 65,8 kilomètres à l'heure ; le câble le plus long soit 15,2 kilomètres. Autre performance : les mines d'or utilisent par an 18 milliards de kWh d'électricité, soit près du cinquième de la production nationale et plus du dixième de celle produite sur tout le continent africain.

Si l'on rassemblait tous les terrils en un seul, celui-ci atteindrait la hauteur du Kilimandjaro, soit 5 964 mètres. Enfin — dernier record qui lui, ne figure pas dans l'énumération — celui des morts par accident. Depuis 1911, environ 44 000 mineurs ont péri dans les mines d'or, dont 3 000 Blancs et 41 000 « non-blancs ». Une moyenne de 600 ces dernières années, 601 en 1984.

M. B.-R.

Un syndicat noir

DEPUIS sa création en 1982, l'Union nationale des mineurs (National Union of Mineworkers-NUM), un syndicat noir, a réalisé une progression étonnante. Il revendique 110 000 adhérents, soit le cinquième des quelque 500 000 Noirs employés dans les mines d'or et de charbon. Sa croissance et sa reconnaissance par vingt-neuf directions de mines en ont fait l'un des plus importants syndicats d'Afrique du Sud.

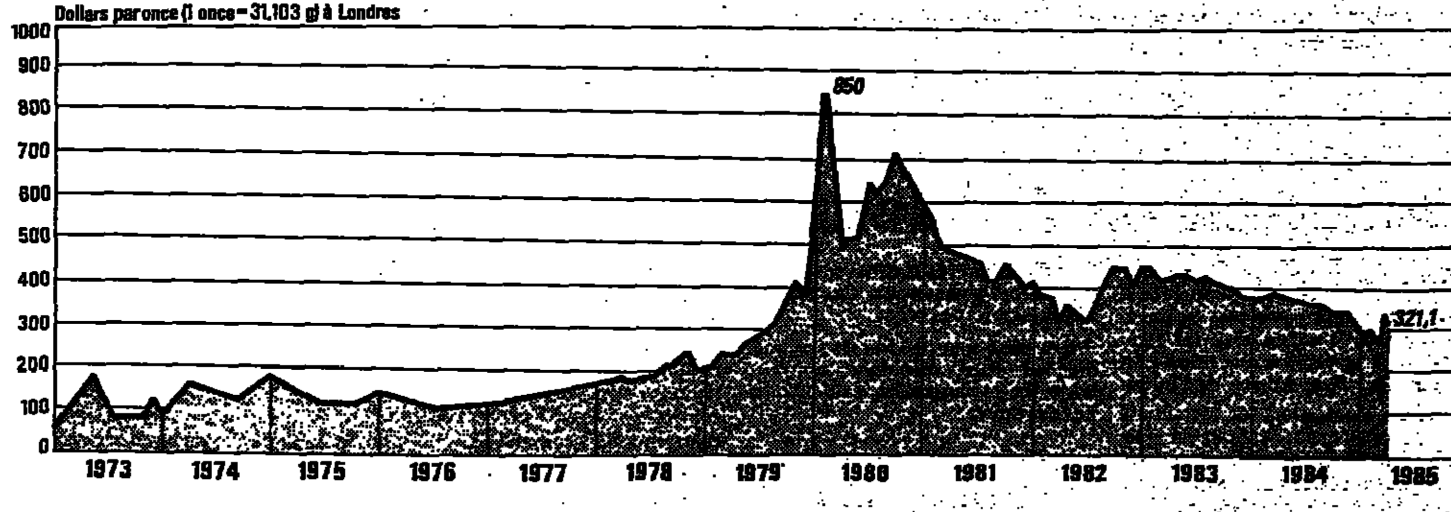
Pour la première fois, à l'automne 1984, la NUM a lancé une grève légale dans les mines d'or, qui s'est finalement terminée par un accord, mais a été à l'origine de violents incidents et a provoqué la mort de dix personnes. Ce jeune syndicat, dirigé par M. Cyril Ramaphosa, n'a pas peur de s'attaquer à la puissante Chambre des mines.

Son objectif est de faire abolir le fameux *job reservation*, cette loi de 1911 qui destine les emplois qualifiés à tous les « non-Noirs ». Treize catégories de travail auxquels les Noirs ne peuvent accéder — même si leur compétence le leur permet — notamment celle d'utiliser les explosifs, et que les Blancs (10 % des salariés) entendent bien défendre. En 1981, la commission Wiehahn avait proposé de remplacer le terme de *« qualifié »* par celui de *« compétent »*.

Autre cheval de bataille : la sécurité et les augmentations de salaires. Cette dernière revendication a entraîné une progression sensible du nombre des conflits. 336 en 1983 ; 469 en 1984, dont 426 dans lesquels 167 948 Noirs ont été impliqués.

M. B.-R.

A l'inverse du dollar



Au fur et à mesure que s'affirmait le rôle monétaire du dollar, les cours de l'or ont subi un mouvement de balancier en sens inverse. Seules l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan, en décembre 1979, et les incertitudes politiques internationales (conflit entre les Etats-Unis et l'Iran) qui ont plané sur les marchés pendant plus de deux ans ont soutenu artificiellement les cours. Toutefois à partir de 1982, l'once d'or fin, qui avait grimpé jusqu'à 800 dollars, est retombée à 400, puis à 300 dollars fin 1983. Ce niveau ne devait pratiquement pas bouger l'année suivante. La remontée de 1985 est liée aux soubresauts du dollar sur les places financières internationales.

PRODUCTION		CONSOMMATION	
AFRIQUE DU SUD	680	ÉTATS-UNIS	172
URSS	325	ITALIE	159
CANADA	71	AFRIQUE DU SUD	113
BRÉSIL	51	JAPON	94
ÉTATS-UNIS	50	INDE	54
CHINE	45	ALLEMAGNE FÉDÉRALE	53
PHILIPPINES	33	CANADA	46
AUSTRALIE	32	ÉGYPTE	33
CHILI	19	TURQUIE	27
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE	18	GRANDE-BRETAGNE	25
MONDE	1458	MONDE (1)	1002

En tonnes.

SOURCE : Consolidated Goldfields, pour 1983.

(1) Consommation des pays non communistes. Elle se répartit entre la bijouterie (598 tonnes), la frappe de monnaie (165 tonnes), l'électronique (97 tonnes), la décoration (58 tonnes), l'art dentaire (53 tonnes) et les médailles (31 tonnes). La France a consommé 24 tonnes d'or (17 tonnes pour la bijouterie).

A la recherche de l'or

La chronique de Paul Fabra

L'étalon-or, un système monétaire d'avenir

S'INTERROGEANT sur les causes qui ont pu déterminer la décadence de la Chine, à laquelle on devait l'invention de la boussole, de la poudre, de la fabrication du papier, Tocqueville donne à peu près l'explication suivante : un peuple entre dans le déclin quand il a oublié la raison d'être des instruments dont il continue à se servir en quelque sorte machinalement. Ces instruments peuvent être des outils matériels comme ceux qui ont été cités, mais aussi des institutions, des lois, des usages qui règlent la vie sociale.

N'est-ce pas en profondeur un motif de ce genre qui est à l'origine de la véritable déchéance qu'ont connue, depuis plus d'un demi-siècle, avec quelques sursauts passagers, les mécanismes monétaires ? Parmi ces sursauts, qui ne sont pas parvenus à redresser durablement le cours des événements, le plus remarquable aura été la reconstruction d'un système international au lendemain de la deuxième guerre mondiale.

Les fondements en avaient été définis à la conférence de Bretton-Woods tenue en juillet 1944. Mais c'est seulement au début de 1959 que l'ensemble des pays industrialisés de l'Occident ont commencé à se conformer aux obligations essentielles stipulées par les accords de Bretton-Woods. Le système n'aura vécu dans toute sa plénitude que *douze* ans à peine, ce qui est, au regard de l'histoire une bien courte période, deux fois plus longue toutefois que celle pendant laquelle avait duré – disons de 1925/1926 à 1931/1933 – le système monétaire reconstruit après la première guerre mondiale.

A la faveur de cette brève stabilité, d'énormes progrès ont été accomplis : la naissance du Marché commun européen (en 1959), en particulier, et l'essor des échanges internationaux, symbolisé par l'issue heureuse des négociations sur l'abaissement des tarifs douaniers en 1967 (« Kennedy Round »). Il en est résulté une prospérité économique sans précédent, que l'interminable crise qui a bientôt suivi l'effondrement du système de Bretton-Woods (1971/1973) a remis, mais partiellement seulement, en cause.

SI les hommes de notre époque ont été incapables de s'opposer à temps aux désordres de l'inflation et à leurs sequelles, qui ont conduit à une formidable dépréciation du pouvoir d'achat de toutes les monnaies, puis à la hausse des taux d'intérêt et à l'instabilité chronique des taux de change, il ne faut pas s'en étonner. On n'a aucune chance de conjurer les périls qu'on ne voit pas venir. Or l'histoire monétaire contemporaine aura été, avant d'être une histoire de crises successives, une histoire de l'imprévoyance due à des erreurs constantes de diagnostic. Citons, à titre d'exemples, deux bévues magistrales.

Le projet d'une réforme du système monétaire international ne date pas d'aujourd'hui. C'est en septembre 1963 que les grands pays de l'Occident ont chargé leurs experts de leur préparer une étude à ce sujet. Mais les gouvernements avaient soigneusement délimité le champ d'investigation de ceux que le général de Gaulle appelait les « *idoines* » : il leur était interdit d'envisager comme solution soit une revalorisation du prix officiel de l'or, qui est resté fixé à 35 dollars l'once jusqu'en 1971, soit les changes flottants. C'était là un mandat parfaitement contradictoire, car le prix officiel du métal précieux était déjà à l'époque manifestement sous-évalué. Quelques Cassandre avaient prédit que les tensions qui en résulteraient finiraient par emporter la construction tout entière. Autrement dit, que le jour viendrait immanquablement où il serait impossible et de maintenir le prix de l'or à ce niveau et que, ce premier barrage sauté, il serait impossible de conserver des parités fixes entre les différentes grandes monnaies. Les faits devaient confirmer ces prévisions combien minoritaires.

Il fut décidé à la fin des années 60 d'émettre des droits de tirage spéciaux (DTS) *qui* sont à l'échelle du monde un peu ce qu'est l'ECU à l'échelle de l'Europe communautaire : une unité de compte composite qu'on voulait promouvoir au rang de monnaie universelle. L'idée était qu'on aurait besoin de ce nouvel instrument pour pallier la pénurie de dollars le jour où les Etats-Unis auraient (c'était déjà la préoccupation) supprimé leur déficit extérieur. Les premiers DTS furent émis alors que le monde allait connaître, sous l'effet d'une inflation longtemps réprimée, un véritable déluge de liquidités.

Au terme de ces péripéties aux conséquences, il est vrai, dramatiques, il fut convenu – en 1976 – de réécrire la charte de Bretton-Woods, afin, en particulier, d'éliminer toute référence à l'or. Ne s'agissait-il pas d'un simple *aggiornamento ?* Les négociateurs de 1944 avaient bien placé l'or, étalon de valeur, au centre de leur système. Mais ce faisant n'avaient-ils pas sacrifié à un rite plutôt que posé la pierre angulaire de l'édifice ? A cette question, la grande majorité des économistes, des experts et, à leur suite, des hommes politiques ont depuis deux générations répondu par l'affirmative. Presque tous sont encore aujourd'hui prêts à faire leur la remarque de John Maynard Keynes selon laquelle, dans le *monde moderne*, l'or est une « relique barbare », un legs inutile du passé. A quoi bon conserver ce qui n'est qu'une survivance d'un autre âge ?

Cette idée presque universellement reçue repose en réalité sur un sophisme que je serais pour ma part tenté d'appeler sophisme de Triffin, car le célèbre (et par ailleurs remarquable) économiste belgo-américain a formulé en termes exprès un raisonnement implicitement tenu par la plupart de nos contemporains. En voici, résumé, l'enchaînement : à l'intérieur de chaque nation, on est passé graduellement d'un système de paiements au moyen d'espèces métalliques à la monnaie fiduciaire (billets de banque), puis scripturale (paiements par virement de compte à compte au moyen du chèque).

UNE nouvelle étape est en train d'être franchie sous nos yeux, avec l'essor des règlements par cartes de crédit, en attendant, demain, l'avènement de la monétique. Autrement dit, le progrès en matière monétaire consiste à avoir recours à des instruments de paiement de plus en plus dématérialisés. N'est-on pas fondé à s'attendre à une évolution semblable dans les rapports monétaires entre les nations, et n'est-ce pas servir la rationalité que de la favoriser en acclimatant des moyens de règlements internationaux de plus en plus « abstraits », devises (lesquelles ne sont pas autre chose qu'une créance libellée en monnaie étrangère), DTS, ECU ?

L'argumentation paraît d'autant plus convaincante qu'elle est, évidemment, pour sa partie technique, entièrement vraie. Il est clair que payer son repas au restaurant avec une pièce d'or ou d'argent qu'on sort de son gousset est un usage incommode et à jamais révolu (sauf période de régression, due à une guerre ou... à une inflation débridée faisant perdre toute confiance dans les « signes monétaires »). Contrairement à ce que l'on pourrait croire, la pratique internationale a précédé cette évolution. Au début de ce siècle, apogée de l'étalon-or, les déficits de balance des paiements se réglaient pour leur quasi-totalité par des crédits à court terme ; les transferts matériels de métal jaune de pays à pays portaient sur des quantités minimes, en réalité beaucoup plus petites que les déplacements d'or en direction des Etats-Unis auxquels on a assisté pendant les années 30, puis en sens inverse, pendant les années 60. Quel pourrait être dans ces conditions la place de l'or dans un système monétaire moderne ?

La réponse à cette question, on la trouve chez les premiers théoriciens de l'étalon-or, dont la pensée a servi de guide pendant la longue période de stabilité qui a pris fin en août 1914. Les meilleurs d'entre eux étaient tout à fait conscients de l'évolution vers la « dématérialisation » à laquelle il vient d'être fait allusion. En 1817, David Ricardo écrivait : « *Une monnaie est dans son plus grand état de perfection quand elle est entièrement constituée de papier monnaie* (when it consists wholly of paper money), *mais de papier monnaie ayant une valeur égale à celle de l'or qu'il est censé représenter.* »

Autrement dit, le progrès consiste à disposer d'une monnaie qui se présente de façon aussi abstraite que possible, mais dont la valeur est aussi réelle que possible. L'oubli de ce principe en faveur d'un modernisme rétrograde a provoqué bien des troubles et des sacrifices inutiles.

Envoûtement en Inde

DEPUIS le 6 février 1985, le public indien *suit* de près les péripéties des chaloupes de dattes fraîches en provenance du Golfe..., c'est-à-dire depuis le jour où le *Saraas* a rejoint Mandvi, son port d'attache, dans la baie de Kutch, une région marécageuse à souhait, frontalière avec le Pakistan, connue pour sa ligne côtière changeante à chaque marée et pour ses contrebandiers. Ce jour-là, agissant sur dénonciation, les douaniers indiens passèrent le bâteau au peigne fin, et, dissimulé dans sa charpente, un trésor de montres japonaises, de matériel électronique et de quelque 120 kilogrammes d'or en «biscuits» (briquettes de 33 onces) les attendait.

Quelques jours plus tard, au même endroit, nouvelle «découverte» sur l' *Umedpasha* – 580 kilogrammes d'or. Le 13 février, c'est le tour du *Laxmi* – 115 kilogrammes d'or, – suivi, le 16, du *Travaqqal-Jilani* – 425 kilogrammes d'or... Point commun : tous ces bateaux portaient une cargaison déclarée de dattes arabes.

En moins d'un mois, les douaniers ont mis le doigt sur le vice secret du pays : une avidité insatiable pour le métal jaune coupant à travers toutes les barrières sociales et présente dans chaque foyer. Selon l'Association des orfèvres indiens, il existerait, à l'heure actuelle, plus de 5 000 tonnes d'or aux mains des particuliers, soit vingt fois les réserves de la Banque centrale. Et encore, cette estimation a de fortes chances d'être en dessous de la réalité.

Cet envoûtement s'explique aisément. L'Inde est un pays où le réseau bancaire est peu développé, et où, de toute façon, l'on n'a pas l'habitude du livret d'épargne. Dans ces conditions, les bijoux familiaux – la loi interdisant la possession de lingots poinçonnés – tiennent lieu de *sécurité* en cas de coup dur. Il faut ajouter les occasions religieuses et matrimoniales, où l'offrande en or est de pratique courante.

Ainsi, chaque année, bien que les importations d'or restent interdites depuis le commencement de la seconde guerre mondiale, le marché intérieur brasse entre 130 tonnes et 250 tonnes de métal jaune. Si l'on exclut la production nationale, qui est négligeable, et le recyclage officiel (environ 65 tonnes par an), on s'aperçoit que la contrebande répond, pour plus de la moitié, à la demande nationale. Cet or «illégal» (70 tonnes en 1984) est racheté par près de trois cent mille bijoutiers qui en font des bagues, des bracelets et des colliers rapidement écoulés à leur tour. Ainsi traité, l'or indien est revendu à un prix deux fois plus élevé qu'au cours du marché de Londres.

Parallèlement à son désir de lutter contre cette thésaurisation traditionnelle et improductive (une fraction considérable de l'épargne nationale est ainsi immobilisée), le gouvernement indien s'inquiète de la perte de devises liée à ce commerce. Déjà, à plusieurs reprises, les dirigeants du pays ont tenté de contrôler la dipsomanie aurifère de leurs concitoyens.

Au lendemain de la défaite indienne, en 1963, dans sa guerre avec la Chine, Jawaharlal Nehru chercha à renflouer les caisses de l'Etat en lançant un emprunt gagé sur l'or et en interdisant la possession d'objets d'une pureté supérieure à 14 carats. Cinq ans plus tard, ces mesures d'urgence furent dûment codifiées dans le Gold Control Act, qui impose une limite maximale de 4 kilogrammes d'or par famille et de 2 kilogrammes par individu. Pour la petite histoire, signalons que, en 1959, l'Inde a «perçu» sa dernière livraison extérieure d'or lorsqu'elle est devenue consignataire du trésor que le dalaï-lama a pu emporter avec lui lors de sa fuite devant les troupes chinoises occupant Lhassa.

L'opposition au pouvoir, lors de la coalition Janata, s'est, elle aussi, intéressée au commerce de l'or en adoptant une approche radicalement différente. En voulant faire d'une pierre deux coups – éponger une partie du déficit national et couper l'herbe sous les pieds des contrebandiers, – le gouvernement organisa en 1978 les dernières ventes d'or ouvertes au grand public et mit aux enchères 13 tonnes d'or à un prix de base légèrement supérieur au cours londonien de l'époque. Une pareille quantité de métal jaune, au lieu de satisfaire la soif des Indiens, n'a fait que de la stimuler... La contrebande redoubla, et les bateaux interlopes défilèrent, dattes fraîches sur le pont et or dans la cale.

Les vieux filons

Selon le ministère des finances, les services des douanes ont, en 1984, saisi pour 10 millions de roupies (1) de métal jaune. A la suite des raids de février, la valeur saisie pour les deux premiers mois de 1985 est d'ores et déjà de 12 millions de roupies. Le gouvernement de Rajiv Gandhi a décidé, une fois pour toutes, de mettre le holà à ce trafic : la prime récompensant les douaniers efficaces a été élevée de 10 à 20 % de la valeur de la prise (une prise d'opium ou d'héroïne ne rapporte presque rien).

En outre, le département des mines redécouvre ses vieux filons. En 1984, comme chaque année, l'Inde a tiré 2,6 tonnes d'or de son sous-sol, dont 90 % proviennent de deux mines dans l'État du Karnataka (Kolar et Hutti), le reste ayant été récupéré dans les raffineries de cuivre. Le plus ancien de ces gisements, les Kolar Gold Fields, à l'est de Bangalore, ouvert en 1880, figure parmi les plus profonds du monde, puisque le minerai est puisé à plus de 3 000 mètres. Nationalisée en 1972, cette mine – comme le gisement voisin de Hutti – fonctionne à perte, avec, en 1984 un déficit de 57 millions de roupies, malgré le rachat de la production par le gouvernement à un prix de 35 % supérieur au cours de Londres. Cette mauvaise performance serait due à la pauvreté du minerai : tout juste 3,4 grammes par tonne, contre, dit-on, 47 il y a un siècle...

Près de la moitié de la production nationale est destinée aux besoins industriels, principalement au secteur... textile (saris brodés) et aussi à l'industrie électronique. Depuis peu toutefois, selon l'Inventaire géologique, il a été fait état de la découverte de *« traces aurifères éventuellement exploitables »* dans les alluvions de la plaine gangétique et ailleurs. On a également annoncé la réouverture des mines de Yeppammana (Andhra-Pradesh), abandonnées en 1927, mais dont la rentabilité serait de nouveau assurée grâce à l'emploi de technologies d'extraction avancées. Ainsi, en passe d'être théoriquement «requinquée», l'industrie minière indienne espère augmenter sa production d'environ un quart d'ici à 1990.

Toutefois, selon un porte-parole du département des mines, toutes les réserves de minerai riche ont été épuisées avant 1947. *« Il ne nous reste*, dit-il, *que des gisements à moins de 5 grammes par tonne »*. Cette appréciation plus sobre des possibilités minières indiennes, ainsi que le refus du gouvernement de libéraliser de quelque façon que ce soit les importations d'or (2), feront que les cours intérieurs resteront élevés. Et le golfe de Kutch continuera sans doute longtemps encore à attirer les chaloupes de dattes venues de Dubai...

KIM GORDON-BATES.

(1) 1 roupie = 0,8 franc.

(2) Le gouvernement permet les importations d'or uniquement pour approvisionner la bijouterie d'exportation. En effet, les exportations de bijoux en or ont accompli un bond fulgurant de 30 millions de roupies en 1980-1981 à ...850 millions en 1983-1984. Ces ventes se font surtout auprès des communautés indiennes installées dans le Golfe et en Grande-Bretagne.

Fuite d'argent

SI la contrebande fait entrer l'or en Inde, le phénomène inverse frappe les réserves nationales d'argent. Le pays dispose néanmoins de stocks assez considérables – estimés par la Banque centrale en 1980 à 70 000 tonnes, – accumulés au long des siècles de son histoire. Moins prisé que l'or par les consommateurs indiens, l'argent – dont l'exportation est prohibée – alimente frauduleusement plusieurs marchés mondiaux.

Une fois de plus, la plaque tournante de ce trafic serait située, selon les autorités indiennes, dans les ports du Golfe. Ainsi, selon la « Bombay Bullion Association » (BBA), environ 700 kilogrammes d'argent ont été illégalement exportés en 1984.

Toutefois, déprimée par une baisse de la demande internationale et la faiblesse des cours à l'étranger, la contrebande d'argent n'est à l'heure actuelle que le pâle reflet de ce qu'elle a été il y a quelques années. Ainsi, d'après la BBA, 32 tonnes d'argent sous des formes diverses sont, en 1982, sorties du territoire national.

Entre 1965 et 1979, toujours selon la BBA, l'argent fuyait l'Inde au rythme de 1 000 tonnes par an. Aujourd'hui pourtant, la BBA s'efforce d'obtenir du gouvernement indien une libéralisation des exportations afin de stimuler l'artisanat et la bijouterie indiennes.

K. G.-B.

Le Monde

Dix matières premières

Une brochure consacrée à dix grandes matières premières – du café au diamant – sera mise en vente à partir du lundi 15 avril. Cet ouvrage de 96 pages, vendu au prix de 28 F, présente les enquêtes – actualisées et complétées – menées dans vingt-sept pays sur le périple des produits de base. Comportant cartes, tableaux, statistiques et graphiques, la brochure *Matières premières* permet de les suivre de la mine ou de la plantation jusqu'à l'usine ou la table. Coupant à travers les continents, elle fait mieux saisir l'enjeu des échanges entre les différents pays du monde du Nord comme du Sud, de l'Est comme de l'Ouest.

Fièvre au Brésil

LA grande aventure de l'or marque la forêt amazonienne. Plusieurs centaines de pilotes assurent les liaisons entre Itaituba et les nombreux *garimpos* (mines d'or) dispersés sur des dizaines de milliers de kilomètres carrés dans cette immense masse verte qui s'étend, au sud d'une ligne Manaus-Belém, du Rio Tapajos à Serra Pelada. Les avions surchargés transportent les *garimpeiros* (mineurs d'or) et les prostituées qui peuvent se payer ce luxe, le matériel de forage, la nourriture et, bien sûr, l'or qui est à l'origine de toute cette activité.

Depuis cinq ans, la fièvre de l'or s'est emparée du Brésil. Fuyant la sécheresse et la misère, les loqueteux du Nord-Est affluent par dizaines, par milliers dans le nouvel Eldorado. A Serra Pelada, entassés les uns sur les autres au fond d'un entonnoir à ciel ouvert, ils creusent la terre détrempée à la recherche du filon, de la pépite qui les sortira de la misère. Rares pourtant sont les élus, même si l'or est abondant. Car il faut être propriétaire du *barranco* (parcelle) pour toucher le gros lot. Les autres, l'immense majorité, qui offrent leurs bras pour fouiller la terre, reçoivent un petit pourcentage, juste assez pour les forcer à continuer.

En 1983, Serra Pelada a «donné» à elle seule 14 tonnes. C'est plus que la production annuelle totale du Brésil en 1975 (12,5 tonnes). Aujourd'hui, ce pays, qui fut le premier producteur mondial au dix-huitième siècle, est sur le point, grâce aux *garimpeiros*, de supplanter le Canada et de prendre la troisième place. En fait, le Brésil produit déjà sans doute plus d'or que le Canada, si on tient compte du métal évacué clandestinement.

A Serra Pelada, les autorités contrôlent étroitement les activités des *garimpeiros* qui sont concentrés sur une zone minuscule. En revanche, plus à l'ouest, à 700 kilomètres de là, les mineurs du Rio Tapajos et de ses affluents sont dispersés sur des milliers de kilomètres carrés. Cent mille *garimpeiros* vont et viennent dans cet immense territoire, ce qui rend les contrôles très difficiles.

Les représentants du ministère fédéral des mines sont bien placés pour savoir que les mines du Rio Tapajos produisent davantage que les 10 tonnes annuelles officiellement déclarées. A Brasilia, on estime que la production clandestine atteint au moins 10 tonnes. Les géologues, qui sont envoyés sur le terrain par le gouvernement fédéral pour apprendre aux *garimpeiros* à exploiter rationnellement les mines, parlent même de 40 tonnes non déclarées pour la seule région du Tapajos.

Ce ne sont pas les petits chercheurs d'or qui écoulent leur production en contrebande, mais les propriétaires de *garimpos* qui disposent d'avions pour transporter le métal vers les grandes villes du Brésil, au sud, et vers le Venezuela, au nord, où ils obtiennent un prix supérieur à celui fixé par Brasilia. Les transactions légales se font elles à Itaituba, un ancien village de pêcheurs devenu une ville de soixante-dix mille habitants bruissante d'activités.

Tout a été construit très vite dans l'anarchie la plus totale. Les rues, dont pas une n'est goudronnée, sont une succession de nids de poule qui épuisent en peu de temps les meilleures suspensions. Itaituba ne vit que de l'or. Une vingtaine de commerces annoncent sans détour leurs activités en grosses lettres multicolores : *« Compramos ouro »* (nous achetons de l'or).

Dans du papier

Ze Arrara achète à lui seul la moitié de l'or vendu à Itaituba. Il possède plusieurs mines et des avions qui, paraît-il, s'égarent parfois du côté du Venezuela. Les *garimpeiros* défilent dans son magasin avec leurs quelques grammes d'or dans un tube d'aspirine ou emballés dans du papier. Avant de proposer un prix, les employés procèdent à plusieurs opérations destinées à évaluer la qualité de l'or. Tout se fait en public dans un climat détendu, même si certains employés portent ostensiblement un pistolet à la ceinture.

Le gouvernement brésilien aurait voulu mettre de l'ordre dans tout cela depuis longtemps. Mais, jusqu'à présent, ses tentatives de reprise en main des mines ont échoué. Les *garimpos* ont un avantage pour Brasilia, ils servent de soupape pour réduire les tensions sociales provoquées par la misère dans le Nord-Est. Mais ils ont aussi un inconvénient : à cause de leurs méthodes artisanales, les *garimpeiros* perdent environ la moitié de l'or au cours des diverses opérations, ce qui fait autant d'argent de moins pour rembourser l'énorme dette extérieure du Brésil.

B de L.G.

BIBLIOGRAPHIE

– **L'Or**, Jules Lepidi. « Que sais-je ? » 776, PUF, 1971, 125 pages (épuisé).

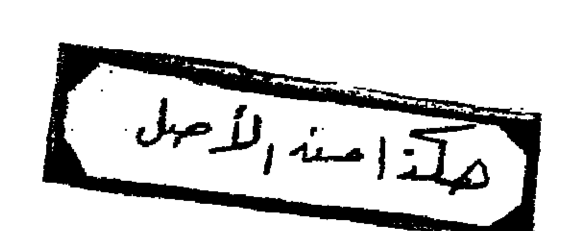
– **Le Marché mondial de l'or**, *Etudes économiques*, décembre 1978-janvier 1979, Banque Sudameris 4, rue Meyerbeer, 75009 Paris (épuisé).

– **L'Or, commerce, usances, histoire**, *Cahiers* nº 66, 1983, Crédit suisse, 92, avenue des Champs-Elysées, 75008 Paris, 169 pages, 100 F.

– **L'Histoire de l'or**, René Sédillot, Fayard, 1972, 406 pages, 81 F.

– **Souvenirs et Aventures du pays de l'or**, Jack London, 10-18, 1975, 306 pages (épuisé).

– **L'Or**, Blaise Cendrars, Folio, 1960, 169 pages, 14,30 F.



société

SPORTS

LE TOURNOI DE MONTE-CARLO

Un crochet pour deux K.-O.

En grande ouverture de la saison sur terre battue, le Tchécoslovaque Ivan Lendl a remporté l'Open de Monte-Carlo, dimanche 7 avril, aux dépens du Suédois Mats Wilander, sur le score de 6-1, 6-3, 4-6, 6-4, après trois heures vingt-neuf minutes de jeu. Le match fut interrompu pendant dix-neuf minutes à cause de la pluie.

Le matin même, il fallait au Tchécoslovaque quarante-deux minutes pour achever une demi-finale serrée interrompue samedi par la nuit contre le Suédois Sundström, tenant du titre. Le quarante-deuxième trophée de sa carrière est arrivé pour Lendl une semaine seulement après une victoire à Fort-Myers aux Etats-Unis sur le ciment.

Monte-Carlo. — Evénement peu courant sur le circuit du grand prix, les quatre meilleurs mondiaux ont été engagés parallèlement dimanche dans deux finales. Les Américains McEnroe (numéro un) et Connors (numéro trois) sur le ciment à Chicago, et le Tchécoslovaque Lendl (numéro deux) contre le Suédois Wilander (numéro quatre) sur la terre battue du Country Club.

En fait, venu contre son gré et par désignation à Monte-Carlo, entre deux tournois américains (il se trouve dès aujourd'hui à Dallas), en

Correspondance

«atterrissage» forcé et presque en émissaire du circuit américain de plus en plus concurrent, Lendl fit par Monte-Carlo un crochet magistral en éliminant deux des plus grands spécialistes mondiaux de la surface, chacun ayant plusieurs jours de préparation spécifique dans la raquette et les mettant proprement K.-O. Finalistes tous deux ici l'année dernière et vainqueurs tous deux du même Lendl à l'occasion de leur dernière rencontre sur terre battue (en demi-finale de la coupe Davis au mois de novembre dernier) ils ont été éliminés après presque sept heures et demie de jeu.

C'est un exploit authentique que réalisa Lendl, exploit qui réclamait à la fois un effort d'adaptation prodigieux de la part d'un garçon dont la première qualité n'a jamais été jusqu'ici la souplesse, et aussi une « santé » qui lui permit, devant l'obstiné Wilander, d'accélérer la cadence dans un quatrième set où son déplacement dévorant, ses réserves de puissance dans tous les compartiments du jeu, ont démontré une forme athlétique en fin de match qui rappela, écho assourdi, une certaine finale tumultueuse à Roland-Garros.

Lendl, ici à Monte-Carlo, joua en contre, laissant largement l'initiative aux Suédois qui la saisirent bien maladroitement. *« Il m'avait battu de la même façon à Roland-Garros, l'année dernière »*, se souvint Wilander.

Désormais sûr de sa résistance physique, il est mentalement moins sujet aux doutes et à la peur, plus apte à extérioriser colère, résolution et joie. Lendl s'exhorte, brandit son poing, s'exprime, s'assume en champion batailleur qu'il est devenu. *« C'est une vraie performance qu'il a réalisée »*, dira Wilander admiratif. *« Pour Roland-Garros, cette année, oui, il est indiscutablement le favori. »*

Habile désignation de la cible privilégiée ou simple aveu ? Quoi qu'il en soit, le Lendl actuel ne fuira pas ses responsabilités.

RÉSULTATS

Automobilisme

GRAND PRIX DU BRÉSIL

1. Prost (Fra., Malboro-McLaren), les 306,889 kilomètres en 1 h 41 mn 26 s ; 2. Alboreto (Ita., Ferrari), à 3 s 259 ; 3. De Angelis (Ita., Lotus-Renault), à 1 tour ; 4. Arnoux (Fra., Ferrari), à 2 tours ; 5. Tambay (Fra., Renault-Elf), à 2 tours ; 6. Laffite (Fra., Ligier-Gitanes), à 2 tours ; 7. Johansson (Suè., Tyrell-Ford), à 3 tours, 8. Alliot (Fra., Ram-Hart), à 3 tours ; 9. Brundle (G.-B., Tyrell-Ford), à 4 tours ; 10. Warwick (G.-B., Renault-Elf), à 4 tours.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Vingt-quatrième journée)

*Antibes b. Mulhouse	90-75
*Saint-Etienne b. Le Mans	96-87
*Orthez b. Limoges	106-98
Villeurbanne b. *Caen	106-99
Tours b. *Avignon	80-74
*Vichy b. Monaco	96-79
*Stade Français b. Challans	93-85

Classement. — 1. Limoges, 66 pts ; 2. Villeurbanne, 65 ; 3. Antibes, 62 ; 4. Stade Français, 54 ; 5. Orthez, 53.

Football

COUPE DU MONDE
L'Uruguay qualifié

Vainqueur du Chili par 2 buts à 1, dimanche 7 avril à Montevideo, l'Uruguay est le premier qualifié pour la Coupe du monde 1986. Le Mexique et l'Italie sont retenus d'office comme pays organisateur et comme vainqueur de la dernière Coupe du monde.

Groupe 4 européen

La Bulgarie a battu la RDA par 2 buts à 1, samedi 6 avril à Sofia, en match de qualification pour la Coupe du monde. Après ce résultat, le classement de qualification du groupe 4 (alors que toutes les équipes ont disputé quatre rencontres), est le suivant : 1. France, 7 pts ; 2. Yougoslavie, 6, ; 3. Bulgarie, 5 ; 4. RDA, 2 ; 5. Luxembourg, 0.

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
(Trente et unième journée)

Rouen b. *Brest	2-0
*Paris-SG et Sochaux	1-1
Metz b. *Bastia	3-1
*Tours b. Auxerre	3-1
*Toulouse b. Marseille	2-0
*Lille et Laval	0-0
*Toulon b. Strasbourg	3-1
*Nantes et RC Paris	1-1
*Bordeaux b. Lens	2-1
*Nancy et Monaco	1-1

Classement. — 1. Bordeaux, 50 pts ; 2. Nantes, 44 ; 3. Toulon, 39 ; 4. Auxerre, 38 ; 5. Metz, 37 ; 6. Monaco, 36 ; 7. Brest, Sochaux et Lens, 31 ; 10 Laval, 29 ; 11. Nancy, Paris-SG et Marseille, 27 ; 14. Lille, Toulouse, Rouen et Bastia, 26 ; 18. Strasbourg, 25 ; 19. Tours, 22 ; 20. RC Paris, 19.

Deuxième division
(Vingt-neuvième journée)

GROUPE A

*Mulhouse b. Red Star	1-0
*Sedan et Caen	1-1
Besançon b. *Amiens	1-0
*Orléans et Abbeville	0-0
*Valenciennes b. Guingamp	3-0
*Quimper b. Dunkerque	1-0
*Angers b. Reims	3-0
*Rennes b. Le Havre	1-0
*Châteauroux et Stade Français	3-3

Classement. — 1. Mulhouse, 43 pts ; 2. Le Havre, 42 ; 3. Rennes, Orléans et Guingamp, 35.

GROUPE B

*Montpellier b. Martigues	3-1
*Alès b. Grenoble	1-0
*St-Etienne b. Cuiseaux-Louhans	3-0
*Béziers b. Thonon	1-0
Le Puy b. *Valence	1-0
La Roche et *Sète	1-1
*Limoges et Lyon	0-0
Nice b. *Gueugnon	2-0
Nîmes b. *Cannes	2-1

Classement. — 1. Nice, 42 pts ; 2. Saint-Etienne, 41 ; 3. Nîmes, 39 ; 4. Montpellier, 37 ; 5. Alès, 31.

Rugby

COUPE DE FRANCE
(Demi-finales)

A Agen : Stade toulousain b. Brive, 38 à 9.

A Clermont-Ferrand : Narbonne b. Grenoble, 42 à 22.

Tennis

TOURNOI DE CHICAGO
(325 000 dollars)

DEMI-FINALES

McEnroe (E.-U.) b. Davis (E.-U.), 6-4, 6-1 ; Connors (E.-U.) b. Gomez (Equ.), 6-4, 6-3.

Jimmy Connors qui souffrait de douleurs dorsales a dû déclarer forfait pour la finale.

Volley-ball

COUPE DU PRINTEMPS

La France a gagné pour la troisième fois la Coupe du printemps, réservée aux équipes des pays occidentaux et organisée au Danemark, en battant, en finale, les Pays-Bas par 3 sets à 0 (15-11, 15-12, 15-10), le 6 avril à Odense.

AUTOMOBILISME

LE GRAND PRIX DU BRÉSIL DE FORMULE 1

Prost et McLaren comme en 1984

Rio-de-Janeiro. — Le Français Alain Prost, sur McLaren, a remporté, dimanche 7 avril, sur le circuit de Jacarepagua, près de Rio-de-Janeiro, le Grand Prix du Brésil, première épreuve de la saison comptant pour le championnat du monde de formule 1. Au terme d'une course de 317 kilomètres, il a devancé de trois secondes Michele Alboreto, sur Ferrari, et d'un tour Elio de Angelis, tous deux Italiens, sur Lotus à moteur Renault. Trois Français ont pris les places suivantes : René Arnoux, sur Ferrari, Patrick Tambay, sur Renault et Jacques Laffite, sur Ligier à moteur Renault. Le champion du monde en titre, l'Autrichien Niki Lauda, sur McLaren et le Brésilien Nelson Piquet, sur Brabham ont abandonné.

Alain Prost super-star ! Celui qu'on appelait à ses débuts « le petit Mozart » de la formule 1, a réussi sur le circuit brésilien une performance de haut niveau. Il a obtenu sa dix-septième victoire dans un Grand Prix, au volant d'une monoplace qu'il n'avait pratiquement pas conduite : six tours en tout et pour tout sur le circuit britannique de Brands-Hatch, il y a moins d'une semaine. Une preuve, d'une part que le pilote, après huit années d'expérience, est au sommet de son art ; d'autre part, que la version 1985 de sa monoplace est à tout le moins égale à celle de l'année dernière.

Dans le monde de la formule 1, personne n'a osé demander au Français s'il serait cette saison champion du monde. Après huit années d'insuccès, où le titre lui a été ravi en deux occasions par Nelson Piquet et Niki Lauda, Alain Prost n'aurait de toute manière pas répondu à cette question. Depuis qu'il est entré dans l'écurie britannique en 1984, il est devenu plus serein. Il ne tenterait plus, par exemple, de dépasser un concurrent en prenant des risques insensés. Patient, il a trouvé devant lui, vers la fin de la course, quatre voitures qui constituaient un bouchon. Il n'était alors pas question de faire d'erreur, à quelques tours de l'arrivée. En professionnel averti, il a « ajusté » les monoplaces l'une après l'autre. Un travail propre, que n'aurait pas désavoué son coéquipier Lauda.

De notre envoyé spécial

Jusqu'où iront-elles donc ces McLaren qui ont remporté en 1984 onze des seize Grand Prix ? L'écurie britannique, qui possède les deux meilleurs pilotes et un ingénieur, John Barnard, considéré comme l'égal du génial Gordon Murray chez Brabham, n'a pas vraiment modifié la conception de sa monoplace. Alain Prost dit à ce sujet : *« Notre voiture est suffisamment compétitive en configuration de course avec le plein d'essence et des pneumatiques durs, pour n'avoir pas besoin d'être en première ligne sur la grille de départ. »* Démonstration a été faite à Rio-de-Janeiro.

McLaren, en effet, bénéficie de moteurs turbocompressés Porsche de la deuxième génération et de l'injection électronique mise au point par Bosch et soumise au régime difficile des interminables compétitions d'endurance. Aucune équipe n'a réussi jusqu'ici à égaler ses performances.

Nouvelle réglementation

Alain Prost se garde, toutefois, de tirer des leçons définitives d'un premier Grand Prix. La réglementation a été modifiée pendant l'inter-saison. L'essence réfrigérée jusqu'à des températures de — 10 à — 20 degrés, qui permettait un gain de 2 à 3 % du volume autorisé de 220 litres, a été interdite, les écuries ont travaillé pour éviter de tomber en panne d'essence, comme en 1984, à la fin de plusieurs Grands Prix.

Ferrari s'est penchée sur les problèmes d'aérodynamisme, de châssis et de moteurs. On a pu notamment voir, à l'arrière des deux monoplaces de l'écurie italienne, une plaque qui serait destinée à reproduire l'« effet de sol » d'il y a deux ans. Lotus, également, dont les voitures sont conçues par Gérard Ducarouge, un ingénieur français de premier plan. Renault, pour sa part, a mis à profit le départ de Gérard Larrousse chez Ligier pour restructurer son équipe. L'écurie française a, dit-on, beaucoup travaillé pour refaire surface, après ses échecs de 1984. La voiture a été entièrement revue ; elle est désormais dotée d'un système électromagnétique d'allumage et d'injection.

Beaucoup de difficultés ont été toutefois constatées à Rio-de-Janeiro : problèmes d'étriers de freins, qui ont conduit hors de la piste Patrick Tambay au cours des essais ; problèmes également de moteurs. Reste que McLaren n'a pas trop de souci à se faire dans les Grands Prix à venir. L'équipe britannique n'a même pas subi un handicap avec les pneumatiques du manufacturier américain Goodyear qu'elle a adoptés pour pallier le retrait de Michelin de la formule 1. Et l'abandon de Niki Lauda, de la même manière, n'a pas non plus ému Ron Dennis, le patron de l'écurie.

GILLES MARTINEAU.

CYCLISME

Vanderaerden le Flandrien

Pour être véritablement digne de son titre national, un champion de Belgique doit également inscrire le Tour des Flandres à son registre. Eric Vanderaerden a donc marqué un point important, dimanche 7 avril à Merbeeke, en gagnant la célèbre classique flamande avec le maillot noir-jaune-rouge sur les épaules.

A vingt-trois ans, il confirme sa valeur et justifie ses ambitions en démontrant qu'il n'est pas seulement un routier-sprinter ou un spécialiste des prologues contre la montre, mais qu'il posssède aussi l'étoffe d'un attaquant.

Solide athlète du vélo qui s'était déjà illustré dans le Tour de France, Vanderaerden vient en effet de remporter l'une des épreuves internationales les plus exigeantes au prix d'une échappée solitaire révélatrice du coureur de tempérament. Il a devancé son suivant immédiat, l'Australien Phil Anderson, de 45 secondes et il a laissé à plus d'une minute le Néerlandais Hennie Kuiper qu'il avait lâché sur les mauvais pavés du mur de Grammont. Sa performance prend une signification d'autant plus grande que le Tour des Flandres s'apparente à Paris-Roubaix dont il constitue en quelque sorte la répétition générale.

Si l'Irlandais Sean Kelly, le champion du monde Claude Criquielion et l'Américain Greg Lemond — retardé par une crevaison — ont terminé au sein du premier groupe de poursuivants, les Français n'ont guère brillé dans cette course qui leur réussit rarement (seuls Louison Bobet en 1955 et Jean Forestier l'année suivante figurent au palmarès). Cependant, Laurent Fignon conservait l'essentiel de ses chances quand il fut éliminé par une chute avant l'effroyable côte de Koppenberg. — J. A.

TENNIS DE TABLE

Hégémonie chinoise

Göteborg. — Les Chinois ont confirmé leur hégémonie sur le tennis de table en remportant six titres de champion du monde sur les sept attribués à Göteborg, rééditant ainsi leur performance de Tokyo en 1983. Curieusement, comme il y a deux ans, le double messieurs a échappé aux Chinois puisque les Suédois Mikael Appelgren et Ulf Carlsson ont offert à leur public, en battant en finale la paire tchécoslovaque Jindrich Pansky-Milan Orlowsi, (21-15, 22-20) une médaille d'or fort attendue.

Vainqueurs des épreuves par équipes messieurs et dames, les pongistes chinois n'ont laissé dans les compétitions individuelles que des miettes à leur rivaux, en obtenant seize des vingt médailles mises en jeu. Le numéro un mondial, Jiang Jialang, a nettement dominé en finale son compatriote Chen Longcan, gagnant en trois sets (21-14, 23-21, 21-18), en moins d'une demi-heure. Il remporte ainsi son premier titre de champion du monde et ajoute à cet or le bronze du double messieurs associé à Cai Zenhua.

La Chinoise Cao Yanhua, une spécialiste de la prise porte-plume, a confirmé qu'elle était bien la meilleure mondiale en conservant son titre de Tokyo. Cao a dominé en finale en quatre sets (21-12, 21-16, 10-21, 21-16), sa camarade Geng Lijuan, adepte de la prise « orthodoxe » européenne. Cao Yanhua a aussi remporté le double mixte avec Cai Zhenhua en battant les Tchécoslovaques Jindrich Pansky et Marie Hrachova (9-21, 21-12, 21-8). Toutefois, elle a dû se contenter de la médaille d'argent du double dames, associée à Ni Xialan, et Geng Lijuan, finaliste malheureuse du simple, prenant sa revanche associée à Dai Lili (21-8, 21-17).

La victoire suédoise en double messieurs a sauvé l'honneur des Européens mais certains observateurs estiment que les deux équipes chinoises ont volontairement perdu en demi-finale pour offrir au moins un titre au pays hôte. Un geste de courtoisie démenti par l'entraîneur chinois... — (AFP).

SCIENCES

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET CULTURE SCIENTIFIQUE

L'esprit du marchepied

Il n'est point de culture sans culture scientifique, et les résultats les plus récents de la science et de la technologie doivent êre intégrés dans l'enseignement. De pures évidences ? Certes. Pourtant, il y a loin de l'idée à la pratique : les enseignants du secondaire, confrontés aux contraintes du programme et souvent mal formés à cette nouvelle tâche, y parviennent difficilement. Passe encore pour des professeurs d'histoire, de lettres ou de philosophie. Mais lorsqu'un professeur de physique déclare : *« Nous enseignons aux élèves des sciences, nous ne formons pas leur esprit scientifique »*, il révèle un véritable malaise de l'enseignement français. Aussi, l'association « Echanges internationaux au service de l'éducation chrétienne », a-t-elle jugé utile d'organiser, du 30 mars au 1er avril à Paris, un colloque sur « L'enseignement secondaire et la culture scientifique contemporaine » (1) auquel ont participé quelque cent vingt personnes, enseignants du privé pour la plupart.

La science a conquis une place de choix dans le secondaire, dit-on. Comment expliquer alors que l'image que se font d'elle les élèves ne ressemble en rien à celle que transmettent les chercheurs, *« enthousiastes, montrant une grande vitalité, une humilité alliée à de l'assurance »*, s'interroge Mme France Rollin, formateur et professeur de philosophie ? Pourquoi les objectifs des instructions officielles précisant que *« l'enseignement des sciences doit initier les jeunes aux valeurs de la culture scientifique »* sont-ils si mal atteints ? Le fait que les filières scientifiques, largement dominées par les mathématiques, servent surtout de *« marchepied, de moyen d'aller ailleurs, contrecarre l'acquisition de l'esprit scientifique »*, remarque Mme Rollin. Les élèves n'étudient que pour « gagner » la moyenne.

Pour le professeur de philosophie, l'esprit scientifique n'est pas seulement rigueur, objectivité, logique, mais implique aussi curiosité, imagination, inquiétude, généralement considérées par les pédagogues comme caractéristiques de l'« esprit littéraire ». *« Il faudrait que l'on cesse d'opposer dans l'école ces deux types d'aptitudes »*, remarque Mme Rollin. Certes, les enseignants doivent transmettre l'esprit de rigueur à tous les élèves, mais ils doivent amener ceux-ci à appliquer, dans les autres disciplines, les relations logiques apprises en cours de maths. *« Opérer ce transfert est la condition-clé de la réussite des études »*.

Pour que ce « transfert » se fasse, il serait bon que les professeurs travaillent en équipes. Par exemple, comme l'ont proposé certains d'entre eux, qu'ils s'interrogent sur le langage et sur les moyens d'expliquer aux élèves que tel mot, tel concept, peut prendre des significations différentes dans la bouche d'un professeur de biologie ou de philosophie. Pourquoi, ont-ils suggéré, ne pas associer des enseignants de différentes disciplines pour expliquer aux élèves les *Opuscules philosophiques* de Pascal ? L'idée, parmi d'autres, est lancée, et les enseignants ont décidé de se revoir pour poursuivre la réflexion. Combien seront-ils à manifester de l'intérêt pour cette activité et à trouver le temps de s'y consacrer ? Combien de lycéens et de collégiens bénéficieront-ils de la mise en pratique de leurs conclusions ? La question, à l'issue d'un tel colloque qui demeure théorique, reste posée.

ELISABETH GORDON.

(1) Ce colloque fait suite à une réunion organisée par Echanges internationaux sur le même thème l'année dernière à Strasbourg. Il était placé sous le patronage des Communautés européennes et de la Fondation européenne de la culture, et il a reçu le concours de la Mission interministérielle pour le développement de l'information scientifique et technique (MIDIST).

UNE QUATRIÈME NAVETTE POUR LA NASA

La dernière-née des navettes spatiales américaines, Atlantis, a été officiellement présentée, samedi 6 avril, lors d'une brève cérémonie à Palmdale, en Californie, où se trouve l'usine d'assemblage de la compagnie Rockwell International. Atlantis, qui aurait coûté plus de 1 milliard de dollars, rejoint ainsi Columbia, Challenger et Discovery dans les rangs des navettes de la NASA. *« La flotte est maintenant au complet »*, a constaté l'astronaute David Hilmers, qui devrait participer à la première mission du nouveau *shuttle*, en septembre prochain.

Quatre navettes ne seront pas de trop pour mener à bien l'ambitieux programme que vient d'annoncer la NASA. Quarante et un vols, dont sept seront de nature militaire — sont, en effet, prévus d'ici à la fin de 1987 : neuf cette année, quinze en 1986 et dix-sept en 1987.

culture

LE WEEK-END de Jean-Philippe Domecq

• *Pluies de printemps* • *Feuilletons politique et sportif* • *Un grand cirque s'ouvre, la nuit s'emboîte*

Ce plomb du ciel avec une lueur jaune au fond du boulevard. Et la pluie, chaude pluie de printemps. L'autre nuit pourtant, les corps s'étaient mis à tourner et retourner entre les draps, malgré les fenêtres ouvertes. De jour, les yeux cillaient en sortant des halls de bureaux ; entre deux rendez-vous les gens s'attardaient sur l'asphalte des trottoirs, juste un instant, le regard de-ci de-là. Les femmes respiraient plus profondément. Certains cafés déjà sortaient leurs tables, et pour glisser une lettre dans la boîte il fallait tendre le bras au-dessus d'un buste ou d'une chevelure. Mais vendredi soir, l'essuie-glace balaie la vitre ruisselante des taxis. L'odeur d'intérieur de taxi – et chaque cité se reconnaît à telle odeur – n'est plus de métal chaud, moins humaine aussi ; le temps est plutôt aux moquettes humides et creux de banquettes.

∴

Dans le métro, beaucoup de journaux devant les visages, ces jours-ci. Il se serait passé quelque chose en politique, d'après les chroniqueurs, qui y sont allés de leurs prévisions, nous comme eux. Si la lecture du quotidien, selon Hegel, devint une forme de prière, c'est bien parce qu'à chaque fois notre besoin de prévoir s'y mesure avec la variable de l'histoire.

L'un hausse le sourcil, l'autre serre les lèvres ou sourit, celui-là passe d'une colonne à l'autre l'air dubitatif. On dit qu'ils en ont assez de la politique. Ils le disent, quand on les sonde : signe que revient le besoin de dormir. Mais ce qu'ils ne se disent pas et qu'il faudrait ajouter au bas des sondages, c'est que les épisodes les intéressent depuis quatre ans.

Parmi ces visages qui lisent les journaux, les plus retenus ont mon âge. C'est-à-dire qu'autrefois ils parlaient de révolution sans sourire ; aujourd'hui ils spéculent sur la dernière visée d'un président qui a bien lu Machiavel. Trop bien, peut-être : car si la politique est un jeu dont les règles secrètes se retrouvent d'une époque à l'autre, elle demande à chaque cycle un nouveau langage, l'histoire ne tournant pas en roue mais en spirale. Nous autres, en tout cas, sommes passés d'une lyrique de l'indignation aux passions de la stratégie.

∴

A qui la faute si nos illusions allèrent de révolution en circuit fermé ? Bien ou mal, *« c'est ainsi »*, disait encore Hegel, auquel on montrait une chaîne de montagnes... Samedi, tous les journaux, et pas seulement sportifs, annonçaient un autre feuilleton. Avec le Grand Prix automobile du Brésil commence le championnat mondial de formule 1, s'ouvre ce que les spécialistes appellent *« le grand cirque »*. Les hebdomadaires multiplient les photos de ces hommes en cagoule enfilant leur casque lentement, cernés de mécanos et de journalistes : *« Un ingénieur en électronique branche (...) son computer portable derrière le casque et tapote les touches. Les chiffres défilent sur l'écran* (1). C'est vrai que cette narration populaire ne passionne que par des chiffres. A l'image des codes qui font notre réalité, si le code est le secret symbole d'aujourd'hui. *« Dans son baquet de carbone, harnais souqué, visière de casque juste entrouverte, le champion du monde attend (...). Unité de temps, unité de lieu, unité d'action. Dès les premières minutes des premiers essais de ce premier Grand Prix, les règles immuables du grand théâtre classique ont été respectées »*... (1).

« Comment, un sport pareil ? » elle posait son verre, entre deux éclats de spots. *« Je les ai vus aux informations, c'est d'un ennui, ces voitures qui tournent en rond sans qu'on n'y voit personne ! » « Oh, vous savez... »*, ai-je dit comme ça, détournant les yeux vers la piste où les gens dansaient, tournaient en rond dans le vacarme. Boîte de nuit, chance de calme au creux du bruit.

Le calme, la pluie froide, dimanche à Meudon. On longe la voie ferrée bordée de hangars gris, on entend claquer une porte métallique. On monte sur la gauche, on passe les ruelles trop tranquilles, poignantes comme des siestes de province. Plus haut, on longe les grilles de l'ancien Observatoire. Et derrière, en pleine forêt, une haute tour d'ondes hertziennes. On entend un murmure de torrent : bruit d'autoroute écouté depuis une forêt. On garde les poings dans le blouson, on est loin dans son corps, on se sent exister un peu et on s'en étonne à peine.

JEAN-PHILIPPE DOMECQ,
auteur de Sirènes, sirènes *(Editions du Seuil),*
un « roman de sport »
consacré aux pilotes de formule 1.

(1) Gilles Pernet, *l'Equipe* du 6-7 avril 1985.

VARIÉTÉS

LE PRINTEMPS DE BOURGES

A la rencontre de Léo Ferré

La neuvième édition du Printemps de Bourges s'achève ce lundi 8 avril. L'imagination et l'éclectisme ont marqué le week-end pascal, avec des spectacles aussi divers que ceux offerts par Léo Ferré, Alain Bashung et Charlélie Couture, Francis Lalanne et Patrick Dupond ; mais encore *la Passion selon saint Jean* du chanteur chilien Angel Parra, présentée par le comédien Michael Lonsdale sous les voûtes gothiques de la cathédrale, les rockers Paul Young, Joe King Carrasco et Green on Red, et aussi le beur Karim Kacel, le Canadien Alain Lamontagne, le Louisianais Zacharie Richard.

A près de soixante-dix ans, Léo Ferré continue à rassembler naturellement des foules de jeunes de quinze à vingt-cinq ans. Sa voix monte du tumulte du « bas-fond », claque comme un coup de fouet et épouse fiévreusement les passions de la vie. Nul besoin d'un titre au hit parade pour que des milliers de spectateurs aillent à la rencontre de ce dernier géant de la chanson française, toujours en train de réinventer les murmures et les fracas, de se raconter et de parler de nous-mêmes, avec ses débordements de mots et ses cris, avec son insolence, sa tendresse.

Finies les lunettes noires

Ferré ne chante pas les textes inédits de Jean-Roger Caussimon qu'il vient de mettre en musique et qu'il a rassemblés dans un album RCA. Il n'a pas eu le temps de les apprendre par cœur. Il est tout le temps sur la route, avec Marie, sa compagne : pour des tours de chant ou des concerts, comme celui qu'il va diriger en mai prochain avec l'Orchestre de la RTB ou celui prévu en juillet avec l'Orchestre et les chœurs de Brastislava.

C'est du vrai et du bel ouvrage qu'a présenté aussi Alain Bashung. Longtemps les gens sont venus le voir pour écouter des « tubes » : *Gaby, Vertige de l'amour, Rebel.* Et puis le creux d'une vague lui a donné l'occasion de changer d'image (finies les lunettes noires qui cachaient des restes de timidité), d'être plus extérieur, tout en préservant ses qualités d'introverti. Un nouveau succès, *Conquistador*, l'a remis en selle. Pour la première fois, le chanteur sent qu'un large public est présent, moins pour un titre popularisé par la radio que pour un répertoire où une sorte de gravité cynique côtoie la dérision et aussi une manière pleine d'humour de déverrouiller le langage de la chanson et de le replacer dans la vie.

Le beau spectacle de Bashung succédait à celui non moins émotionnellement fort de Charlélie Couture. A 300 mètres de là, Francis Lalanne imposait à son jeune public, surpris et d'abord réticent, l'une des plus belles chansons d'Alain Bashung : *Bijou*. Francis Lalanne occupe aujourd'hui le créneau autrefois tenu par Maxime Le Forestier. Même public de lycéens. Même désir de jouer et de chanter cœur à cœur. Mais Lalanne va beaucoup plus loin dans le genre. Tout le spectacle est fondé sur le rapport entre le chanteur et le public. Celui-ci, avec ses deux mille voix remplace l'orchestre qui a définitivement disparu de la scène. Lalanne chante *a capella* ou en s'accompagnant au piano ou à la guitare. Les jeunes spectateurs qui sont venus dans la salle, une bougie à la main, constituent un chœur immense qui escorte le troubadour. Il y a quelque chose de magique dans cette réunion, et Patrick Dupond, le danseur étoile de l'Opéra, qui, sur la même scène, près du chanteur, traduisait à sa manière la musique, en a été fasciné.

Dans l'après-midi du samedi, les élèves du Studio des variétés de la rue Ballu, à Paris, se sont présentés sur la « scène ouverte ». Avec les mêmes défauts que la plupart des jeunes interprètes venus les autres jours sur ce même podium ou au Tremplin : un manque de répertoire et une absence cruelle de mélodie.

CLAUDE FLÉOUTER.

CENT MILLE SPECTATEURS

Près de cent mille personnes (quatre-vingt-deux mille en 1984) ont participé à cette neuvième édition du Printemps de Bourges. Quatre-vingt-sept spectacles ont été présentés en dix jours ainsi que diverses expositions dont un hommage à Jean-Pierre Leloir, qui, depuis trente ans, photographie au rythme de son cœur et de sa passion le rock, le jazz et la chanson.

Pourtant, le Festival, dont la billetterie rapporte 5 millions de francs, rencontre des difficultés dans son évolution. Les collectivités locales accordent 750 000 F de subventions, soit à peine la moitié de l'aide accordée par l'Etat. La région ignore pratiquement la manifestation, et la municipalité, qui avait sauvé le « Printemps » il y a cinq ans, se contente aujourd'hui de gérer les dividendes de l'opération.

C. F.

CINÉMA

COQS D'OR DU FILM CHINOIS

La fin du « cinéma de bois »

L'académie du film chinois a décerné pour la cinquième fois ses coqs d'or. La récompense pour le meilleur film est allée à *la Jeune Fille à la chemise rouge*, sorti le mois dernier à l'occasion du nouvel an chinois. Il raconte quelques semaines de la vie d'une collégienne de quinze ans, An Ran, qui désire voir la vie de ses propres yeux, rejetant les œillères que veut lui imposer la société. Symbole de son individualisme, de son refus de céder au conformisme, elle aborde une blouse rouge.

An Ran n'est pas une héroïne positive ou négative comme le cinéma chinois en a connu tant ces derniers lustres. C'est un personnage complexe, joué avec un grand naturel par une élève d'une école secondaire de Pékin, Zou Qitian. Elle refuse de se compromettre pour se faire élire chef de classe, critique un professeur qui se trompe, part un dimanche à vélo avec des camarades garçons, se gausse de la « mode pour cadres », costume Mao pour les hommes et complet sombre pour les femmes, et ne cache pas sa volonté de rester elle-même...

An Ran côtoie des camarades qui doivent quitter l'école avant terme pour des raisons économiques, ou à cause du divorce de leurs parents, des fayots prêts à toutes les compromissions, des enseignants capables de fermer les yeux pour un billet de cinéma convoité... Sa mère est aigrie, son père, peintre, espère un succès qui se fait attendre, sa sœur aînée subit les foudres paternelles pour vouloir épouser un veuf avec un petit enfant. Comme l'écrit le *Wen Hui Bao*, quotidien de Shanghaï, ce film *« reflète les contradictions de la société »* et *« la libération de la pensée après le troisième plénum du onzième congrès du PCC »*.

En dépit de longueurs et d'un style qui, s'il peut paraître un peu vieillot et intimiste à nos yeux, est nouveau pour ceux des spectateurs chinois, *la Jeune Fille à la chemise rouge* confirme le virage du cinéma chinois en direction de films qui reflètent davantage la réalité telle qu'elle est et non plus telle que les canons du PCC voulaient la voir. An Ran et son entourage ne parlent jamais de politique, tout comme le héros de *la Ville frontière*, de Ling Zefeng, sacré meilleur metteur en scène dans ces coqs d'or. Meilleur acteur enfin, Lü Xiaohe pour son rôle dans *Couronnes de fleurs au pied de la montagne*, film qui évoque le conflit sino-vietnamien et où l'on voit comment, avec des relations, on peut éviter d'être envoyé au front.

Le septième art, en République populaire, a besoin de ce changement s'il veut continuer à s'attirer les suffrages du public, lassé du « cinéma de bois » dont il a été abreuvé pendant plus de vingt ans. Bien des gens rechignent à aller au cinéma en dépit de la distribution de billets gratuits. Pour tenter d'améliorer un art encore *« hanté par la Révolution culturelle »*, selon M. Xia Yan, président de l'Association du film chinois, les studios vont eux aussi être réformés et leurs revenus seront désormais fonction de leurs résultats financiers. En plus de ces œuvres d'un style nouveau, ils produisent des reconstitutions historiques ou des films de kung-fu particulièrement prisés : ces films ont représenté 40 % des cent quarante-quatre longs métrages produits l'an dernier.

PATRICE DE BEER.

DEUX FILMS DE JOHAN VAN DER KEUKEN

La caméra récrit le réel



« Le Temps »

Onze films, une dizaine d'heures de projection étalées sur deux semaines, avec au programme, chaque jour, *les Vacances du cinéaste* (1974) et *le Temps* (1984), réunis dans une même séance, sont les témoignages extrêmes du « réalisme » et du goût de l'abstraction du cinéaste hollandais Johan Van der Keuken, JVK pour les intimes. Van der Keuken, c'est quand le cinéma s'identifie pratiquement à votre existence, à la perception quasi physique du monde, mais aussi à une volonté de mise en ordre, de mise en forme, qu'il faut bien appeler poésie.

Dans *les Vacances du cinéaste*, JVK, sa femme Nosh, leurs trois enfants d'un blond viking lèvent le voile, entre deux brefs couplets de Charles Trénet, sur un coin de cette « douce France » célébrée par le fou chantant. Le plus grand bonheur rime avec la plus grande angoisse, la vitalité du paysage, des chères petites têtes dorées, avec l'usure d'un village pratiquement abandonné, où un couple sur le retour, elle très active, bavarde, lui impotent, presque courbé en deux par l'âge et la maladie, monte une dernière fois la garde.

Toutes les qualités de l'homme à la caméra – JVK filme toujours seul, avec l'aide de Nosh pour la prise de son – sont comme résumées dans cette réflexion sur le temps et la mort qui balaient tout sur leur passage, la sève vitale revenant chaque fois. L'artiste bondit à travers la durée et l'espace, retrouve d'anciennes images – son grand-père admiré qui découvrit la photographie la soixantaine passée, et décida probablement de sa vocation, – un musicien noir américain, Ben Webster, symbole de la beauté, de la grandeur de l'art, de l'amitié sans laquelle rien ne fait sens. Et puis tout disparaît, l'histoire elle-même n'est qu'une suite de misères, avec en face l'eau, l'eau longuement contemplée, les enfants ravis, Nosh un peu plus tôt enceinte du dernier-né.

Par éclairs, on songe à une œuvre en partie similaire du cinéaste américain Stan Brakhage, le pape, le père fondateur de l'avant-garde outre-Atlantique. Mais JVK refuse de se noyer dans les apparences. Si l'absurde est aux commandes, si Sartre et Camus, nos dieux de l'après-guerre, sous-tendent cette méditation, la foi en l'homme rayonne de partout.

Le Temps déroute un peu, même s'il s'inscrit parfaitement dans la continuité de ce qui précède. Après un court prologue, un poème récité par un couple, une longue pièce musicale de Louis Andriessen est illustrée, découpée en séquences muettes. C'est de l'abstraction pure, dans la veine de l'avant-garde américaine déjà citée. Une caméra qui rase les murs et capte des perspectives fuyantes. Seuls moments « humains » dans ce sauve-qui-peut généralisé, deux ou trois visages arrêtés, angoissés, un enfant studieux, une jeune femme rayonnante de grâce et de promesse d'amour, mais aussi, entr'aperçus, des êtres qui rampent dans la boue ou, plus nombreux, se donnent l'accolade à tour de rôle. *« Il faut de temps en temps faire des films comme ça »*, déclarait JVK après une projection publique. Ici l'ésotérisme l'emporte sur la communication chaleureuse des *Vacances du cinéaste*.

LOUIS MARCORELLES.

★ Studio 43 (v.o.).

PETITES NOUVELLES

■ **ANTHROPOLOGIE THÉÂTRALE.** – La troisième session de l'École internationale d'anthropologie théâtrale (ISTA) aura lieu pour la première fois en France du 12 au 26 avril, au château de Chambord et au Théâtre 71 de Malakoff, organisée par la revue *Bouffonnerie* et la Compagnie du Hasard. Rens. : Théâtre 71, place du 11-Novembre, 92240 Malakoff. Tél. : 655-43-45.

■ **MUSIQUE ET RECHERCHE MEDICALE.** – Le club Rotaract Ouest-Paris organise, le 7 mai à la salle Gaveau, un concert de musique de chambre au profit de l'Institut de recherche sur les leucémies et maladies du sang, sous la présidence du professeur Jean Bernard. L'orchestre de chambre de Versailles, dirigé par Bernard Wahl, interprétera des œuvres de Bach, Mozart et Haendel.

■ **LE MUSÉE JEAN-JACQUES-ROUSSEAU CLASSÉ.** – Le domaine de Mont-Louis, situé à Montmorency (Val-d'Oise), et où Jean-Jacques Rousseau vécut de 1757 à 1762, vient d'être classé monument historique. C'est là que l'écrivain rédigea notamment *l'Emile, le Contrat social*, et *la Nouvelle Héloïse*. Aujourd'hui musée Jean-Jacques-Rousseau, la maison abrite également le Centre d'études rousseauiste.

■ **CONCOURS DE PIANO.** – La Guilde française des artistes solistes et des musiciens de chambre organise, du 13 au 19 mai, un concours international de piano, en hommage à la pianiste Janine Weill décédée le 7 décembre 1983. Les concurrents devront être nés après le 1er mai 1955 et déposer leur candidature avant le 12 avril au secrétariat de la Guilde, 35, avenue de Versailles, 75016 Paris.

NOTES

Elixir des mots

Pour ses débuts d'auteur, Constance Delaunay a créé deux personnages féminins qui font descendre jusqu'à elles rêves et délires. Envolées lyriques, phrases qui s'accrochent les unes aux autres sans logique. Edmée dans *la Donna* et Mona, dans *Olympe Dort*, se moquent d'elles-mêmes, de leur entourage. Elles inventent des histoires, gambergent avec des riens et tentent de conjurer leur solitude, leur ennui, leur amour déçu.

Ces deux femmes ont un grain de folie qui les entraîne loin des conventions. Edmée, dans *la Donna*, déguise son mari impotent et muet en vieille dame et l'appelle Grand-Mère. Dialogue impossible, douloureux, que Claude Santelli met en scène, jouant avec la bizarrerie et l'ambiguïté d'Edmée. *« Quand je ne parle pas, j'attends »*, dit Mona dans *Olympe Dort*. Agaçante, excessive, elle se perd elle-même dans les méandres de son discours, elle épuise sa famille et un mari pantouflard (Pierre Vernier), n'aspirant qu'au repos.

Danielle Lebrun incarne ses sœurs jumelles qui vivent dans un monde où la parole joue le rôle de contre-poison. Naturelle, spirituelle, elle relève le texte de Constance Delaunay. Un texte simple qui témoigne d'un réel sens de l'humour et des mots, qui suggère toutes sortes de sentiments mêlés. Violence, désillusion, mystère, la mort rôde, probablement plus proche qu'on ne l'imagine.

C. de Ba.

★ Petit Odéon. 18 h 30.

Les gais libertins

Comment capter, dans une photographie, ces événements confus recouverts sous un seul mot : le sexe, ses états, ses situations, ses démêlés et ses emmêlés, ses constructions fictives ou effectives ? Le sexe est affaire suffisamment délicate pour être objet de réflexion et de réflections. La galerie Samia Saouma suffisamment élégante pour ne pas s'en référer directement à la pornographie... Son photographe, Mattia Bonetti, suffisamment artiste pour la manier par des subterfuges : par un trou de serrure ou par le clignotement d'une lanterne magique.

De la sexualité, Mattia Bonetti, ne prend, en quelque sorte, que l'enseigne : celle d'une boutique friponne qui dévoilerait un petit manège naïf ou dont la façade s'avérerait trompe-l'œil plus que rince-l'œil. Il commence par le dessin d'une scène de couple, d'une posture répertoriée. Il efface ensuite la trivialité du détail en le noircissant et celle de la jonction des corps au découpage, en n'en faisant qu'une pièce soudée. Ne reste qu'une mince silhouette de papier qu'un enfant pourrait faire danser en l'aimantant du bout d'une règle frottée contre sa manche. Au contraire, il la plombe : il la colle sur un carton et la dispose dans un théâtre miniature, derrière un rideau presque transparent, éclairée en ombre chinoise. La scène est photographiée et tirée en grand format. On dirait des photogrammes du film d'un gamin qui se prendrait pour Murnau, mais qui se serait trompé de serrure et aurait glissé son objectif dans le château de Sade au lieu de celui de Nosferatu.

HERVÉ GUIBERT.

★ Mattia Bonetti, à la Galerie Samia Saouma, 2, impasse des Bourdonnais, Paris-1er, jusqu'au 13 avril.

Giboulées à Strasbourg

Installée dans un ancien temple, la Maison des arts et loisirs (MAL) de Strasbourg, sous la direction d'André Pomarat, dispose depuis quatre ans d'un nouveau théâtre de quatre cents places : le Théâtre Jeune Public (TJP), qui vise un public plus large que celui des enfants, avec l'*Ile des esclaves* de Marivaux, *la Légende des siècles* et les *Enfants de Victor*, d'après Hugo. Les Giboulées de la marionnette, récemment, y témoignaient de la bonne santé du genre.

Une fois de plus, les Pays-Bas y ont prouvé leur incontestable supériorité actuelle. D'abord avec le Stuffed Puppet Theater de l'Australien Neville Tranter, installé à Amsterdam depuis plusieurs années. Ses *Sept Péchés capitaux* procèdent humoristiquement et diaboliquement de quelques scènes du *Faust*, de Marlowe mais c'est encore dans ses *Studies in Fantasy* que Tranter est le plus éblouissant. En moins d'une heure, et en une quinzaine de sketches, ce manipulateur apollinien, tête d'or et collant blanc, livre à ses marionnettes de tout poil un combat singulier sans merci. A Amsterdam aussi travaille le Popstudio Henderik, qui présentait à Strasbourg *la Boîte de thé de Chine* : ici, le mystère de la boîte de Pandore devient, pour deux comédiens goguenards, l'occasion de transformations inépuisables. On chercherait l'histoire aussi vainement que dans *Hellzapoppin*, mais le spectateur ne cesse de s'émerveiller devant tant de fugitives métamorphoses.

BERNARD RAFFALLI.

★ MAL TJP, Pont Saint-Martin-Petite-France, 67000 Strasbourg. Tél. : (88) 35-70-10.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

GIGI : Nouveautés (770-52-16), 20 h 30.

LE CONCILE D'AMOUR : Quai de la Gare (585-88-88), 21 h.

☞ Spectacles sélectionnés par le Club du « Monde des spectacles ».

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50), Opéra : 19 h 30 : Wozzeck (d'après le drame de Büchner ; livret d'Alban Berg) ; Danse : Voir rubrique (Palais des Congrès).

SALLE FAVART (296-06-11), (dern.) à 19 h 30 : Hippolyte et Aricie.

ODÉON (325-70-32) lun. de 9 h à 21 h 15 : les vingt-quatre heures du Raga (musique sacrée indienne).

BEAUBOURG (277-12-33) (le Centre sera ouvert le 8 de 10 h à 22 h) : Cinéma-vidéo : 16 h, le Pharaon oublié : à la recherche d'Akhenaton, de N. Kendall ; 19 h, Ainame : Salsa pour Goldmann, de F. Cassenti ; Ciné-immatériaux : 17 h, Représentants de la représentation ; Cinéma africain (renseignements en téléphonant au Centre).

Les autres salles

☞ ARTS-HÉBERTOT (387-23-23), 21 h : Moi-29e à l'ombre.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.

DAUNOU (261-69-14), 15 h 30 : le Canard à l'orange.

☞ DÉCHARGEURS (236-00-02), 19 h : Colette dame seule ; 21 h : Tokyo, un bar, un hôtel.

DIX-HEURES (606-07-48), 20 h 30 : Tête de bois ; 22 h : Scènes de ménage.

☞ ESPACE-GAITÉ (321-56-05), 20 h 30 : Morpioni's palace.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?

☞ LIERRE-THÉATRE (586-55-83), 20 h 30 : l'Opéra nomade.

☞ MATHURINS (265-90-00), 20 h 45 : Un drôle de cadeau.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30, dim. 15 h 30 : Gigi.

☞ THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

☞ THÉATRE DU MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : Androclès et le Lion.

TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : Tac ; 22 h 30 : Carmen Cru.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : 2000 moins 15.

PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Des Gratte-cul dans la crème fraîche ; 22 h 15 : Viola volat.

TINTAMARRE (887-33-82), 21 h 30 : Lime crève l'écran.

Les chansonniers

☞ CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : la Gauche mal à droite.

DEUX ANES (606-10-26), 21 h : Les zéros sont fatigués.

La danse

PALAIS DES CONGRÈS (758-13-03), 16 h : Roméo et Juliette, par le Ballet national de l'Opéra de Paris (chorégraphie R. Noureev).

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.

LUCERNAIRE (544-57-34) (D.), 21 h 30 : A. Aurenche.

MOGADOR (285-28-80), 20 h 30 : Bye-Bye Show-Biz.

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), 21 h et 23 h : Los Pucci.

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : R. Franc, Hot Jazz Sextet.

MEMPHIS MELODY (329-60-73), 22 h : A. Lévy ; 0 h 30 : I. Irvin.

MONTANA (548-93-08), 22 h : R. Urtreger.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : F. Chassagnite, D. Leloup, M. Ducret, M. Michel, U. Pagnini.

SUNSET (261-46-60), 23 h : F. Lockwood Trio.

Le Monde Informations Spectacles
281 26 20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)
Relâche.

BEAUBOURG (278-35-57)
15 h : Classiques du cinéma mondial : Maldone, de J. Grémillon ; 17 h : 70 ans d'Universal : Brève rencontre à Paris, de R. Wise ; 21 h : 100 jours du cinéma espagnol : Una de Fieras, de E.G. Maroto ; Morena clara, de F. Rey.

Les exclusivités

AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Cinoches, 6e (633-10-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Escurial, 13e (707-28-04) : Olympic, 14e (544-43-14). — V. f. Impérial, 2e (742-72-52) ; Maxeville, 9e (770-72-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LES AMANTS TERRIBLES (Fr.) : Republic cinéma (H.sp.), 11e (805-51-33).

L'AMOUR A MORT (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

L'AMOUR BRAQUE (Fr.) (*) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

L'AMOUR EN DOUCE (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08).

ANOTHER COUNTRY (Brit., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

ANTARCTICA (Jap.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Action Rive Gauche, 5e (329-44-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40)) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).

APRÈS LA RÉPÉTITION (Sue., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46).

L'ARBRE SOUS LA MER (Fr.), Grand Pavois (H.sp.), 15e (554-46-85).

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).

L'AVENTURE DES EWOKS (A., v.f.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LE BAISER DE TOSCA (Suisse, v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-40) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

LE BÉBÉ SCHTROUMPF (Belge) : George-V, 8e (562-41-46) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Rialto, 19e (607-87-61).

BODY DOUBLE, VOUS N'EN CROIREZ PAS VOS YEUX (A., v.o.) (*) : George V, 8e (562-41-46) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

BOY MEETS GIRL (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70).

CARMEN (Esp., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

CARMEN (Franco-It.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

LA COMPAGNIE DES LOUPS (Ang., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23).

LE COW-BOY (Fr.) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 2e (222-57-97) ; George V, 8e (561-41-46) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LA DÉCHIRURE (A.,v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

DUNE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; V.o., v.f. : Espace Gaîté, 14e (327-95-94) ; V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

EL NORTE (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

EMMANUELLE IV (Fr.) : George-V, 8e (562-41-46).

FALLING IN LOVE (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LES FAVORIS DE LA LUNE (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

LE FLIC DE BEVERLY HILLS (A., v.o) : Forum, 1er (297-53-74) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; UGC Rotonde, 6e (575-94-94) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount City (v.o.-v.f.), 8e (562-45-76) ; Biarritz, 8e (562-20-40). — V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-50-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

GREMLINS (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56). — V.f. : Gaîté Boulevard, 9e (233-56-70).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (Ang., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

LES GRIFFES DE LA NUIT (A., v.o., v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Lumière, 9e (246-49-07).

GWEN, LE LIVRE DE SABLE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

HEIMAT (All., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76).

L'HISTOIRE SANS FIN (All., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21). — V.f. : Saint-Ambroise (H. sp.), 11e (700-89-16).

HOLLYWOOD GRAFFITI (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

JE VOUS SALUE MARIE (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

JUSQU'A UN CERTAIN POINT (Cubain, v.o) : Latina, 4e (278-47-86) ; Denfert, 14e (321-41-01).

KAOS, CONTES SICILIENS (It., v.o.) : 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

LADY HAWKE LA FEMME DE LA NUIT (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Convention Saint-Charles, 15e (574-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LOUISE L'INSOUMISE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; George V, 8e (562-41-46) ; Lumières, 9e (246-49-07).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Lumière, 9e (246-49-07).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Rialto, 19e (607-87-61).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit. v.o) : St-Ambroise (Hsp), 11e (700-89-16).

MISSION NINJA (A) (*) (v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38).

LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; St-André des Arts, 6e (326-48-18) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

O AMULETO DE OGUM (v.o.) : Latina, 4e (278-47-86) ; République Cinéma, 11e, (805-51-33).

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

PAROLES ET MUSIQUE (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

PARTIR, REVENIR (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94).

PASOLINI, LA LANGUE DU DÉSIR (Fr.) : Studio 43, 9e (770-63-40).

PETER LE CHAT (Suédois, v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56) ; Studio 43, 9e (770-63-40).

PÉRIL EN LA DEMEURE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Arcades, 2e (233-54-58) ; Contrescarpe, 5e (325-78-37) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LA PETITE FILLE AU TAMBOUR (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). — V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

PIANOFORTE (It., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; St-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Grand Pavois (Hsp.), 15e (554-46-85).

LES RIPOUX (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Capri, 2e (508-11-69) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Rialto, 19e (607-87-61) ; Tourelles, 20e (634-51-98).

LA RIVIÈRE (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; UGC Champs-Elysées, 8e (562-20-40).

LES ROIS DU GAG (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

ROMANCE DU FRONT (Sov., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Cosmos, 6e (544-28-80).

ROUGE GORGE (Fr.) : Latina, 4e (278-47-86).

SAC DE NŒUDS (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Rex, 2e (326-83-93) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LES SAISONS DU CŒUR (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; V.f. : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33).

SAUVAGE ET BEAU (Fr.) : St-Ambroise, 11e (700-89-16).

SOLDIER'S STORY (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

SOS FANTOMES (A., v.o., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LES SPÉCIALISTES (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

STALINE (Fr.) : Reflet Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

STAR WAR, LA SAGA (A., v.o.), LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI : Escurial, 13e (707-28-04) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25).

LE THÉ A LA MENTHE (Fr.) : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Cinoches, 6e (633-10-82).

TRAIN D'ENFER (Fr.) ; Lucernaire, 6e (544-57-34).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; UGC Marbeuf, 6e (561-94-95).

VARIETY (A., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

LA VIE DE FAMILLE (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

VOYAGE A CYTHERE (Grec, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Balzac, 8e (561-10-60).

LES FILMS NOUVEAUX

BLANCHE ET MARIE, film français de Jacques Renard : Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Convention Saint-Charles, 15e (575-33-00).

2010, film américain de Peter Hyams, v.o. : UGC Opéra, 2e (574-93-50) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Reflet Médicis, 5e (633-25-97) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Ermitage, 8e (563-16-16) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). V.f. : UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Français, 9e (770-33-88) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).

COUNTRY, LES MOISSONS DE LA COLÈRE, film américain de Richard Pearce, v.o. ; Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

HORS-LA-LOI, film français de Robin Davis : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 8 avril

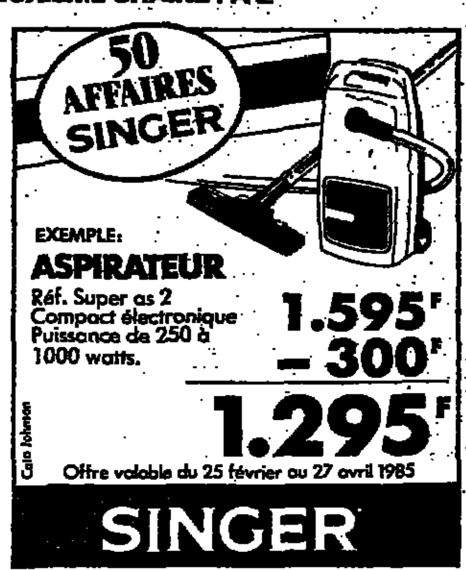
PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 **Cinéma : l'Or de Mackenna.**
Film américain de J. Lee Thompson (1968), avec G. Peck, O. Sharif, C. Sparv, T. Savalas, K. Wynn, L.J. Cobb.
Un bandit sanguinaire enlève le shérif Mackenna, seul à connaître l'emplacement secret d'un légendaire canyon de l'or. Ce western au budget de superproduction est bavard, moralisateur. Grand spectacle vers la fin.

22 h 40 **Etoiles et toiles.**
Emission de Frédéric Mitterrand et Martine Jouando.
Des entretiens avec Claude Chabrol et Jean Gourguet (avec des extraits de leurs films) ; un portrait d'Otar Iosseliani ; Miou-Miou et Sandrine Bonnaire parlent du film Blanche et Marie.

23 h 40 **Journal.**
0 h **C'est à lire.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2



20 h 35 **Emmenez-moi au théâtre : Raymonda.**
Ballet en trois actes de L. Pachkoff et M. Petipa, sur une musique de Glazounov, chorégraphie R. Noureev (enregistré le 8 décembre 1983 à l'Opéra de Paris).
Au XIIIe siècle, dans un château de Provence, des dames et demoiselles trompent leur solitude en écoutant des chants de troubadours, dans l'attente de leurs valeureux époux et fiancés partis combattre en Terre sainte.

23 h 5 **Magazine : Plaisir du théâtre.**
De P. Laville, réal. G. Pammier. Invitée : Danielle Darrieux.
Au sommaire : « les Oiseaux », au Théâtre du Rond-Point ; Tchekhov à Montparnasse ; Claude Santelli, metteur en scène, au Petit-Odéon ; « l'Heureux Stratagème », de Marivaux, à l'Odéon ; les quarante ans du Théâtre national de Belgique.

23 h 55 **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 **Cinéma (cycle : Rions français) : le Pion.**
Film français de C. Gion (1978), avec H. Guybet, C. Jade, C. Piéplu, M. Galabru, C. Dauphin, M. Kerwin.
Un professeur auxiliaire dans un lycée de province, chahuté par ses élèves, écrit un roman en cachette. Cela lui vaut un coup de chance. Dommage que le film se traîne dans un comique sans originalité car Henri Guybet est très bien.

22 h **Journal.**
22 h 25 **Thalassa.**
Magazine de la mer, de G. Pernoud.
24 heures de la vie du « Clem », reportage de Lise Blanchet et de Patrick Boileau, sur la vie à bord du porte-avions Clemenceau.

23 h 10 **Allegoria : Pierre-Paul Rubens.**
23 h 15 **Prélude à la nuit.**

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Oum le dauphin ; 17 h 10, L'Alsace gourmande ; 17 h 30, Feuilleton : Quentin Durward ; 18 h 25, Du réel au magique ; 18 h 50, Atout PIC ; 18 h 55, Feuilleton : le grand César ; 19 h 15, Informations ; 19 h 20, Paris impromptu ; 19 h 45, Dessine-moi une chanson.

CANAL PLUS

20 h 30, le Chat et le Canari, film de R. Metzger ; 22 h 15, Boxe ; 23 h 20, Basket américain ; 1 h 10, Ghostkeeper, film de J. Makichuk ; 2 h 35, Top 50.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 **Les sept jours assassinés**, de Rywan Daless. Avec J. Topart, J.-F. Delacour, C. Hubeau...
21 h 40 **Latitudes**, musiques traditionnelles.
22 h 30 **Nuits magnétiques** : Pina Bausch et le Tanz Theater de Wuppertal.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **Concert** (Festival de Berlin) : « Ouverture américaine », de Britten ; « Quatuor pour cordes et piano en sol mineur », de Brahms ; « Symphonie n° 5 en mi bémol majeur », de Sibelius, par l'Orchestre symphonique de Birmingham, dir. S. Rattle.
23 h **Les soirées de France-Musique** : la guerre des pianos, la belle époque du pianola ou les rendez-vous d'une passion.

Mardi 9 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 15 **ANTIOPE 1.**
11 h 45 **La Une chez vous.**
12 h **Feuilleton : Arnold et Willy.**
12 h 30 **La bouteille à la mer.**
13 h **Journal.**
13 h 45 **A pleine vie.**
Série : Galactica ; à 14.40, La maison de TF 1 ; à 15.15, Mode d'emploi, magazine du travail et des entreprises ; à 16 h 15, Portes ouvertes, magazine des handicapés.
16 h 30 **Croque-vacances.**
17 h 30 **La chance aux chansons.**
18 h **Le village dans les nuages.**
18 h 20 **Mini-journal pour les jeunes.**
18 h 30 **Série : Cœur de diamant.**
19 h 10 **Jeu : Anagram.**
19 h 40 **Feuilleton : les Bargeot.**
20 h **Journal.**
20 h 30 **D'accord pas d'accord (INC).**
20 h 35 **Jeu : Enigmes du bout du monde.**
Sur une idée de J. Antoine, présentation G. Schneider.
Un remake de la « Course autour du monde ».

21 h 35 **Document : Romande d'amour.**
De Jean-Louis et José Roy.
Le rêve aujourd'hui pour une jeune Mauricienne, le conte de fées moderne, c'est de traverser l'Océan pour épouser un Suisse. Un phénomène en passe de devenir un fait de société. Jean-Louis et José Roy sont allés d'un côté à l'autre de ce courrier transatlantique qui finit par une bague au doigt. Une extraordinaire émission, pleine d'intelligence et d'intimisme où il y a cette manière particulière de tout dire, sans omettre ni juger, de dépasser le sociologique pour atteindre l'humaine condition. Ce document, initialement prévu le 27 mars, avait été déprogrammé à cause de la diffusion d'un match de football.

22 h 35 **Tintam'arts.**
Magazine d'A. Gallien.
Autour de la Comédie-Française : une institution culturelle vieille de trois cents ans, une entreprise qui fait vivre quatre cents personnes. Interviews d'acteurs, témoignage de M. Jean-Pierre Vincent, administrateur depuis deux ans.

23 h 35 **Journal.**
23 h 50 **C'est à lire.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2

6 h 45 **Télématin** (à 8.30, feuilleton : la Farandole).
10 h 30 **ANTIOPE.**
12 h **Journal et météo.**
12 h 10 **Jeu : L'académie des neuf.**
12 h 45 **Journal.**
13 h 30 **Feuilleton : Les amours des années folles.**
13 h 45 **Aujourd'hui la vie.**
Au nom des femmes : Virginia Woolf, racontée par Viviane Forrester.
14 h 50 **Série : Chips.**
15 h 40 **Reprise : Le grand raid.**
Pékin-Fort Nelson (diffusé le 7 avril).
16 h 45 **Le journal d'un siècle, de L. Bériot.**
1907, le premier projet d'impôt sur le revenu ; la révolte des viticulteurs du Midi.
17 h 30 **Dessin animé.**
17 h 45 **Récré A2.**
Poochie ; les Viratatouns ; Latulu et Lireli ; Anim'A2 ; Terre des bêtes ; C'est chouette ; Téléchat.
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 15 **Emissions régionales.**
19 h 40 **Le théâtre de Bouvard.**
20 h **Journal.**

20 h 30 **D'accord pas d'accord (INC).**
20 h 40 **Cinéma : Rends-moi la clef.**
Film français de G. Pirès (1980), avec G. Marchand, J. Birkin, J. Dutronc, N. Nell, R. Bertin, J.-P. Muel.
Une jeune femme, séparée de son époux, doit se remarier avec un PDG divorcé. Mais « l'ex » a gardé la clé de l'appartement. On a presque besoin de se pincer pour rire à cette comédie languissante.

22 h 15 **Mardi cinéma.**
Avec Stéphane Audran, Bernadette Laffont, Christophe Lambert, Gérard Klein.
23 h 35 **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h **Télévision régionale.**
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 55 **Dessin animé : Lucky Luke**
20 h 5 **Les jeux.**
20 h 30 **D'accord pas d'accord (INC).**
20 h 35 **Cinéma : Mélodie en sous-sol.**
Film français d'H. Verneuil (1962), avec J. Gabin, A. Delon, V. Romance, C. Marlier, M. Biraud, C. Cerval (N.).
Un vieux truand sorti de prison tente un coup fumant – le cambriolage du casino Palm-Beach de Cannes – avec un jeune voyou manquant d'expérience. La « série noire » française dans ce qu'elle avait commercialement de plus solide, de plus efficace.

22 h 35 **Journal.**
23 h 5 **Allegoria : Jeff Gravis,** (le métro).
23 h 15 **Prélude à la nuit.**

CANAL PLUS

7 h, 7/9 ; 9 h, Hill Street blues ; 9 h 45, Soap ; 10 h 15, Reilly, l'as des espions ; 11 h 5, la Loi et la Pagaille, film de I. Passer ; 12 h 30, Cabou Cadin (et à 17 h 15) ; 13 h 5, Rue Carnot (et à 17 h 30) ; 14 h, Stunt Man, film de R. Rush ; 16 h 5, la Victime, film de G. Dobray ; 18 h, Jeu : 4 C + ; 18 h 40, Jeu : Les affaires sont les affaires ; 19 h 10, Zénith ; 19 h 45, Tout s'achète ; 20 h 5, Top 50 ; 20 h 30, la Crime, film de P. Labro ; 22 h 10, Circulez, y'a rien à voir ; 23 h 40, le Deuxième Souffle, film de J.-P. Melville ; 2 h 15, Vol du condor au-dessus des Andes.

FRANCE-CULTURE

6 h, Jacques-Cartier : le voyage imaginé ; 7 h, Le goût du jour ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : le voyage de La Pérouse (et à 10 h 50 : Au jardin d'Eden) ; 9 h 5, La matinée des autres : le temps, un repère pour les historiens africains ; 10 h 30, Musique : miroirs (et à 17 h) ; 11 h 10, L'école des parents et des éducateurs : Goldorak, Albator, Musclor et les autres ; 11 h 30, Feuilleton : Germinal 85 ; 12 h, Panorama ; à 12 h 45, le club de la presse : Mgr Lustiger ; 13 h 40, Instantané, magazine musical ; 14 h, Un livre, des voix : « Mourir à Selinonte », de François Fontaine ; 14 h 30, Bagatelle 1777-1977, de C. Viret. Avec C. Sellers, J.-P. Cisife... (rediff.) ; 15 h 30, Les mardis du cinéma : le rêve américain à l'époque de Roosevelt ; 17 h 10, Le pays d'ici, en direct de Laval ; 18 h, Subjectif : Agora (Luba Jurgenson) ; à 18 h 35, Tire ta langue ; à 19 h 15, Rétro ; 19 h 30, Perspectives scientifiques : les thérapies de couple ; 20 h, Musique mode d'emploi : Ravel chez lui.

20 h 30, **Pour ainsi dire**, magazine de la poésie.
21 h **Entretien avec...** Jean Paulhan : l'enfance.
21 h 30 **Diagonales**, l'actualité de la chanson.
22 h 30 **Nuits magnétiques** : un Américain à Paris-Roubaix.

FRANCE-MUSIQUE

6 h, Musique légère ; 7 h 10, L'imprévu : magazine d'actualité musicale ; 9 h 8, Le matin des musiciens : les dernières sonates de Beethoven ; œuvres de Beethoven, Hummel, Brahms ; 12 h 5, Le temps du jazz : feuilleton les voies du Seigneur (gospels et spirituals) ; 12 h 30, Concert : œuvres de Debussy, Chausson, Saint-Saëns, Berlioz par l'Orchestre philharmonique de Strasbourg, dir. T. Guschlbauer, sol. A. Dumay, violon ; 14 h 2, Repères contemporains : Forum des percussions ; 14 h 30, Les enfants d'Orphée : école buissonnière ; 15 h, Les après-midi de France-Musique : l'Opéra de Monte-Carlo – visite guidée avec M. Rosset, archiviste, créations, histoire grande et petite, l'orchestre, l'Opéra aujourd'hui ; 17 h 45, Les Sonates de Scarlatti : par Scott Ross ; 18 h 2, Acousmathèque : Gilles Grand, Luciano Berio ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : lecture au laser ; 19 h 15, Premières loges : Miguel Villabella interprète des airs de Boieldieu, Gounod, Bizet, Adam, Offenbach ; 20 h 4, Avant-concert.

20 h 30 **Concert** : « La voix des voix » de Levinas, « Hop » de Dusapin, Mouvement pour violoncelle de Strauch, « Triple duo » de Carter par l'Ensemble intercontemporain, dir. P. Eötvös, sol. P. Strauch, violoncelle.
23 h **Les soirées de France-Musique** : Jazz club – le quartette de Dizzy Gillespie.

INFORMATIONS « SERVICES »

Sports et loisirs

276-54-54 : UNE LIGNE POUR GARDER LA LIGNE

Pour informer les Parisiens sur les activités sportives mais ausi pour mieux connaître les aspirations des habitants de la capitale, la direction de la jeunesse et des sports de la Ville de Paris a créé il y a deux ans un service de réponses par téléphone.

« Allo-Sports mairie de Paris » a reçu l'an passé plus de 15 300 appels, dont plus de 5 500 pendant les mois de septembre et octobre. La natation, le tennis, la gymnastique, intéressent en priorité la population de la capitale.. Les Parisiens téléphonent aussi, parfois, lorsqu'ils souhaitent jouer au baby-foot, au golf miniature, aux dames et au tarot, quand ils veulent s'inscrire au Marathon de Paris, connaître la façon de passer le permis de pêche, faire du sport en province, louer un terrain, vendre un dériveur, assister à une compétition de slot racing...

Devant la grande diversité des questions posées, « Allo-Sports », chaque matin, enrichit et met à jour sa documentation. Il rappelle les usagers auxquels il n'avait pas répondu lors d'une première conversation. Il répond ensuite directement au public, de 10 h 30 à 17 h, du lundi au jeudi et jusqu'à 18 h 30 le vendredi, et ce pendant toute l'année.

« Allo-Sports » va bientôt être informatisé, afin de mieux traiter les informations toujours plus nombreuses qu'il est appelé à rassembler le service pourra, ainsi répondre, à l'avenir à un nombre encore plus grand d'appels.

* « Allo-Sports mairie de Paris ». Tél. : (1) 276-54-54.

COLLOQUES

ÉNERGIE ET COMPORTEMENT. – La maîtrise de l'énergie et le comportement des consommateurs fera l'objet d'un colloque international du 10 au 12 avril au Palais des congrès de Versailles. Ce colloque, organisé par le centre scientifique et technique du bâtiment, réunira des chercheurs et des praticiens de plus de vingt pays.

★ **Renseignements : CSTB, 4, avenue du Recteur-Poincarré - 75782 Paris Cedex 16. Tél. : (1) 524-43-02.**

CONCOURS

LIVRES D'ENFANTS. – Le ministère de la jeunesse et des sports organise, comme chaque année depuis 1981, le Grand prix du livre pour la jeunesse, qui récompense un ou plusieurs romans inédits pour les jeunes de huit à douze ans. Ouvert à tous les auteurs d'expression française, il est doté de deux prix d'un montant de 30 000 francs chacun, décernés l'un par un jury adulte, l'autre par un jury d'enfants. Les manuscrits doivent être déposés avant le 30 avril.

★ **Renseignements (1) 828-40-00. Poste 2254.**

CARNET

Décès

– M. et Mme Marc Durand-Viel,
M. et Mme André Berthault,
M. et Mme Jacques Berthault,
ses enfants, ses petits-enfants et ses vingt et un arrière-petits-enfants,
Les familles Berthault, Halluitte, Caraud, Duval-Arnould et Prache,

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Mme Charles BERTHAULT,
née Geneviève Prache,

pieusement décédée le 5 avril 1985, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Ses obsèques seront célébrées le mardi 9 avril, à 8 h 30, en l'église Saint-Sulpice.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

– Il y a un an

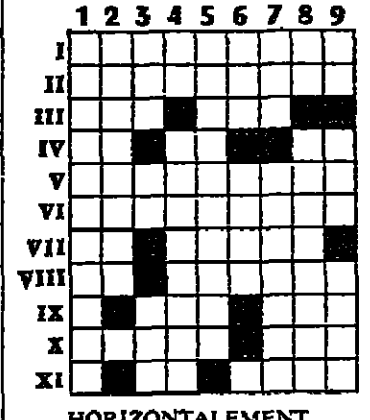
Denis BARBIER

nous quittait.

Que ceux qui l'ont connu et aimé, dans sa trop courte vie, aient une pensée pour lui.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3940



HORIZONTALEMENT

I. Elle ne fait que passer. – II. Avec elles, il faut s'attendre à avoir des pépins. – III. Arrose Northampton et Peterborough. Instrument à corde. – IV. Découvert. Symbole chimique. Symbole de la réussite. – V. Certains, pour leurs loisirs, la recherchent dans la grève. – VI. Iules pour Jules. – VII. Abréviation religieuse. Haut lieu de l'agriculture ou grand nom de la culture en Espagne. – VIII. Démonstratif. Fait partie des huiles. – IX. Plus on en prend, et plus on peut en tirer bénéfice. Qui n'a donc pas de « cœur ». – X. On pouvait les voir en peinture, mais lui, peu de gens pouvaient le sentir. En place. – XI. Démonstratif. Fit tomber de haut Jézabel.

VERTICALEMENT

1. A donc toutes les chances d'être épousé. – 2. A combattre d'urgence si on ne veut pas faire chou blanc. – 3. « Consommation » difficile à renouveler. Conjonction. Petit bagage. – 4. Abréviation. Relation entre voisins. – 5. Plus c'est vaseux et plus cela a donc des chances de leur plaire. – 6. Fin de service. On en trouve à tous les rayons. – 7. Lettre grecque. Pèse donc beaucoup. – 8. Note. Peut être considéré, à juste titre, comme le livre de l'année. – 9. Préposition. Fleuve côtier. Perdit un avantage naturel pour un avantage en nature.

Solution du problème n° 3939

Horizontalement

I. Décapitation. Me. – II. Epicéa. Néron. – III. Sa. Cumulard. A.R. – IV. Cuve. Eénmad (damnée). – V. Elancement. Ali. – VI. Na ! Sabordages. – VII. Droué. Niobé. – VIII. Adrénaline. Ru. – IX. Evier. – X. T.V.A. Empotés. Ail. – XI. Eénim (minée). Tronc. – XII. Sidérale. Loi. – XIII. Asse. Age. Loin. – XIV. Literies. Sirène. – XV. E.E.E. Ils. Adresse.

Verticalement

1. Descendante. Ale. – 2. Epaulard. Vessie. – 3. Ci. Va ! Organiste. – 4. Accentué. Idée. – 5. Peu. Enième. Ri. – 6. Iambes. Rail. – 7. Mallophages. – 8. Eb. Les. – 9. Tua. Nonnette. – 10. Retriever. L.S.D. – 11. Onde. Do. Isoloir. – 12. Ne. Able. Noire. – 13. Ramage. Racines. – 14. Morale. Ns. – 15. En. Disqualifiée.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

MARDI 9 AVRIL

« Le siège du Comité central du PC, chef-d'œuvre d'architecture moderne », 15 heures, métro Colonel-Fabien, M. C. Lasnier.

« La Conciergerie », 14 h 45, quai de l'Horloge (AITC) ou 14 h 30 (visite de la salle gothique et de la prison révolutionnaire), E. Romann.

« Hôtels et jardins du faubourg Saint-Germain », 14 h 30, métro Solférino, Michèle Pohyer.

« La Sainte-Chapelle et ses vitraux », 15 heures, boulevard du Palais, devant les grilles (Arcus).

« L'Hôtel-Dieu, autrefois », 15 heures, devant l'entrée, côté parvis (Paris autrefois).

« Le quartier des Gobelins », 11 heures, sur les traces de la Bièvre, métro Corvisart ; 14 h 30, la manufacture et les ateliers, 42, avenue des Gobelins.

« Le Marais », 14 h 30, 62, rue Saint-Antoine.

« L'Hôtel de Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou.

« La Bourse en activité », 11 h 15, métro Bourse, P.-Y. Jaslet.

« La maison de Victor Hugo », 15 heures, 6, place des Vosges, P.-Y. Jaslet.

« Dans les ateliers d'un tourneur d'étain », 15 heures, guichet métro Arts-et-Métiers.

« L'île de la Cité, Notre-Dame et Saint-Julien-le-Pauvre », 14 h 30, métro Cité (Les flâneries).

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au *Journal officiel* du dimanche 7 avril :

DES ARRÊTÉS

- Relatif à la commission nationale de l'Inventaire général des monuments et des richesses artistiques de la France.
- Relatif au taux de la taxe intérieure de consommation sur le fioul domestique.

UN DÉCRET

- Portant modification du chiffre de la population et attribution de populations fictives aux communes membres des agglomérations nouvelles prévues par le titre VII du livre 1er du code des communes, aux agglomérations nouvelles et aux communes intéressées par lesdites agglomérations.



LOTO NATIONAL N° 14 – TIRAGE DU SAMEDI 6 AVRIL 1985

11 28 34 35 40 45 – 41 NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE

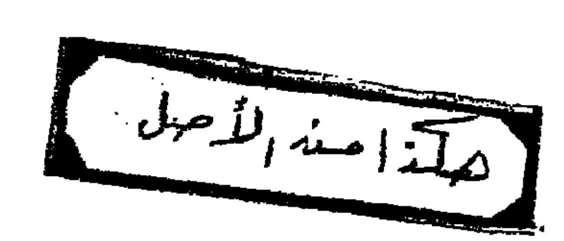
PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 10 AVRIL 1985 ET SAMEDI 13 AVRIL 1985

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS Nos	1	8 329 210,00 F
5 BONS Nos + complémentaire	21	185 090,00 F
5 BONS Nos	1 198	10 195,00 F
4 BONS Nos	81 276	150,00 F
3 BONS Nos	1 653 377	10,00 F

SUPER BONUS D'AVRIL 96 599
3 BONS Nos + COMPLEMENTAIRE : 10 F x 10 = 100 F

SOCIETE DE LA LOTERIE NATIONALE ET DU LOTO NATIONAL



LÉGION D'HONNEUR

Grande chancellerie

Est promu *commandeur :*

M. Maurice Le Lannou, professeur honoraire au Collège de France;

Sont promus *officiers :*

MM. Jean Berail, contrôleur général honoraire de la Police nationale; Paul Boisson, président de section de la société d'entraide des membres de la Légion d'honneur; Jean Debelut, doyen honoraire de la faculté de médecine de Poitiers; Pierre Payen, trésorier-payeur général honoraire; Pierre Poirier, ingénieur en chef honoraire à la SNCF.

Sont nommés *chevaliers :*

MM. Gaston Cauchy, proviseur honoraire de lycée; René Drouin, président de la section suisse de l'association des membres de l'ordre national du Mérite; Charles Eckenfelder, ancien agent de la SNCF; Etienne Fournial, ancien directeur d'UER d'université; Guy de la Mensbruge, ingénieur en chef honoraire du génie rural; Jules Plateau, ancien sous-chef de bureau à la SNCF; Maurice Preuss, inspecteur divisionnaire honoraire de la Police nationale.

Premier ministre

Sont promus *commandeurs :*

M. Claude Fréjacques, président du CNRS; Mme Marguerite de Crayencour, dite Marguerite Yourcenar, écrivain, membre de l'Académie française.

Sont promus *officiers :*

MM. André Nivollet, sous-directeur à la Documentation française; Alain Tinayre, avocat; Michel Tournier, romancier; Salomon Weinberg, dit Sammy, PDG d'une société de prêt-à-porter.

Sont nommés *chevaliers :*

MM. André Cellard, président du conseil d'administration d'une société nationale; Jean Elleinstein, maître-assistant dans une université; Ulysse Joseph, chef de section au secrétariat de la défense nationale; René Lefrançois, président d'association d'anciens combattants; Maurice Maire, docteur en médecine; Mme Louisette Marais, épouse Aulnette, institutrice honoraire; MM. Jean Moretti, ancien négociant; Bernard Pache, PDG d'un groupe d'industries d'électro-métallurgie; Yves Pouliquen, médecin-chef d'un service d'ophtalmologie; Jean-Claude Probst, dit Jean-Claude Casadesus, chef d'orchestre; Mlle Geneviève Salacroup, attaché d'administration; MM. Henri Tort-Nougues, grand maître de la Grande Loge de France; Robert Tougne, ancien receveur des impôts; Francis Windsor, président du conseil supérieur de l'ordre des experts comptables.

DROITS DE LA FEMME

Sont nommées *chevaliers :*

Mme Simone Balfet, épouse Iff, membre du Conseil économique et social; Mlle Antoinette de Berenger, conservateur de musée; Mme Yvonne Tolman, dite Tolman-Guillard, avocate à la cour.

FONCTION PUBLIQUE ET SIMPLIFICATIONS ADMINISTRATIVES

Sont nommés *chevaliers :*

MM. Marcel Devaux, ancien maire de Beauvois-en-Cambrésis (Nord); Lucien Lepresles, chef de section au secrétariat d'État chargé des anciens combattants, Louis Roze, attaché d'administration.

TECHNIQUES DE LA COMMUNICATION

Sont nommés *chevaliers :*

MM. Pierre Bourget, journaliste; Jean Forest, président de l'Agence centrale parisienne de presse; Stellio Lorenzi, metteur en scène; Guy Thomas, journaliste; Gilbert Viala, secrétaire général de la Régie française de la publicité.

PLAN ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Est promu *officier :*

M. Pierre Darou, directeur des services administratifs du Nord.

Sont nommés *chevaliers :*

MM. Marc Borgna, vice-président du comité économique et social de Provence - Alpes - Côte d'Azur; Claude Fourgeaud, directeur du Céprémap; Louis Gontier, avocat à Tarascon; Lucien Mayadoux, chef de section au bureau du cabinet du ministre des PTT; Michel Soulignac, secrétaire général pour les affaires régionales de Midi-Pyrénées; Raphaël Squercioni, PDG de la Sicomi Corsabail.

Économie, finances et budget

Est promu *commandeur :*

M. Robert Bertaux, président d'un groupe d'assurances.

Sont promus *officiers :*

MM. Yves Béchade, conseiller-maître à la Cour des comptes; Pierre Chavard, ancien commissaire du gouvernement; Pierre Chevagny, conseiller-maître honoraire de la cour des comptes; Jean Philippe, conservateur du registre de la cinématographie; Gustave Rambaud, conseiller d'un président de banque; Jean Vassallo, trésorier-payeur général honoraire; Claude Vuillermoz, chef de service à la Caisse des dépôts et consignations.

Sont nommés *chevaliers :*

MM. Ralph Aguerreber, chef du service de l'administration centrale; Marcel Barthe, directeur de succursale de la Banque de France; Claude Bébéar, PDG de compagnies d'assurances.

MM. Jean-Paul Cheruy, secrétaire général dans une banque; Gérard Claeys, président du directoire d'un établissement financier; Michel Dailly, chef de fabrication aux Monnaies et médailles; Jacques Dehlinger, contrôleur financier; Jean Desvergnes, président de la caisse d'aide sociale de l'éducation; Francis Fabre, conseiller-maître à la Cour des comptes; Michel Fessler, administrateur de sociétés; André Fleury, directeur des services fiscaux; Jean-Pierre François, ancien président de banque; Yann Gaillard, président de banque; René Giot, chef d'atelier à la SEITA; Roger Girandon, receveur des finances; Mme Geneviève Jacob, née Goulet, attaché de direction dans une banque; M. Bruno de Maulde, administrateur d'organismes internationaux; Mme Janine Molinier, chef de service à l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer; MM. Roger Prain, directeur de banques; Michel Schmitt, contrôleur financier.

Justice

Sont promus *commandeurs :*

MM. Jacques Chardeau, président de section au Conseil d'Etat; Guy Pinot, président honoraire de la cour d'appel de Versailles.

Sont promus *officiers :*

MM. Etienne Bourge, président du tribunal de grande instance de Lyon; Raymond Bronner, conseiller à la Cour de cassation; Maurice Chanaron, président de la cour d'appel de Grenoble; Pierre Fabre, procureur près la cour d'appel de Montpellier; Gaston Fedou, conseiller à la Cour de cassation; Jean Fontana, président à la cour d'appel de Paris; Etienne Hardy, avocat général près la cour d'appel de Paris; Léo Montanier, avocat général à la Cour de cassation; Jean Mouthon, conseiller à la Cour de cassation.

Sont nommés *chevaliers :*

MM. Georges Amadeo, substitut près de la cour d'appel de Papeete; Jacques Arnaud, président à la cour d'appel de Nîmes; Bernard Aubry, président du tribunal de grande instance d'Orléans; Lucien Averseng, conseiller à la cour d'appel de Paris; Mme Claude Blum, substitut à l'administration centrale; MM. Gilbert Bossy, président honoraire du conseil de prud'hommes de Marseille; Maurice Colomb, conseiller à la cour d'appel de Paris; Jean Dumont, président de chambre à la cour d'appel d'Amiens; Samuel Fleiser, expert honoraire; Xavier Garcin, président de chambre à la cour d'appel de Versailles; Paul Huck, greffier de la cour d'appel de Paris; Dominique Jolivet, vice-président au tribunal de grande instance de Créteil; Pierre Jondet, conseiller prud'homme à Paris; Philippe Lemaître, avocat à Paris; Joseph Le Pavec, notaire à Paris; Michel le Trooquer, avocat à Paris; Pierre Louise, conseiller référendaire à la Cour de cassation; Paul Marchand, substitut près la cour d'appel de Paris; Michel Mattei, avocat général près la cour d'appel de Bastia; Michel Meyer, président de chambre à la cour d'appel de Bourges; Henri Millier, notaire à Paris; Victor de Montchenu, substitut près le tribunal de grande instance de Créteil; Robert Philippot, vice-président au tribunal de grande instance de Paris; René Pin, vice-président de la société mutualiste du ministère de la justice; Bernard Poullain, secrétaire général du Conseil constitutionnel; Mme Louise Pourcher, épouse Perraudin, conseiller à la cour d'appel de Paris; MM. Jean Reygrobellet, avocat général près la cour d'appel d'Aix-en-Provence; Louis Tixier, avoué près la cour d'appel de Riom; André Valdes, président de chambre à la cour d'appel de Paris; Robert Weil, avocat à Strasbourg.

Relations extérieures

Sont promus *commandeurs :*

M. Jean-Paul Anglès, ministre plénipotentiaire; Mgr Charles Lefebvre, doyen du tribunal de la Sacrée Rote romaine; M. Gabriel Nahas, chef de laboratoire d'anesthésiologie à l'université de Columbia, à New-york.

Sont promus *officiers :*

MM. Bernard Bochet, ambassadeur au Mexique; Yves Boulongne, conseiller à l'ambassade de France en Yougoslavie; Marcel Laugel, premier conseiller à l'ambassade de France au Liban.

Sont nommés *chevaliers :*

MM. Pierre Cardi, secrétaire de chancellerie; Michel Chatelais, ambassadeur au Togo; Jean Chauvet, ambassadeur à Belize; Roger Chereau, secrétaire adjoint des affaires étrangères; Jacques Royet, consul général à Djibouti.

PROTOCOLE

Sont promus *officiers :*

Mgr René Boisguerin, chargé par le Saint-Siège de suivre la communauté chinoise catholique de Grande-Bretagne; le Père André Demeerseman, père blanc en retraite; M. Pierre Jungué, médecin conseil du consulat général de France à Tunis; le Révérend Père Marcel Martin, professeur de lettres, économe et procureur du séminaire français de Rome; le Père Louis Secondi, père dominicain missionnaire au Brésil.

Sont nommés *chevaliers :*

Mme Antoinette Apap, née Grime, présidente de l'Association pour la conservation des sépultures françaises à Annaba (Algérie); Mgr Maxime Charles, recteur de la basilique de Montmartre; MM. Jean-Baptiste Exiga, consul honoraire en Colombie; Jean Fano, homme d'affaires résidant en Argentine; Henri Lousteau, PDG de société en Haïti; Jacques Navadic, journaliste à Télé-Luxembourg; Mgr Ernest Nyary, archevêque de Bagdad; Mme Marie Sweeney, née Meyrigne, journaliste en Afrique du Sud; Daisy Thorel, née Matossian, fondatrice d'œuvres sociales en Suisse.

COOPÉRATION ET DÉVELOPPEMENT

Sont promus *officiers :*

MM. Guy Couëc, professeur de mathématiques; Georges Martres, chef de la mission de coopération à Yaoundé.

Sont nommés *chevaliers :*

MM. Henri Boulland, adjoint au sous-directeur de la recherche et de l'information scientifique à l'administration centrale; Claude Cabrol, conseiller du premier vice-ministre du Gabon; Marc Cossé, directeur d'une société pétrolière au Gabon; Mme Yvonne François, en religion sœur Claire, médecin à Biankouri, au Togo; MM. Jacques Juif, conseiller à la mission de coopération de Nouakchott; Maurice Peiffer, exploitant forestier au Cameroun; Victor Renard, directeur de l'agence de la caisse de coopération économique au Mali.

Défense

Sont promus *officiers :*

MM. François Bedaux, PDG d'une société; Philippe Giscard d'Estaing, directeur délégué dans une société.

Sont nommés *chevaliers :*

MM. Roger Barbier, pilote de réception; René Berterottière, directeur dans une société; Henri Bouissou, professeur agrégé; MM. Maurice Carpentier, administrateur civil; Jacques Denat, magistrat détaché au ministère; Jean Jacquemard, vice-président d'une mutuelle; Jacques Maxime, ingénieur; Armand Ors, agent sur contrat.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

Sont promus *commandeurs :*

MM. Emile Cornu, président de l'Union des aveugles de guerre; Léon Rogez, président d'une amicale; Gaston Saurel, ancien membre du Mouvement national des prisonniers de guerre.

Sont promus *officiers :*

MM. Marcel Jacmot, trésorier départemental de l'Union des associations de combattants; Louis-Marie Raymondis, président de Libération-Sud; Pierre Sierens, ancien directeur interdépartemental.

Sont nommés *chevaliers :*

MM. Paul Albert, trésorier départemental des anciens de la brigade Alsace-Lorraine; Alpinien Barry, président d'honneur d'une section de la Fédération des combattants républicains; Léon Basset, président d'un comité de l'Association des combattants volontaires de la résistance; Théotime Curac, président départemental de la Fédération des blessés du poumon; Mme Jacqueline Etienne, épouse Guichard, membre de la Fédération des déportés et internés; MM. Marcel Haedrich, ancien membre du Mouvement des prisonniers de guerre; Jean-Baptiste Lalanne, président d'une association d'anciens combattants; Paul Limauge, vice-président départemental de l'Association Rhin et Danube; Robert Maudhuit, président d'honneur d'une section des Poilus nivernais; Daniel Morfin, président de l'amicale des anciens de Namsos; Mlle Marie Oddon, combattant de la résistance; MM. Jean Poigny, ancien membre du Mouvement des prisonniers de guerre; Louis Rambaud, président départemental de la Fédération des combattants prisonniers de guerre; André Renaudin, vice-président de l'Association des anciens combattants de la ligne Maginot.

DÉPORTÉS ET INTERNES

Est promu *officier :*

M. Maurice Fenery, interné-résistant.

Sont nommés *chevaliers :*

Mme Léa Charpentier, épouse Le Pen, internée-résistante; MM. Edouard Cosserat, interné-résistant; Jean Godinaud, interné-résistant; André Monteux, interné-résistant; Norbert Paulet, interné-résistant; Sabin Salinas, interné-résistant.

Intérieur et décentralisation

Est promu *commandeur :*

Jean Le Coz, préfet, directeur de cabinet du commissaire de la République d'Ile-de-France.

Sont promus *officiers :*

MM. Etienne Campuzan, ancien conseiller municipal d'Agen; Charles Champey, adjoint au maire de Mâcon; Arsène Delamon, secrétaire général de la préfecture de Seine-et-Marne; Marc Ricard, directeur des services d'incendie des Yvelines.

Sont nommés *chevaliers :*

MM. René Arnold, attaché à la préfecture du Haut-Rhin; Pierre Barbas, secrétaire fédéral du syndicat Force ouvrière; Pierre Bouneau, ancien sénateur; Jean-Pierre Brut, sous-directeur de services de la police nationale; Gérard Calixte, commissaire adjoint de la République de La Trinité; Robert Castaing, maire de Lectoure (Gers); Mme Madeleine Chancel, épouse Moulin, adjoint au maire de Vienne (Isère); MM. Donat Chinal, doyen d'honneur du conseil général de la Savoie; Pierre Davin, président du tribunal administratif de Papeete; Guy Delbut, commandant de groupement au CIRCOSC; Gérard Deplace, commissaire de la République du Cher; Léon Deschamps, adjoint au maire de Thiers (Puy-de-Dôme); Maurice Gavel, médecin-chef des services d'incendie de la Charente; Georges Greco, sous-directeur de services de la police nationale; Mgr Guy Herbulot, évêque de Corbeil-Essonnes; MM. Raymond Hugues, conseiller général des Hautes-Alpes; Pierre Jacq, ancien maire de Sainte-Sève (Finistère); Guy Journiac, conseiller général de la Nièvre; Michel Lajus, commissaire de la République; Guy Lepape, ingénieur au laboratoire de la préfecture de police; Albert Mazeau, officier de paix honoraire; Marcel Meiffret, ancien adjoint au maire de Draguignan; Jean-Pierre Monsarrat, président du conseil de l'Eglise réformée de France; Paul Padovani, administrateur civil; Henri Paganie, conseiller général de la Nièvre; Robert Penit, ancien conseiller général de l'Aisne; Sauveur Piguillem, commandant de la police nationale; Pierre Sanvigne, ancien conseiller général de Saône-et-Loire; Jean Savelli, directeur de l'école supérieure des sapeurs-pompiers; Lucien Soulignac, contrôleur général de la police nationale.

DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Est promu *officier :*

Mgr Michel Coppenrath, archevêque de Papeete.

Sont nommés *chevaliers :*

MM. Pierre Brayard, contrôleur général de la police nationale; Luc Hoarau, président du conseil de la Réunion; Hutia Tapeta-Moanarua, ancien fonctionnaire de police en Polynésie.

Agriculture

Est promu *officier :*

M. Jacques Rool, directeur du fonds d'intervention du marché du sucre.

Sont nommés *chevaliers :*

MM. René Amour, président d'associations cunicoles; Roger Charles, inspecteur général de l'agriculture; Pierre Chaverot, président du Comité interprofessionnel de l'horticulture; Pierre Dumont Saint-Priest, agriculteur-éleveur; Henri Falgnerolles, directeur de l'Union des coopératives agricoles d'approvisionnement; Jean Garrigou, directeur à la Caisse de crédit agricole; Bernard Jollet, président de la chambre d'agriculture de l'Indre; Pierre Julian, directeur des domaines viticoles de la Compagnie des salins du Midi et des salines de l'Est; Claude Maréchal, directeur de l'agriculture de la Bourgogne; Claude Peltereau Villeneuve, président de l'Institut pour le développement forestier; Albert Raymond, éleveur; Mlle Irène Trepont, sous-directeur de la protection sociale à l'administration centrale.

Redéploiement industriel et commerce extérieur

Est promu *commandeur :*

M. Philippe Huet, président du conseil d'administration des Charbonnages de France.

Sont promus *officiers :*

MM. Roger Georges, conseiller d'une société d'appareils ménagers; Henri Henric, PDG d'une compagnie; Jean Mersch, vice-président d'une association; Michel Molbert, directeur industriel au CEA; Fred Samuel, PDG d'une société.

Sont nommés *chevaliers :*

MM. Jean Balazuc, directeur à GDF; Julien Bammes, cadre EDF-GDF; René Boutet, chef d'entreprise; Michel Boxberger, délégué général d'une société; Louis Buch, ancien mineur de fond; Mme Françoise Chiffre, épouse Allaire, PDG d'une entreprise textile; MM. Bernard Delage, directeur de succursales de banque au Japon; Louis Deny, vice-PDG d'une compagnie pétrolière; René Derenoncourt, PDG d'une société; Jean-Pierre Desgeorges, PDG d'une société de constructions électriques; Daniel George, chef des services d'expansion en RFA; Hubert Jacqz, PDG d'une société de produits pétroliers; Georges Jolles, dit Tanne, président du directoire d'un groupe de sociétés de confection; Claude Moinet, directeur dans une société de construction d'automobiles; Jany Parise, ingénieur-conseil; André Pech, directeur à l'Institut français du pétrole; Gérard Seul, directeur d'une société; Mme Marie Tremblay, épouse Derome, président de laboratoires; M. Eric Wolf, chirurgien, chef de service des Houillères du bassin de Lorraine.

PTT

Sont promus *officiers :*

MM. Paul Chauvel, chef de service des postes à Poitiers; Jean Masson, inspecteur général à la direction des télécommunications d'Ile-de-France.

Sont nommés *chevaliers :*

MM. Pol Aubriot, inspecteur général à la direction des télécommunications d'Ile-de-France; Pierre Brayac, inspecteur principal à la direction des postes de Beauvais; Roger Fort, chef de service des postes à Bordeaux; Roger Leveque, contremaître à la direction des postes d'Ile-de-France-Ouest; Joseph Pozzo di Borgo, directeur d'établissement des postes à Marseille-Gare; Michel Toubin, ingénieur général à l'administration centrale; Raphaël Yelloz, directeur dans un laboratoire.

Éducation nationale

Sont promus *officiers :*

MM. Jean-Baptiste Duroselle, professeur d'université honoraire; Théodore Mé, attaché d'administration à l'Ecole nationale supérieure de mécanique de Nantes; Jacques Muglioni, inspecteur général de l'éducation nationale.

Sont nommés *chevaliers :*

M. Jean Andrieu, conseiller pédagogique à l'école normale d'Agen; Mme Henriette Brice, épouse Durepert, agent de bureau à l'école normale de Vesoul; MM. Jean Castagnet, professeur au collège de Vic-Fezensac (Gers); Jean Cohade, directeur du centre régional de documentation pédagogique de Clermont-Ferrand; René Dabard, directeur de l'école nationale supérieure de chimie de Rennes; Mme Eliane Duclos, épouse Kriser-Morell, agent contractuel; MM. Georges Dupuis, professeur à l'université Panthéon-Sorbonne; Jacques Georgel, recteur de l'académie de la Réunion; Mlle Martine Guillet de la Brosse, directeur adjoint du centre d'études littéraires et scientifiques à Paris; MM. Michel Hulin, directeur du Palais de la découverte; Jacques Le Roux, principal de collège honoraire; André Maréchal, proviseur de lycée à Lyon; Yvan Mirochnikoff, président de la commission des titres d'ingénieurs; Luc-Olivier Picon, professeur à l'université Paris-VII; Pierre Prum, inspecteur général de l'éducation nationale; Paul Raymond, inspecteur général adjoint de l'administration de l'éducation nationale; Chaloum Slama, professeur à l'université Paris-VII; Gilbert Varet, professeur d'université honoraire.

Affaires sociales et Solidarité nationale

Est promu *commandeur :*

M. Robert Merger, médecin-chef de service honoraire des hôpitaux.

Sont promus *officiers :*

MM. Philippe Farine, président du Centre d'information et d'études sur les migrations; Louis Picard, inspecteur général de la Sécurité sociale.

Sont nommés *chevaliers :*

MM. Robert Baguet, président de l'Institut des associations de retraités; Bernard Boinet, président de la commission administrative d'une maison de retraite; Robert Coste, membre d'une commission d'orientation professionnelle; Aré Edwards, chirurgien-dentiste; Robert Grossenbacher, ancien directeur-adjoint d'une caisse d'assurance-maladie; Georges Hippert, vice-président de la Fédération de la mutualité française; Barare Kaldjian, dit Jacques, président d'une association d'aide sociale; Guy Le Moigne, sous-directeur à l'administration centrale; Paul Maigre, ancien président du conseil d'administration d'une caisse d'allocations familiales; Roger Parmolan, président d'une association d'entraide; Alphonse Romanzin, directeur d'un groupe d'institutions de retraite; Mme Maguerite Stoerr, veuve Hélion, assistante sociale honoraire; MM. René Turpin, vice-président de la Confédération de la famille rurale; Maurice Weinberg, vice-président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA).

SANTÉ

Sont promus *officiers :*

MM. Jean Causse, ancien médecin oto-rhino-laryngologiste; Roland Clin, trésorier de la Fédération hospitalière de France; Jean Pecker, médecin-chef de service hospitalier.

Sont nommés *chevaliers :*

Mlle Yvette Bellamy, secrétaire générale d'une fédération syndicale; MM. Michel Bourel, médecin-chef de service hospitalier; Marcel Chaigneau, président de l'académie de pharmacie; Michel David, secrétaire d'une fédération syndicale; Maurice Gebusson, président d'honneur d'une fédération syndicale; Albert Lacire, directeur d'un centre hospitalier; Jean Lauron, médecin; Guy Lecœur, directeur d'un centre hospitalier; Raymond Pautrizel, médecin-chef de service hospitalier honoraire; Jean Soucaret, vice-président du syndicat de l'industrie pharmaceutique.

RAPATRIÉS

Est promu *officier :*

M. Paul Bellat, ancien rapporteur général de l'assistance sociale aux assemblées algériennes à Alger.

Est nommé *chevalier :*

M. Raymond El Baz, vice-président du Front national des rapatriés de Lyon.

Urbanisme, logement et transports

Est promu *commandeur :*

M. Alfred Florio, dit Floriot, entrepreneur de bâtiment et de travaux publics.

Sont promus *officiers :*

MM. Romain Germain, directeur d'une société d'autoroutes; Jacques Walter, directeur adjoint d'un journal.

Sont nommés *chevaliers :*

MM. Jacques Brunier, président d'une fédération du bâtiment; Bernard Fauveau, directeur du service d'études techniques des routes et autoroutes; Michel Laffay, président d'une société d'HLM; Claude Pux, président d'un syndicat de constructeurs de maisons individuelles; Richard Rutkowski, directeur d'un office public d'aménagement et de construction; Alain Treppoz, PDG d'une banque corporative.

TRANSPORTS

Sont promus *officiers :*

MM. Albert Dubreuil, conseiller technique auprès du PDG d'une compagnie aérienne; Christian Malaurie, inspecteur général des transports et des travaux publics;

Sont nommés *chevaliers :*

MM. Louis Baradat, technicien au Centre d'études techniques de l'équipement de Bordeaux; Henri Brilli, sous-directeur des télécommunications d'une compagnie aérienne; Jean-Marie Delquignies, président de la Fédération des commissionnaires et auxiliaires de transport; Bernard Félix, directeur dans une société industrielle.

MM. André Fleischmann, président de la Fédération des transporteurs routiers; Georges Françon, conducteur principal à la SNCF; Philippe Guerbet, secrétaire du conseil d'administration à la RATP; Pierre Kleitz, directeur adjoint dans une compagnie aérienne; Louis Pailhas, directeur de la navigation aérienne; Jean Querleux, directeur d'une filiale de la SNCF.

MER

Est promu *officier :*

M. Yves Boissereinq, attaché au conseil général des ponts et chaussées.

Sont nommés *chevaliers :*

MM. Henri Diou, président du comité des pêches maritimes de Brest; Roger Leguillou, officier mécanicien; Emile-François Thomas, commandant du port de Boulogne-sur-Mer.

Commerce, artisanat et tourisme

Est promu *officier :*

M. Michel Genin, PDG de société.

Sont nommés *chevaliers :*

MM. Francis Démogé, directeur d'un groupe de sociétés commerciales; Antoine Gridel, directeur de société; Jean-Pierre Husson, président de la chambre de commerce de Gray-Vesoul; Serge Michel, directeur dans une compagnie; Jacques Papon, directeur d'un groupe d'assurances; Paul Rapp, PDG de société; Charles Savy, directeur de société; Claude Ségalot, PDG de société.

Travail, emploi et formation professionnelle

Sont promus *officiers :*

MM. Marius Bariogio, président honoraire de la section des meilleurs ouvriers de France de la Côte-d'Or; François Semaille, ancien contrôleur social de la main-d'œuvre nord-africaine.

Sont nommés *chevaliers :*

Mlle Camille Beltramo, directeur du travail et de l'emploi de la région Champagne-Ardenne; MM. François Bibiloni, chef du personnel chez Cofimeg-Sefimeg; Pierre Boisramé, vice-président à l'union régionale Ile-de-France de l'Association des directeurs et chefs de personnel; Théodore Burniat, président de l'union CFDT des retraités de Pont-à-Mousson; Roland Charniaux, technicien aux établissements Sculfort à Maubeuge; Jean Chevrier, dit Herbert, président du syndicat des directeurs de théâtre de chansonniers de Paris; Emile Degand, retraité des Houillères; Georges Denizet, ancien conseiller économique et social; Claude Georges, président du Syndicat de l'information médicale; Raymond Girard, médecin-inspecteur de travail; Claude Guizard, commissaire de la République de l'Ariège; Gabriel Jardin, vice-président de l'union régionale de la CGC; Pierre Macardier, président adjoint des meilleurs ouvriers de France; André Madrolle, ancien directeur du centre de formation d'apprentis de la chambre des métiers de l'Indre; Raoul Mazoyer, chef du centre Provence-Alpes-Côte d'Azur de l'ANPE; Henri Sauvinet, administrateur de l'APEC; Jean Wagner, chef de fabrication à la société Desvignes; Jack Zimmermann, directeur de la foire de Lille.

Environnement

Est promu *officier :*

M. Paul Rambeaud, membre de la mission Environnement et qualité de la vie.

Sont nommés *chevaliers :*

Mme Aline Antoine, née Ecochard, fondatrice du relais Nature de Jouy-Vélizy; MM. René Bourny, ingénieur des ponts et chaussées à la retraite; Jean Caynol, pharmacien; Georges Gordon, agent contractuel à l'administration centrale; Jean Laflotte, président de la Fédération des chasseurs des Vosges; Jean Pétin, délégué à l'architecture et à l'environnement pour le Limousin; Pierre Tortey, chef de division à l'Agence de bassin Loire-Bretagne.

Recherche et technologie

Sont promus *officiers :*

MM. Jacques Oudin, ancien directeur de recherche au CNRS; Guy Ourisson, professeur d'université.

Sont nommés *chevaliers :*

MM. Henri Bruck, ancien chef de service au CEA; Yves Farge, directeur dans une société; Marius Le Fevre, directeur au Centre d'études spatiales; Christian Marbach, directeur de l'Agence nationale de valorisation de la recherche; Michel Petit, directeur au CNRS; Alain Touraine, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales; Robert Tuillier, directeur de société.

Culture

Sont promus *commandeurs :*

MM. Robert Fabre, dit Favre Le Bret, président d'honneur de l'Association du Festival international du film, à Cannes; Pierre Jacob, dit Tal Coat, artiste peintre; Pierre Libermann, dit Jean Mercure, directeur du Théâtre de la Ville.

Sont promus *officiers :*

M. François Agostini, ancien directeur de l'Opéra et de l'Opéra-Comique; Mlle Jeannine Baticle, conservateur au département des peintures du Musée du Louvre; M. Georges Dancigers, producteur de films; Mme Antoinette Gaschet, épouse Faucheux, dite Odette Comandon, auteur régionaliste; MM. André Girard, chef d'orchestre; Stéphan Hadju, dit Etienne, sculpteur, dessinateur, graveur; Alfred Manessier, artiste peintre; Emmanuel Robles, romancier; Joseph Teboul, animateur d'associations.

Sont nommés *chevaliers :*

MM. Michel Aumont, artiste dramatique; Gilbert Amy, directeur du Conservatoire supérieur de musique de Lyon; Mme Brigitte Bardot, comédienne; MM. Guy Barruol, maître de recherche au CNRS; Marius Bertou, chargé du service de politique et d'action culturelles de la CGT.

MM. Philippe Charmet, publiciste et mécène; Michel Foulon, PDG de la librairie Hatier; Philippe Gérard, dit Philippe-Gérard, compositeur de musique; Augustin Girard, chef du service des études et recherches au ministère; Léon Herran, secrétaire perpétuel de l'académie Gasconne; Jean-Marc Lanfry, président du groupement technique des entreprises de taille et pose de pierre; Jean Massin, écrivain, historien, essayiste; Marie Plancha, dit Henry, auteur dramatique; Roger Planchon, codirecteur du Théâtre national populaire de Villeurbanne; Claude Samuel, musicologue; Philippe Tiry, directeur de l'Office de diffusion artistique; Arthur Van Hecke, artiste peintre.

JEUNESSE ET SPORTS

Sont promus *officiers :*

MM. Pierre Allain, ancien alpiniste; Louis Tareygeol, ancien président de l'Union des arbitres de football.

Sont nommés *chevaliers :*

MM. Jean-Jacques Lang, journaliste sportif; Pierre Talbot, inspecteur de la jeunesse et des sports; Mme Jacqueline Vandecrane, ancien entraîneur de patinage artistique.



économie

REPÈRES

Démographie : baisse de la natalité en URSS

La natalité en URSS aurait baissé brutalement après une remontée au cours des dernières années, si l'on en croit une information publiée par l'agence Tass : à propos de la Journée internationale de la santé, le 7 avril, celle-ci a déclaré que *« près de treize mille enfants naissent chaque jour en URSS »*. Ce qui ferait 4 740 000 naissances sur une année et correspondrait, sur la base du chiffre officiel de la population (276,3 millions d'habitants au 1er janvier 1985), à un taux de natalité de 17,2 pour mille, le plus bas depuis 1969 (17 pour mille). Après une baisse ininterrompue jusqu'à cette date, la natalité en URSS avait remonté progressivement, pour atteindre 18,9 pour mille en 1982 et même 20,1 en 1983 : ce chiffre officiel, publié par la *Pravda* le 6 décembre dernier, ramenait la natalité au niveau de 1964, avant la grande chute de la fécondité dans tous les pays industrialisés. Une grande partie de la remontée récente de la natalité était due aux populations musulmanes de l'Asie centrale, la fécondité continuant, semble-t-il, de baisser en Russie d'Europe.

Terres : 5,6 millions d'hectares détenus par des étrangers aux Etats-Unis

Les ressortissants étrangers possédaient 5,6 millions d'hectares de terre aux Etats-Unis, soit 1 % de la totalité du patrimoine foncier agricole et forestier du pays, indiquent les statistiques du département américain de l'agriculture, arrêtées au 8 octobre 1984 et qui viennent d'être publiées. La propriété forestière détenue par des citoyens étrangers comptait pour 57 % (3,2 millions d'hectares) de l'ensemble, précise ce rapport. Les sociétés commerciales et industrielles détiennent 91 % de ces 5,6 millions d'hectares, tandis que les personnes privées n'en possèdent que 7 % et les associations 2 %. Les personnes ou sociétés ressortissantes du Canada (20,4 %), de Hongkong (12 %), du Royaume-Uni (11 %), de la République fédérale d'Allemagne (5,1 %) et des Antilles néerlandaises (3,98 %) possèdent ensemble 3,7 millions d'hectares. Les propriétaires français viennent loin derrière avec seulement 0,5 % du total (30 016 hectares) ou 2,3 % quand ils sont associés avec des firmes américaines.

Les jeunes du quart-monde à Reims

« Pour travailler, j'aurais fait n'importe quoi »

De notre envoyée spéciale

Ce qui caractérise la population dite du « quart-monde », c'est son incapacité à se débrouiller dans une société qui exige, pour s'en sortir, un minimum d'aptitudes à s'exprimer, à se situer dans le maquis de la vie économique.

Reims. — Sur le pas des petites maisons de la cité de promotion familiale de Reims, des gamins s'amusent autour des flaques de boue. Deux carcasses de voiture, et, plus loin, une caravane sont là pour rappeler qu'en entrant ici on pénètre dans le quart-monde. Dans chaque foyer, c'est la même litanie. Ici, la mère, en robe de chambre, offre aux visiteurs sa seule chaise intacte et ne demande qu'à parler. *« J'ai commencé à travailler à quatorze ans, car j'avais promis à mon père sur son lit de mort de m'occuper de ma mère cardiaque et de mes frères et sœurs. »* Quand elle se marie, elle a déjà deux enfants, cinq autres viendront plus tard. Son rêve ? *« Les voir apprendre un bon métier. » « Au début, avant que mon mari ne m'abandonne, ils allaient dans une institution catholique et ils apprenaient bien. »*

Puis ce fut le déménagement dans le « quartier du Maroc » où étaient regroupés les gens du voyage. *« Les enfants de la cité étaient placés au fond de la classe et la maîtresse ne s'occupait pas d'eux. Quand mes fils ont voulu aller au lycée, les professeurs leur ont dit : « allez donc à la SES* (section d'enseignement spécialisée), *vous serez avec vos copains. »*

Les dés étaient jetés. José (vingt-cinq ans) voulait être menuisier, passer son CAP. Il serait même *« allé à Charleville pour suivre des cours »*, mais on l'a *« envoyé dans un stage de tôlerie »*. Cela ne lui plaisait pas, mais il n'a pas désarmé. *« J'ai fait un petit boulot chez un soudeur, puis j'ai passé trois jours chez un maçon. Pour travailler, j'aurais fait n'importe quoi. »*

Aujourd'hui, handicapé d'une jambe à la suite d'un accident de Mobylette, il retourne régulièrement à l'ANPE, mais *« ils n'ont même pas de place de manœuvre »*. Sa femme ne peut pas travailler. Elle *« voit trop mal »* et attend *« une pension »*.

Pour les autres, l'histoire se répète : l'aînée voulait être dactylo, mais *« elle n'a pas assez bien appris à l'école »*. Il aurait fallu payer un établissement privé. Au chômage. Didier (trente-cinq ans) a, lui, un CAP de maçon. Au chômage. Il espère *« trouver un stage de chauffeur routier »*. Marcel, le gendre (trente-six ans), ouvrier qualifié. Au chômage. *« Lorsque j'ai perdu mon travail de maçon,* raconte-t-il, *j'ai essayé de m'installer comme artisan. J'ai voulu demander un emprunt à la banque. On m'a dit que je devais d'abord verser de l'argent. Comment voulez-vous que je fasse ? »*

Patricia, la dernière, est sortie d'une école spécialisée à dix-huit ans. Elle voudrait *« s'occuper de bébés »*, mais on lui a proposé un stage d'insertion sociale. Seul revenu de la famille, les 3000 F de pension de la mère. *« Quand on a payé le loyer et l'électricité, il ne reste plus grand-chose. »*

Dans la maison voisine, les mâchoires de la misère se sont aussi refermées. *« 3 700 F de secours par mois »* pour les six enfants (sur onze qui restent encore à la maison). Mme X... rêvait également de voir ses enfants *« trouver du travail »*. Sa fille aînée est sa fierté. *« Elle sait lire et écrire, elle est depuis vingt ans chez Citroën. »* Pour les autres, le cercle infernal recommence. Ils vont de stage en stage, marqués par l'échec scolaire.

« Ne dites pas que c'est de notre faute »

Aller plus loin, pour entendre la même chose. Encore un fils pensionné parce qu'il a mal au dos. Un cadet âgé de quinze ans *« qui a de mauvaises notes à l'école »*. *« Et ne dites pas que c'est de notre faute. Nous ne cessons de leur dire : travaillez en classe, plus tard, vous aurez un métier »*, ne peut s'empêcher de préciser la mère. Ici aussi on vit *« d'allocations et d'Assedic »*. Le père est au chômage depuis 1978.

Sur les cent cinquante jeunes dont ATD (Aide à toute détresse) Quart-Monde (1) s'occupe à Reims, 4 % seulement ont un travail (ils étaient 26 % en 1980, 9 % en 1984) ; 12 % étaient en stage en 1980, 21 % en 1984. *« Mais cela ne sert à rien »*, ne cessent-ils de répéter. *« Ces jeunes sont rejetés par le système de formation mis en place par les pouvoirs publics parce qu'ils n'ont pas le minimum de connaissances nécessaire*, déplore M. Philippe Vigier, de l'Institut de recherche et d'application pour la promotion (IRAP), lors d'une opération organisée par l'Association des journalistes de l'information sociale (AJIS). *Ils ne savent ni lire ni écrire et n'ont aucune autonomie. Ils ne peuvent pas par exemple prendre un bus parce qu'ils ne peuvent pas décrypter le nom de la station. Ils ne savent pas reconnaître les jours de la semaine, se comportent socialement comme des sauvages. Lorsqu'ils commencent un stage et qu'on leur demande leur nom, ils sortent un papier de leur poche et recopient. On propose à ces jeunes des stages de six mois, alors que pour obtenir un CAP il faut trois ans d'études après une scolarité normale. »*

L'IRAP, associé à ATD-Quart-Monde, a donc mis en place des stages spécifiques. Les adolescents doivent s'inscrire à la mission locale pour les jeunes. *« On leur apprend à s'exprimer, à manger avec les autres, à lire, à calculer ; ils font des visites en entreprise. »* Mais cette formation ne met pas fin à l'exclusion dont ils sont victimes. *« Ils ont découvert la vie sociale, le monde des entreprises*, souligne M. Vigier. *En six mois, nous leur avons donné assez de clés pour qu'ils découvrent leur misère. Cela pourrait être un moteur, mais c'est une catastrophe car nous n'avons plus rien à leur offrir. »*

L'IRAP a supprimé les stages pour les dix-huit/vingt et un ans car il n'y avait pas de suite possible. Seuls sont maintenus les stages pour les seize/dix-huit ans.

Afin de redonner une chance aux jeunes Rémois, ATD-Quart-Monde a ouvert le 1er février dans une ancienne forge de la ville un « atelier de promotion professionnelle ». Pour financer l'opération, le mouvement a mis à profit les TUC. Cinq jeunes (ils seront dix en juillet) travaillent actuellement à la réfection des bâtiments où un atelier de menuiserie sera ouvert le 1er avril. Tous ces jeunes avaient déjà fait des stages de préformation ou de formation pour adulte. Là encore la pédagogie de l'éducation nationale est remise en cause. *« Je leur apprends à poser des prises électriques en fonction de la couleur des fils. Puis je leur enseignerai la théorie, et non l'inverse »*, explique le professionnel qui travaille avec eux. Pour poser du papier, faire une installation électrique, les jeunes sont obligés de savoir lire et calculer. Ce sont autant de bonnes raisons d'apprendre. Une première étape pour permettre aux jeunes de s'intégrer ultérieurement dans leurs propres MJC.

Lorsque le Père Joseph Wresinski a créé le mouvement ATD-Quart-Monde, en 1957 à Noisy-le-Grand, il a commencé par supprimer la soupe populaire pour créer une bibliothèque de rue. C'était un symbole. *« Les familles du quart-monde ne demandent pas l'assistance, mais des droits qu'elle n'ont pas reçus : celui de se loger, d'apprendre, de s'exprimer. Elle vivent l'exclusion sociale, mais refusent d'être enfermées dans la fatalité »*, affirme M. Bruno Couder, délégué national du mouvement. Pour intégrer les jeunes à la vie sociale et économique, le mouvement a créé des clubs du savoir, des cours d'alphabétisation, des pré-initiations à l'informatique. Des ateliers de promotion professionnelle fonctionnent déjà à Caen, Noisy-le-Grand, Lille.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

(1) ATD-Quart-Monde estime à trois cent cinquante mille familles, soit trois millions de personnes, le nombre des Français qui vivent dans la pauvreté. Trois cent volontaires travaillent dans les familles.

La taxe d'habitation est trois fois plus élevée dans les grandes villes qu'à la campagne

La taxe d'habitation, cet impôt local payé par chaque occupant d'un logement, propriétaire ou locataire, reste mystérieuse pour la plupart des contribuables qui l'acquittent chaque année. Son injustice, puisqu'elle n'est pas assise sur le revenu des ménages mais sur la «valeur locative cadastrale» du logement et de ses dépendances, a été maintes fois dénoncée par des associations de consommateurs, comme la Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV) ou la Confédération syndicale des familles (CSF) (1).

L'étude réalisée par M. Hubert Neymann et publiée par *Economie et Statistiques* (2) permet d'y voir plus clair.

Payée par 23,9 millions de ménages (un «ménage» au sens où l'entendent les statisticiens pouvant être une personne seule), la taxe d'habitation représente 11 % des impôts directs des personnes physiques. Servant à financer les collectivités locales (3), elle a plus que quintuplé en dix ans, passant de 5,6 milliards de francs en 1973 à 27,1 milliards de francs en 1984, soit une progression moyenne annuelle de 17 %, beaucoup plus élevée que la hausse des prix pendant la même période (11 %). Fournissant parfois la totalité des ressources de la commune (communes-dortoirs) ou moins de 10 % de celles-ci dans une commune rurale qui a accueilli une centrale nucléaire, la taxe d'habitation apporte en moyenne le quart de ses financements à la municipalité.

L'étude qui a porté sur un échantillon pris dans un ensemble de quatre cent mille contribuables, dans six départements, révèle que le montant de la taxe est d'autant plus élevé que la commune est peuplée : les grandes villes financent ainsi leurs équipements et équilibrent leurs dépenses de fonctionnement. Valeurs locatives, abattements et dégrèvements pour les personnes à charge, les foyers de condition modeste ou les personnes âgées, varient d'une commune à l'autre. Mais en règle générale, le montant moyen de la taxe passe de 470 F dans une commune de moins de deux cents habitants à 1 500 F dans une ville de plus de cent mille habitants, donc du simple au triple. Le cas de Paris n'était pas dans le champ de l'étude, ce qui est logique puisque la capitale constitue, en la matière, un exemple sans signification : les taxes locales et surtout la taxe d'habitation y étant beaucoup moins élevées que dans les métropoles régionales.

La comparaison à partir d'un échantillon homogène entre la taxe d'habitation et l'impôt sur le revenu fournit également de précieuses informations. Environ 18 % des contribuables de cet échantillon sont totalement dégrévés de la taxe d'habitation (soit 2,7 millions de foyers), alors que 33 % des ménages (soit près de 6 millions) ne paient pas d'impôt sur le revenu.

A l'autre extrême, le dixième des contribuables les plus fortement taxés fournissent 15 % du produit de la taxe tandis qu'en matière d'impôt sur le revenu, le dixième des contribuables les plus imposés fournissent 60 % du produit de cet impôt.

Du simple au quintuple

Bien que la taxe d'habitation soit un impôt de répartition (la commune définissant son taux en fonction à la fois de ses besoins et du nombre de ses contribuables), elle augmente en moyenne avec le revenu imposable : du simple au quinduple : 859 F pour un revenu imposable annuel de moins de 20 000 F à 4 111 F pour un revenu imposable de plus de 400 000 F. Pourtant, la pression fiscale de cette taxe, très faible pour les hauts revenus, et les revenus moyens (1 à 2 %) peut atteindre 5 %, 10 % voire 21,6 % du revenu. Il ne s'agit que de moyennes, et c'est bien là que le bât blesse : la famille aux revenus tout à fait moyens, qui a eu la chance d'être logée dans une HLM confortable, classée dans une catégorie élevée, peut se retrouver devoir payer des sommes sans aucune mesure avec ses moyens. De la même façon, une personne âgée, dont le revenu se trouve situé juste au-dessus du seuil de dégrèvement, pourra se retrouver dans la totale incapacité d'acquitter le montant de sa taxe d'habitation.

Une de nos lectrices ayant un enfant à charge, habitant les Hauts-de-Seine, nous signale avoir acquitté 6 182 F de taxe d'habitation, soit deux fois et demi le montant de son impôt sur le revenu.

Le gouvernement s'est préoccupé de ce problème, puisqu'il a cherché dès 1982, à *« mieux prendre en compte les ressources des redevables dans l'assiette de la taxe d'habitation »*.

L'étude de M. Neymann, fonctionnaire de la direction générale des impôts, est née de ce souci. Quelles que soient les réglementations mises en place en la matière, elles n'empêcheront pas, décentralisation aidant, que des cas individuels demeurent aberrants. Des mécanismes de recours, cas par cas, devraient pouvoir être mis en place, même si la taxe d'habitation, tout comme les trois autres « vieilles » que sont la foncière bâtie, la foncière non bâtie, et la taxe professionnelle (l'ancienne patente) sont pour l'État d'une gestion particulièrement lourde et difficile.

JOSÉE DOYÈRE.

(1) CSCV, 12, avenue du Général-de-Gaulle, 94300 Vincennes. CSF, 55, rue Riquet, Paris 19e.

(2) *Économie et Statistique* — février 1985 — en vente dans les Observatoires économiques de régions — 31 F.

(3) Les deux tiers de la taxe d'habitation vont aux communes et groupements de communes, plus d'un quart aux départements, les régions n'en récupérant que 3 %. L'État en reçoit 3,7 % ce qui correspond aux frais de recouvrement de l'impôt.

Le bafouillage économique

(Suite de la première page.)

En revanche, nous savons mieux aujourd'hui que :

1) que la politique budgétaire demeure l'instrument le plus puissant et le plus prévisible dont disposent les gouvernements pour infléchir la demande à court et à moyen terme ;

2) il existe une étroite interdépendance entre les politiques budgétaire et monétaire, à laquelle il convient d'être attentif en raison du rôle important que jouent les anticipations sur les marchés financiers ;

3) dans une région de taux de change flexibles, ce taux devient l'une des courroies de transmission les plus efficaces entre la politique monétaire et le niveau de la production et des prix intérieurs.

Si ce genre de constatations résiste à l'épreuve du temps, il convient également de regarder comment, sous nos yeux, se transforment les systèmes de production, de répartition des revenus et de prises de décision. Alain Bienaymé s'est livré à cette analyse (3) et a remis en lumière des phénomènes connus et d'autres beaucoup moins. Le mixage des activités tertiaires et des productions manufacturières se poursuit à belle allure, et les services rendus aux entreprises constituent un secteur en grande expansion. Les métiers eux-mêmes se « tertiarisent », et nombre d'entre eux sont consacrés à la transmission de la communication.

Autre particularité : les produits manufacturés tendent aujourd'hui à être de moins en moins stockés à l'avance, alors que beaucoup de services reposent sur des connaissances qui, elles, ont été au préalable stockées. Les frontières sont donc de plus en plus floues entre l'industrie et le « tertiaire ».

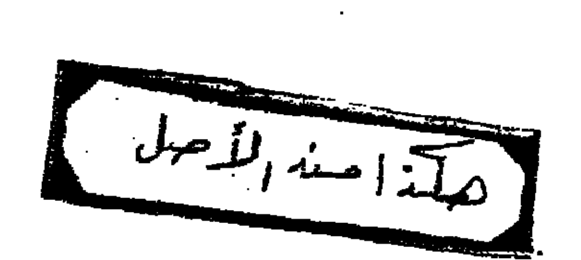
Dans un autre domaine, celui de la répartition des revenus, mêmes frontières poreuses : il n'y a plus de lieu indiscutable entre l'argent que touche un travailleur et la contribution qu'il apporte à la production. Autre bizarrerie, fruit de la revendication collective : la dispersion des salaires selon les branches est relativement faible, alors que celle de la productivité peut aller de 1 à 10. La victoire contre ces rigidités et bien d'autres, ressassées lors des négociations ratées sur la flexibilité, donnerait, au-delà de toute discussion théorique, un coup de fouet à l'économie française.

En revanche, la stricte rationalité économique ne peut plus être observée dans les prises de décision tellement est complexe le mode de gestion qui associe des stratédies marchandes et celles qui intéressent l'environnement, les administrations, le pouvoir politique et les moyens de communication de masse.

Ne pleurons donc pas trop sur le bafouillage des théories économiques. On a moins besoin de guide intellectuel, aujourd'hui, que de flair, d'intuition, de réflexe et de sens de l'adaptation.

PIERRE DROUIN.

(3) *Chroniques SEDEIS*, 15 février 1985, 141, boulevard Haussmann, Paris.



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

TROIS ATTENTATS A PARIS

Trois attentats à l'explosif, qui n'ont pas fait de victimes, ont eu lieu au cours du week-end pascal dans le huitième arrondissement de Paris.

Le premier s'est produit dimanche 7 avril vers 1 h 15 et visait des locaux EDF, 42, rue de Rocher. Le deuxième, qui a eu lieu lundi peu avant deux heures, avait pour cible une annexe des Charbonnages de France, 9, avenue Percier. Le troisième s'est produit le même jour à 6 heures, devant le 33-35, rue Marbeuf. On ne savait pas, lundi en fin de matinée, qui était visé. Le 21 avril 1982, un grave attentat contre le journal libanais pro-irakien *Watan Al Arabi* avait eu lieu juste en face, faisant un mort et une soixantaine de blessés.

Les trois attentats du week-end n'ont causé que des dégâts matériels sans gravité et n'avaient pas été revendiqués lundi matin.

La marche antiraciste de Miramas

« JUSTICE POUR NOREDDINE »

Mille cinq cents personnes ont manifesté, samedi 6 avril à Miramas (Bouches-du-Rhône), pour marquer leur révolte, sept jours après l'assassinat dans cette ville d'un jeune Algérien, Noreddine Hassan Daoudji. Les jeunes du quartier, des maghrébins en majorité, se sont regroupés devant le mairie et ont marché jusqu'à l'abribus de la cité « la Rousse » où avait été tué leur camarade, en scandant des slogans comme *« Justice pour Noreddine »* ou *« Première, deuxième, dixième génération. Nous sommes tous des enfants d'immigrés »*.

L'association SOS-Racisme, organisatrice du défilé, a annoncé la création à Miramas d'un comité Stop-racisme. Elle avait maintenu son mot d'ordre pour samedi malgré la non-participation de l'Amicale des Algériens en Europe et de la municipalité de Miramas (PCF) qui avaient préféré participer à la manifestation de vendredi à Marseille (*le Monde* daté 7-8 avril). Mais M. Michel Pezet, président du conseil régionale Provence-Alpes-Côte-d'Azur (PS) a rejoint en fin de parcours les manifestants, samedi à Miramas.

Le numéro du « Monde » daté 7-8 avril 1985 a été tiré à 395 798 exemplaires

A B C D E F G

LE MESSAGE PASCAL DE JEAN-PAUL II

L'état de la paix quarante ans après

Devant trois cent mille pèlerins massés place Saint-Pierre à Rome, le pape Jean-Paul II a dénoncé dimanche 7 avril dans son homélie pascale la violation des droits de l'homme et les *« idéologies qui continuent d'inspirer la haine »*, quarante ans après la seconde guerre mondiale. Jean-Paul II a rappelé le massacre de dizaines de millions d'hommes, l'holocauste du peuple juif et les premières explosions nucléaires.

« Aujourd'hui encore, a-t-il déclaré, *l'humanité s'interroge sur la signification de ces victimes. Avant tout, elle ne peut oublier les hommes et les femmes qui, dans tous les pays, ont offert leur vie en sacrifice pour la juste cause, la cause de la dignité de l'homme. »*

Evoquant les violences et les injustices du monde actuel, le pape s'est demandé : *« Voilà quarante ans que la guerre a pris fin. Peut-on dire que la paix, comme fruit d'un ordre fondé sur la justice, s'est vraiment affermie ? »*

Jean-Paul II a lancé ensuite un appel aux jeunes, leur proposant qu'une journée mondiale de la jeunesse soit célébrée tous les ans le dimanche des Rameaux afin qu'ils assument la tâche difficile de *« faire naître des structures nouvelles inspirées par la vérité, la solidarité et la paix »*.

Après avoir lu son message, Jean-Paul II a adressé ses vœux de joyeuses Pâques en quarante-cinq langues — de l'albanais au bulgare, du russe au finlandais, de l'arabe à l'hébreu, de l'hindi au chinois. Il a enfin donné sa bénédiction *urbi et orbi* (à la ville et au monde), assurant l'indulgence plénière aux fidèles rassemblés place Saint-Pierre et aux catholiques du monde entier, *« à la condition qu'ils se repentent de leurs péchés »*.

AVEC UNE NOUVELLE « ACTION DE RECHERCHE INTÉGRÉE »

Le CNRS va faire travailler ensemble les diverses disciplines de la communication

Comment se construisent les connaissances humaines, comment sont-elles stockées en mémoire et utilisées dans les situations d'action ? Quel sera l'impact des nouvelles techniques de communication sur le fonctionnement de la démocratie ? Comment analyser les rapports entre l'informatique et le langage ?

Ces questions, et bien d'autres, qui toutes ont trait à ce que l'on nomme aujourd'hui les « sciences de la communication » (1), mettent à bas les barrières rigides qui séparaient jusqu'ici les différentes disciplines scientifiques. Elles ne pourront en effet trouver des éléments de réponse que si des spécialistes des neurosciences, des biologistes, des informaticiens, des sociologues, des psychologues, des linguistes, des juristes, des économistes... parviennent à travailler de concert.

Pour favoriser les contacts entre des chercheurs qui le plus souvent s'ignorent et pour initier des rencontres difficiles *« du point de vue scientifique, institutionnel et humain »*, le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) a récemment mis en place une « action de recherche intégrée » (ARI) sur les sciences de la communication. Placée sous la responsabilité de M. Dominique Wolton, sociologue (2), elle s'articulera autour de trois axes : la communication dans ses rapports avec le cerveau, qu'il s'agisse de la perception, de la mémoire, du traitement des informations, ou du langage ; la communication entre l'individu et les machines ; enfin l'impact des techniques de communication (informatique, télécommunication, audiovisuel) sur le fonctionnement de la société. Dans ces trois *« pôles »* en effet, note M. Wolton, apparaissent les mêmes questions : *« Quels sont les mécanismes selon lesquels les individus perçoivent les informations, les traitent, communiquent avec l'extérieur, et comment certains de ces mécanismes peuvent-ils être modélisés, répliqués ou simulés ensuite par les machines ? »*

Dès cette année, le CNRS consacrera 2,2 millions de francs à cet ambitieux programme, somme qui sera en partie distribuée aux équipes intéressées par ces différents thèmes, et en partie consacrée à l'organisation de séminaires, à l'envoi de chercheurs hors de France et à l'invitation de scientifiques étrangers. Cinq chercheurs ainsi que plusieurs boursiers seront spécialement recrutés en 1985 pour travailler sur ces sujets.

Cette action de recherche intégrée, qui reste une structure souple, est prévue pour une durée de quatre ans. Ensuite devraient être créés de véritables laboratoires rassemblant des spécialistes de diverses disciplines. Mais déjà les responsables du CNRS prévoient de constituer un pôle « communication » dans les nouveaux locaux qu'ils vont construire dans la banlieue parisienne, à Marne-la-Vallée.

E. G.

(1) On estime actuellement à 660, le nombre des chercheurs travaillant en France dans ces secteurs (dont 240 au CNRS), avec un budget de fonctionnement d'environ 14 millions de francs.

(2) Dominique Wolton a publié notamment *l'Information demain* (avec J.-C. Lepigeon, 1979) et *la Folle du logis* (avec J.-L. Missika, 1983). Il a publié plusieurs articles et points de vue dans *le Monde*.

NOUVELLES BRÈVES

● *Mgr Lustiger : chrétiens et musulmans.* — Le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, invité de l'émission « Forum », sur Radio Monte-Carlo, le dimanche 7 avril, a déclaré, au sujet des musulmans vivant en France : *« Nous devons les respecter, quels qu'ils soient. S'ils sont étrangers, nous devons les respecter comme des étrangers* [ce qui] *ne nous oblige pas à ne pas défendre notre propre identité et ce que nous sommes, comme croyants et comme citoyens. S'ils sont nos concitoyens, nous devons les respecter comme ils sont, c'est leur droit.*

● *M. Fuchs répond à M. Poniatowski.* — Répondant aux propos de M. Poniatowski, M. Gérard Fuchs (PS), président de l'office national de l'immigration, estime : *« En jouant à son tour des fantasmes et des simplismes — la crainte des envahisseurs africains, l'assimilation de l'islam au khomeinisme, — Michel Poniatowski rejoint la triste cohorte de ceux qui préfèrent s'adresser aux Français en faisant appel à la peur et à l'intolérance plutôt qu'à la lucidité et à la raison. »*

● *Sondage sur le mode de scrutin.* — Selon un sondage publié par *l'Express* daté 5-11 avril et réalisé par la SOFRES auprès de mille personnes entre les 12 et 28 mars (soit avant que ne soit connues les intentions du gouvernement à l'issue du conseil des ministres du 3 avril), 50 % des Français donnent leur préférence au scrutin majoritaire, *« qui diminue la représentation des partis vaincus mais assure la présence d'une majorité solide et stable à l'Assemblée nationale »*, et 37 % à la proportionnelle *« qui rend difficile une majorité stable, mais permet une représentation de tous les partis proches de leur pourcentage de voix »*.

● *Mme Marie-Noelle Lienemann*, membre adjoint du secrétariat national du PS, membre du courant AGIRS (néo-rocardiens) : *« En refusant de faire délibérer clairement ses instances compétentes sur le mode de scrutin, la direction du PS a pris la lourde responsabilité d'accréditer la thèse que le PS ne serait là que pour relayer les décisions du président de la République et du gouvernement (...). Avec la proportionnelle, à terme, les forces centrifuges risquent d'être au sein du PS plus fortes que celles de la cohésion. Le prochain congrès de Toulouse ne saurait faire l'économie d'un débat au fond sur la nécessaire « révolution culturelle » de la gauche, sur le contrat de gouvernement pour 1986, mais aussi sur les alliances à nouer et sur l'avenir du Parti socialiste et son fonctionnement. »*

● *William Schroeder a quitté l'hôpital.* — M. William Schroeder, cinquante-trois ans, qui vit avec un cœur artificiel depuis 133 jours, a quitté samedi 6 avril, l'hôpital de Louisville (Kentucky), pour s'installer dans un appartement voisin spécialement équipé. Tout en indiquant que son patient *« bénéficierait psychologiquement »* de ce changement, le Dr William Devries, qui l'a opéré le 25 novembre dernier, a précisé que M. Schroeder avait été victime de petites attaques affectant le côté droit de son corps et qu'il souffrait d'anémie. *(Reuter, AFP).*

● *Yougoslavie : Trente-sept morts dans un accident.* — Un autobus est tombé dans un lac après avoir heurté un camion, samedi 6 avril, dans la région de Sarajevo. Trente-sept des quarante-cinq ouvriers qui se trouvaient à bord de l'autobus ont péri, ont annoncé les autorités locales.

EN MULTIPLIANT LES ACCORDS AVEC LES PAYS PRODUCTEURS

La Turquie veut devenir une plaque tournante du transport des hydrocarbures

Ankara. — Les ports turcs deviendront-ils, en l'an 2000, les « Rotterdam » du Proche-Orient ? C'est bien l'intention du gouvernement d'Ankara, qui multiplie les accords avec ses riches voisins afin de transformer la Turquie d'ici quelques années en un carrefour international du transport et du commerce des hydrocarbures. Après qu'ait été accrue, l'an passé, la capacité d'écoulement de l'oléoduc reliant les champs pétrolifèresirakiens de Kirkouk au port turc de Yumurtalik, près d'Alexandrette, un second projet d'oléoduc, parallèle au précédent, progresse. En outre, le gouvernement vient de conclure successivement avec l'Iran et la Qatar deux accords de principe pour acheminer vers l'Europe, *via* la Turquie, leur gaz et leur pétrole. La

De notre correspondant

Turquie, pauvre en hydrocarbures, dont les importations pétrolières (3,3 milliards de dollars pas an) représentent un tiers de sa facture totale d'importations, pourrait, si tous ces projets se concrétisent, tirer parti de sa situation géographique privilégiée.

Selon l'« accord de principe » signé en janvier dernier, lors de la visite officielle à Ankara du chef du gouvernement de Téhéran, M. Moussavi, la Turquie et l'Iran ont accepté d'« étudier » sérieusement la construction en commun d'un oléoduc qui transporterait le brut iranien vers un port turc en Méditerranée et en mer Noire, avec une capacité de 1,5 million de barils par jour (75 millions de tonnes par an), au prix de 3 milliards de dollars environ. Est également envisagé un gazoduc turco-iranien qui traverserait l'Anatolie et se prolongerait vers l'Europe par la Grèce et l'Italie. La Syrie, le voisin du sud de la Turquie, qui est aussi en bons rapports avec Téhéran, pourrait également profiter de ce projet de gazoduc, lequel, avec une capacité de quelque 50 milliards de mètres cubes par an, aurait un coût total de 11 milliards de dollars. Ankara et Téhéran entameront bientôt des études de faisabilité de ces projets. Si les possibilités de financement international et de rentabilité s'avèrent positives, les travaux commenceront immédiatement, indique-t-on.

Depuis une dizaine d'années, Ankara proposait à Téhéran la construction en commun d'un oléoduc entre Ahwaz et Iskenderun (Alexandrette) en Méditerranée, mais, sous le régime du chah, Téhéran avait systématiquement boudé ce projet. Il y a deux ans encore, le nouveau pouvoir islamique avait jugé le même projet *« non pratique »*, après des études préliminaires faites par ses propres experts. Cette fois, le vent semble avoir tourné, en raison des difficultés de transport du brut iranien par le golfe Persique dues à la recrudescence des attaques aériennes irakiennes.

Des avantages financiers

Si ces projets aboutissent, Ankara pourrait non seulement toucher des royalties de transport, mais aussi obtenir le brut iranien moins cher, en évitant notamment le transport par la mer, fort périlleux en ce moment et fort coûteux, surtout lorsque les gros pétroliers ne peuvent pas emprunter le canal de Suez et doivent transiter par le cap de Bonne-Espérance.

L'accord sur le transport du gaz iranien permettrait également à la Turquie d'approvisionner ses régions de l'Est en énergie à bon marché, et de toucher des revenus supplémentaires. Dans le domaine gazier, Ankara a déjà signé, fin 1984 avec Moscou, un accord de fourniture sur vingt-cinq ans, prévoyant la livraison, *via* la Bulgarie, de 6 milliards de de mètres cubles de gaz naturel soviétique par an dès 1990, contre des produits turcs.

Enfin, début mars, Ankara a signé avec le Qatar, pendant la visite officielle en Turquie de l'émir Cheikh al Thani, un autre accord de principe pour la construction entre le Qatar et la Turquie d'un gazoduc qui se prolongerait vers d'autres pays d'Europe, l'Italie en premier lieu, et dont le coût est estimé à quelque 12 milliards de dollars. Une commission mixte sera créée en vue de réaliser des études de faisabilité de ce projet ambitieux.

Actuellement, on en est toujours au stade des principes, mais ces projets, souligne la Turquie, seront économiquement rentables, *« même après le retour à la paix dans le Golfe »*.

ARTUN UNSAL.

SUR LA BANDE FM PARISIENNE

La Mecque en direct chaque vendredi

C'est une radio pirate qui rêve de légalisme. Un corsaire des ondes qui déteste la flibuste et n'éprouve aucun goût pour les risques, les provocations, l'indiscipline. Radio Orient a trois ans, des locaux somptueux dans un immeuble de l'avenue Foch à Paris, un « mécène » — homme d'affaire libanais, — le soutient important des ambassades arabes et une vocation bien précise : faire la radio unique de la communauté musulmane de Paris.

« Comment pourrait-on refuser aux musulmans, dont la religion est devenue la seconde en France, ce que l'on a autorisé aux chrétiens et aux juifs ? », observent ses responsables. L'argument porte, assurément. Il embarrasse même tout le monde, notamment la Haute Autorité qui regrette d'avoir eu connaissance du projet trop tard pour pouvoir le retenir dans le club très fermé des radios autorisées.

Des promesses ont été faites, une liste d'attente a même été établie sur laquelle Radio Orient figure, dit-on, en bonne place, mais la station, qui émet depuis 1982 avec seulement quelques mois d'interruption, s'impatiente aujourd'hui, irritée par les arbitrages de la Haute Autorité. *« Les engagements n'ont pas été tenus*, accuse M. Moussa, directeur des programmes. *Toutes les règles sont faussées par la protection de certaines radios devenues « intouchables » et auxquelles on a même fini par octroyer des fréquences supposées réservées au service public. Manque de place, nous dit-on ? Il en est pour qui l'on trouvera toujours de la place ! Tout indique, en fait, qu'aucun Français n'acceptera de se mouiller pour défendre une radio musulmane ; qu'aucun homme politique en période postcantonale ou prélégislative n'acceptera de se saisir du dossier. On préfère laisser pourrir la situation... »*

La place de la musique arabe

Le mot est excessif car malgré sa tentation et ses menaces récentes de s'établir sur 95,7 MHz (fréquence réservée au service public), Radio-Orient fonctionne actuellement librement 24 heures sur 24 sur 106,5 MHz. Encore s'agit-il d'un emplacement illégal et précaire, puisque étant situé au-delà de 104 MHz, il appartient théoriquement à l'armée. Les programmes, auxquels participent dix-huit correspondants dans divers pays, sont essentiellement religieux et, en principe, francophone à 70 %. *« C'est à des Français musulmans que nous nous adressons d'abord, et la politique est le dernier de nos soucis. »*

La proportion de musique arabe est toutefois renforcée aujourd'hui, M. Moussa répugnant à « gaspiller » la réserve des deux mille heures de programmes que lui a fournies l'organisation des radios des Etats islamiques de Djeda. La prière du vendredi est transmise en direct de La Mecque, par satellite, tout comme le pèlerinage annuel dont la radiodiffusion saoudienne assurera prochainement en français la couverture, à la demande du roi et du ministère du culte d'Arabie saoudite.

« Notre démarche est œcuménique, explique M. Moussa, *et nous ne jouons que le jeu de l'islam, incompris et souvent attaqué en France. »* Soixante-cinq associations islamiques se sont associées pour défendre la station, 9 000 lettres ont été envoyées à la Haute Autorité, 50 000 signatures apposées au dos de pétitions adressées au chef de l'Etat, tandis que les ambassadeurs des pays arabes se sont très officiellement rendus ensemble au siège de la Haute Autorité pour plaider le dossier de cette radio... Une radio que des encarts publicitaires dans la presse arabe contribuent à faire largement connaître dans les pays de la Ligue et qui, selon M. Moussa, est écoutée à la fois dans les palaces des 8e et 16e arrondissements par les riches voyageurs de passage, dans les prisons d'où provient la moitié du courrier de la station, et dans les banlieues où travaillent de nombreux immigrés.

Propriétaire de la station et PDG de la société de production de films arabes « Arabvision Salsau International », M. El Shama prépare également une lettre mensuelle à l'intention des *« deux mille décisionnaires français »* intitulée *l'Orient diplomatique*, se dit prêt également à lancer du jour au lendemain, une télévision musulmane pour laquelle il dispose déjà de plusieurs milliers d'heures de programmes... Mais sans doute faudrait-il alors voiler davantage la gracieuse Marianne qui, hissée sur un dromadaire, constitue l'un des logos de Radio Orient.

ANNICK COJEAN.

Havas Tourisme se lance dans la vente par correspondance

Filiale du groupe Havas, Havas Tourisme poursuit la politique de diversification annoncée en 1984. Après la création d'une chaîne hôtelière de loisirs — Latitudes — en association avec Bouygues (*le Monde* du 1er novembre 1984), la mise sur pied d'un système de réservations de places de spectacles par Minitel — spectamatic — et la vente de places d'avion à bas prix sous la marque Air Havas, le groupe s'apprête, à partir du 17 avril, à diffuser, en collaboration avec La maison du bonheur (une société spécialisée dans la vente par correspondance), un catalogue de quarante pages qui proposera une sélection de plus de quatre cents articles de sport, de voyage et de loisirs. Havas Tourisme entend ainsi procéder, auprès de deux cent mille foyers des régions parisienne et Rhône-Alpes, à un test dont les résultats détermineront l'avenir de l'opération. Celle-ci illustre la volonté de cette société d'*« inscrire plus délibérément encore son action dans le secteur des loisirs »*.

Une politique qui, estime-t-elle, devrait porter ses fruits en 1986 et conforter le redressement financier enregistré en 1984 où, après un exercice 1983 déficitaire de 5,7 millions de francs, on escompte un résultat bénéficiaire de 4,5 millions de francs avant impôts. Des résultats attribués à la bonne activité du réseau Havas Voyages (le premier dans le domaine du tourisme avec deux cent quarante-six agences de voyages), au succès du contrat de garantie (*le Monde* du 5 mai 1984), à l'élargissement de la gamme des produits offerts et à la restructuration d'activités déficitaires.

P. FR.

● *L'ambassadeur américain à Tokyo croit en la bonne volonté du Japon.* — Tranchant avec le climat de scepticisme général, M. Mike Mansfield, ambassadeur des États-Unis à Tokyo, est convaincu que le Japon a déjà satisfait 90 % des demandes américaines sur l'ouverture du marché nippon des télécommunications aux industriels américains, rapporte le *Herald Tribune* du 8 avril. Et les 10 % restant seront acquis dans un délai de trois mois, a-t-il précisé au président Reagan qu'il a rencontré deux fois cette année.

M. Mansfield s'inquiète de voir les membres du Congrès traiter le Japon en bouc émissaire du déficit commercial américain de 123 milliards de dollars, dont 36,8 milliards de dollars avec le Japon. Pour leur part, les officiels américains accusent généralement le Japon de revenir sur la libéralisation officielle par des pratiques favorisant les fournisseurs nationaux. Ils préconisent des mesures de rétorsion.

● *Baisse des exportations de Dassault en 1984.* — Le chiffre d'affaires de la société Avions Marcel Dassault-Breguet-Aviation, qui construit notamment les avions de combat Mirage, a progressé en 1984 pour atteindre 15,69 milliards de francs contre 13,98 milliards en 1983, selon un bulletin d'informations des cadres CGC. La part du chiffre d'affaires réalisé à l'étranger (10,85 milliards de francs) est en baisse, représentant 69,1 % des ventes totales contre 71,5 % en 1983. Pour 1985, la direction, selon la CGC, prévoit un chiffre d'affaires en très légère diminution se situant à 15,58 milliards de francs.